

BOIVIN Roxanne

ESSAI

**Une Europe divisée suite à la crise migratoire. Analyse comparée des politiques
d'intégration en Allemagne et en Hongrie**

Sous la supervision de :

MADAME CATERINA CARTA

MONSIEUR CHARLES FLEURY

Hiver 2018

Institut Québécois des Hautes Études Internationales

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	IV
INTRODUCTION	5
PARTIE I. DÉMARCHE CONCEPTUELLE ET MÉTHODOLOGIQUE ...	11
1. QUELS CONCEPTS POUR UNE ANALYSE SOCIO-POLITIQUE DE LA MIGRATION? 11	
1.1. Cadre conceptuel	11
1.1.1. Le migrant	11
1.1.2. Intégration, assimilation, acculturation	12
1.1.3. La socialisation.....	14
1.1.3.1. Réseaux sociaux	15
1.2. L'intégration des migrants: un phénomène aux théories multiples.....	16
1.2.1. Théories de l'intégration	16
1.2.2. Politiques migratoires d'intégration.....	20
2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	22
2.1. L'approche socio-politique de l'intégration des migrants	22
2.2. La pertinence de l'analyse comparée	23
2.2.1. Choix des lieux de l'analyse	24
2.3. Les outils méthodologiques.....	25
PARTIE II. LA VISION MIGRATOIRE DE L'ALLEMAGNE ET DE LA HONGRIE DANS UN CONTEXTE EUROPÉANISÉ.....	26
1. LE PARTAGE DES COMPÉTENCES : QUELLE DYNAMIQUE POUR LA GESTION DES POLITIQUES MIGRATOIRES D'INTÉGRATION EN EUROPE ?	26
1.1. Des politiques nationales pour assurer l'intégration des migrants en Europe.....	26
1.1.1. Le partage des compétences en matière migratoire.....	26
1.1.2. Le « venue shopping » en migration	28
1.2. Une Union européenne favorable à l'accueil et l'intégration des migrants.....	29
1.2.1. Vision intégratrice promue au niveau supranational	29
1.2.2. Développement et renforcement des politiques migratoires : quels objectifs pour les États membres de l'Union européenne?.....	31
1.3. L'eupéanisation des normes d'intégration migratoires par convergence horizontale 31	
1.3.1. Développement d'un cadre d'action à l'échelle supranationale.....	32
1.3.2. La « soft gouvernance » de l'Union européenne.....	33

2. LES POLITIQUES PLURALISTES DE L'ALLEMAGNE HARMONISÉES À LA VISION EUROPÉENNE.....	34
2.1. La politique migratoire allemande en faveur de l'intégration des ressortissants étrangers	34
2.1.1. L'Allemagne : pays d'immigration et d'intégration.....	34
2.1.2. L' Überfremdung allemand et les réticences face aux politiques migratoires	37
2.2. L'Allemagne et l'Union européenne : une cohésion politico-idéologique	38
2.2.1. Fort sentiment d'appartenance envers l'organisation depuis le milieu du XX siècle et concordance des politiques migratoires.....	38
2.2.2. L'érosion du consensus permissif allemand.....	40
3. UN NATIONALISME HONGROIS QUI DIVISE.....	41
3.1. Une politique d'intégration hongroise hostile aux migrants depuis la crise migratoire européenne	41
3.1.1. Des politiques migratoires teintées par le nationalisme hongrois depuis la fin du 19 ^e siècle	41
3.1.2. Fermeture des frontières engendrée par la crise migratoire	44
3.2. Rupture idéologique entre la politique hongroise et européenne	46
3.2.1. Faible sentiment d'appartenance de la Hongrie aux politiques de l'Union européenne	46
3.2.2. Une politique migratoire d'intégration hongroise qui dérange en Europe.....	47

PARTIE III. L'INTÉGRATION DES MIGRANTS EN ALLEMAGNE ET EN HONGRIE : DEUX APPROCHES DISTINCTES FACE À UNE MÊME SITUATION

49

1. DES BARRIÈRES COMMUNES À L'INTÉGRATION SOCIALE DES MIGRANTS EN ALLEMAGNE ET EN HONGRIE.....	49
1.1. La vie comme minorité : une discrimination au quotidien ?	50
1.2. Une socialisation limitée par la ségrégation	52
1.3. L'initiation à une langue étrangère	55
2. DES PROGRAMMES SOCIAUX FACILITANT L'INTÉGRATION DES MIGRANTS ...	56
2.1. Des ONG pour les migrants qui s'opposent aux politiques nationalistes hongroises .	56
2.2. Allemagne : des associations pour les migrants comme passerelle sociale	58
3. POLITIQUES D'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ : UN PASSAGE NÉCESSAIRE À L'INTÉGRATION DES MIGRANTS	60
3.1. Le <i>jus sanguinis</i> : une conception ethnique de la nationalité hongroise	61
3.2. La naturalisation allemande facilitée par la coexistence des principes de <i>jus solis</i> et de <i>jus sanguinis</i>	63
4. RÉCEPTIVITÉ DIFFÉRENCIÉE DES PAYS HÔTES À L'INTÉGRATION SOCIALE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DES MIGRANTS.....	65
4.1. Participation à la vie économique	65
4.1.1. Une intégration mitigée du marché du travail en Allemagne.....	66

4.1.2. Le difficile accès des migrants au marché du travail en Hongrie	67
4.2. Intégration politique ardue pour les migrants.....	69
4.2.1. Trop peu de mesures politiques efficaces pour les migrants en Allemagne	70
4.2.2. Faible représentation des migrants en politique hongroise	71
4.3. L'inclusion sociale des migrants en Hongrie et en Allemagne : un portrait nuancé..	72
4.3.1. L'accès à des ressources éducatives : opposition du système allemand et hongrois	72
4.3.2. Difficile recherche de logements en Allemagne et en Hongrie : des migrants stigmatisés	75
 CONCLUSION	 78
 BIBLIOGRAPHIE.....	 86
ANNEXE I.....	101
ANNEXE II	102
ANNEXE III.....	103
ANNEXE IV	104
ANNEXE V	105
ANNEXE VI.....	106
ANNEXE VII	107
ANNEXE VIII.....	108
ANNEXE IX.....	109
ANNEXE X.....	110
ANNEXE XII	111
ANNEXE XII	112
ANNEXE XIII.....	113
ANNEXE XIV	114
ANNEXE XV	115
ANNEXE XVI.....	116
ANNEXE XVII	117

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Routes migratoires européennes.....	ANNEXE I
Figure 2. Flots de migration en Méditerranée en 2015 : arrivées et décès.....	ANNEXE II
Figure 3. Perception des migrants par les nationaux.....	ANNEXE III
Figure 4. Proportion de migrants ayant subi de la discrimination religieuse ou ethnique en Allemagne en 2012.....	ANNEXE IV
Figure 5. Proportion de migrants ayant subi de la discrimination religieuse ou ethnique en Hongrie en 2012.....	ANNEXE V
Figure 6. Perception des nationaux à l'égard du désir d'intégration des migrants à la société en Allemagne et dans d'autres pays.....	ANNEXE VI
Figure 7. Répartition de l'accès privilégié à la naturalisation selon le niveau d'appartenance du demandeur à la culture d'accueil.....	ANNEXE VII
Figure 8. Indicateur de naturalisation en Hongrie vs. l'Union européenne.....	ANNEXE VIII
Figure 9. Limites quant à la discrétion dont bénéficie l'État pour interpréter les mesures légales en matière de naturalisation.....	ANNEXE IX
Figure 10. Naturalisation via la procédure de <i>jus solis</i>	ANNEXE X
Figure 11. Degré d'ouverture des pays européens à la participation politique globale des migrants.....	ANNEXE XI
Figure 12. Secteurs de participation politique des migrants en Allemagne en 2014.....	ANNEXE XII
Figure 13. Participation politique en Allemagne (en %).....	ANNEXE XIII
Figure 14. Secteurs de participation politique des migrants en Hongrie en 2014.....	ANNEXE XIV
Figure 15. Degré d'ouverture des pays européens à l'éducation des migrants....	ANNEXE XV
Figure 16. Accessibilité de l'éducation pour les migrants en Allemagne en 2014.....	ANNEXE XVI
Figure 17. Accessibilité de l'éducation pour les migrants en Hongrie en 2014.....	ANNEXE XVII

INTRODUCTION

Pour plusieurs, l'essor des flux migratoires auquel nous assistons depuis ces dernières années s'inscrit dans la vague de mondialisation que connaît la planète depuis le début du 21^è siècle. Cependant, même si l'ampleur et la médiatisation du phénomène semblent lui conférer un caractère nouveau, la réalité est que les migrations sont un phénomène aussi ancien que l'humanité. En effet, que ce soit sous « l'image du "paysan perverti", élaborée sous l'Ancien Régime [ou encore] la vision noire du "déraciné", consacrée par Marx à propos du paysan anglais chassé de ses terres par le mouvement des enclosures¹ », nombreuses sont les références historiques faisant allusion à ces déplacements de populations d'un territoire à un autre. Ce à quoi nous assistons, aujourd'hui, est une redéfinition du concept de la migration, au profit d'une réinterprétation à saveur davantage internationalisée. En effet, la mondialisation a contribué à multiplier et diversifier les circuits migratoires entre les pays et « la marée montante d'individus qui traversent les frontières est l'un des indicateurs les plus crédibles de l'intensité de [cette] mondialisation.² » Que ce soit grâce à la mondialisation économique, au développement des réseaux de transports intercontinentaux ou encore à l'émergence d'organisations internationales, nombreux sont les facteurs ayant facilité ces déplacements entre pays. Toutefois, « la plus grande partie des mouvements internationaux de population continuent à reposer sur la création et l'entretien de filières de mobilité.³ » D'ailleurs, le développement de ces canaux migratoires permet, chaque année, à un nombre croissant d'individus de se déplacer dans un nouveau pays, que ce soit par choix ou par obligation, afin de s'y établir. À cet effet, en date de 2015, les Nations Unies estimaient à 244 millions le nombre d'individus habitant dans un pays autre que celui où ils sont nés, ce qui représente une augmentation de 41% par rapport à l'an 2000.⁴ Cependant, l'ONU souligne les importants écarts qui existent entre les différentes régions du globe quant à ce phénomène. En effet, « la mondialisation des flux

¹ Paul-André ROSENTAL. « MIGRATIONS - Histoire des migrations », *Encyclopedia Universalis*, [En ligne], <http://www.universalis-edu.com/acces.bibl.ulaval.ca/encyclopedie/migrations-histoire-des-migrations/>, consulté le 19 février 2018

² Chalmers LAROSE. « Flux migratoires et mondialisation », *Relations*, no. 720, novembre 2007, [En ligne], <http://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/flux-migratoires-et-mondialisation/>, consulté le 18 février 2018

³ Paul-André ROSENTAL. *op cite* 1

⁴ ONU. *Il y a 244 millions de migrants internationaux dans le monde, selon l'ONU*, 2016, [En ligne], <https://news.un.org/fr/story/2016/01/327102-il-y-244-millions-de-migrants-internationaux-dans-le-monde-selon-lonu>, consulté le 18 février 2018

migratoires s'installe [...] dans le paysage mondial avec une régionalisation des destinations de plus en plus marquée autour de plusieurs espaces migratoires de départ et d'accueil.⁵» L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie font partie des principales régions d'accueil, alors que dans ces espaces les migrants internationaux représentent un peu moins de 10% de la population. Pour d'autres espaces, comme l'Afrique, l'Amérique latine ou encore les Caraïbes, cette proportion chute à moins de 2%.⁶

À cet effet, parmi les régions qui, au cours des dernières années, ont vu leur flux migratoire augmenter considérablement, il y a l'Europe. Le vieux continent est aujourd'hui terre d'accueil d'environ 35 millions d'immigrants et est la seconde destination migratoire après l'Amérique du Nord. Pourquoi l'Europe? Lorsqu'ils quittent leur pays, les migrants cherchent à combler un manque; « factors underpinning migration are numerous, relating to economic prosperity, inequality, demography, violence and conflict, and environmental change.⁷ » Or, plusieurs voient en « le maintien d'un écart de développement significatif entre l'Europe et les autres continents[...] et la persistance du mythe de l'eldorado européen » une terre d'accueil idéale.⁸ À cela s'ajoute sa proximité avec différentes régions reconnues comme source d'émigration, car « geographic proximity has long been acknowledged as a central factor underpinning migration patterns and processes.⁹» À cet effet, dans la période récente, l'Europe est devenue une terre de refuge pour plusieurs individus fuyant la guerre. Les crises politiques et militaires qui ont affecté l'Afghanistan et l'Irak depuis 2001, la Libye depuis 2011 et l'Afrique orientale ont généré des flux de migrants importants. Par ailleurs, « le rôle de filtres joué par des pays tampons comme la Libye, longtemps garde-frontière des migrations subsahariennes vers l'Europe [...] est mis en péril par la guerre civile qui embrase [ces] pays.¹⁰» Toutefois, c'est réellement lors de l'éclatement du conflit

⁵ Catherine WIHTOL DE WENDEN. « Les flux migratoires légaux et illégaux », *Sciences Po - CERi*, 2011, p. 1

⁶ ONU. *op cite 4*

⁷ OIM. *Migration and migrants: A global overview in World Migration Report*, 2017, p.1

⁸ Laurent CHALARD. « Sommet de Paris sur les migrants : pourquoi l'Europe porte une lourde responsabilité dans un phénomène qu'elle considère à tort comme une fatalité », *Atlantico*, 2017, [En ligne], <http://www.atlantico.fr/decryptage/sommet-paris-migrants-pourquoi-europe-porte-lourde-responsabilite-dans-phenomene-qu-elle-considere-tort-comme-fatalite-3148986.html/page/0/1>, consulté le 20 février 2018

⁹ M. MCAULIFFE & al. *Mobility, Migration and Transnational Connectivity dans World Migration Report 2018*, 2017, p.4

¹⁰ C. SCHMOLL & al. *Migrations en Méditerranée*, Éditions CNRS, 2015, p. 19

civil en Syrie, en 2011, que les migrants se sont mis à affluer vers les pays voisins, limitrophes aux frontières européennes, exerçant une pression toujours plus grande sur ces derniers. « Dès les premiers mois du conflit, 15 000 à 20 000 Syriens trouvent refuge en Turquie, en Jordanie et au Liban » et ce chiffre grimpe à plus de 400 000 dès la fin de 2012.¹¹ La pérennisation du conflit et l'importante détérioration des conditions de vie dans ces pays, mais également dans les camps de réfugiés, entraînent un déplacement massif de ces réfugiés vers les frontières européennes. Plusieurs de ces individus se sont joints aux flots de migrants subsahariens qui risquent quotidiennement leur vie, dans des bateaux de fortune, afin de traverser la Méditerranée, ou les frontières terrestres, à la recherche d'une nouvelle vie.¹² «Le nombre de noyade s'accroît avec l'augmentation du nombre de traversées, suscitant un véritable élan d'indignation au sein de l'opinion publique européenne.¹³» Au total, plus de 14 000 individus perdront la vie, ou seront portés disparus, entre 2014 et 2017 en tendant de rejoindre les côtes européennes.¹⁴ Pour cette même période, ce sont plus de 1.4 million migrants qui auront franchi les frontières européennes par la mer.¹⁵ Face à l'arrivée massive, et rapide, de ces migrants, les pouvoirs publics de l'Union européenne ont peine à s'organiser pour gérer l'immense flot d'individus cognant à leur porte. Certains diront que c'est suite à la publication des photos du cadavre du jeune Aylan, cet enfant de trois ans retrouvé mort sur les plages grecques suite au naufrage d'un bateau de réfugiés, « que s'ébauchent les prémices d'une réponse coordonnée.¹⁶ » Depuis, l'Union européenne ainsi que ses pays membres ont adopté différentes initiatives, politiques et sociales, afin de répondre aux besoins suscités par cette crise. Les actions et décisions prises ont, certes, contribué à l'émergence de tensions entre les différents membres de l'Union européenne dont les opinions diffèrent quant à la façon dont cette crise devrait être gérée. Des pays, comme l'Allemagne, voient ce changement comme positif et ont adopté des mesures très conciliantes à l'égard des migrants alors que d'autres pays, comme la Hongrie, perçoivent les migrants comme un poids ou une menace

¹¹ Thomas LACROIX. *Migrants : l'impasse européenne*, Éditions Armand Colin, 2016

¹² ANNEXE I

¹³ Thomas LACROIX, *op cite* 11. p.8

¹⁴ ANNEXE II

¹⁵ Jean-Philippe KSIAZEK. « Crise migratoire en Europe: des chiffres pour comprendre », *Le Parisien*, 2017, [En ligne], <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/crise-migratoire-en-europe-des-chiffres-pour-comprendre-16-06-2017-7057359.php>, consulté le 20 février 2018

¹⁶ Thomas LACROIX. *op cite* 11, p. 9

et se sont très fermement opposés à cette arrivée massive d'individus. Or, l'Union européenne étant ce qu'elle est, avec des frontières ouvertes et des institutions communes, les décisions des uns impactent indirectement les autres.

Au cours des dernières années, beaucoup d'emphase a été mise sur la gestion des flux migratoires ainsi que le contrôle des frontières en Europe. L'immense flux soutenu de migrants qui a cogné aux portes de l'Europe en 2015 a certainement forcé l'Union européenne, ainsi que ses États membres, à consacrer l'essentiel de leurs ressources à contrôler l'entrée de ces individus sur leurs territoires. En dépit des vagues de migrants qui déferlent toujours sur le vieux continent, celui-ci possède, maintenant, davantage de moyens pour gérer les flux de migrants ainsi que les frontières du continent. Or, beaucoup de pays se questionnent aujourd'hui quant à l'intégration de ces individus à la société européenne. Considérant que l'adoption des politiques d'intégration migratoires relève des différents pouvoirs nationaux, l'Union européenne se retrouve avec autant de politiques d'intégration qu'il y a d'États membres. Cela crée une situation assez irrégulière puisque plusieurs pays de l'Union partagent des frontières communes et évoluent sous la juridiction européenne. Face à ce constat et dans un souci d'originalité, qui « tient à la façon nouvelle ou différente d'examiner des idées, des données ou des problèmes existants¹⁷ », il est pertinent de comparer deux des systèmes d'intégration des migrants, au regard de la vision européenne et de comprendre les impacts de ce choix sur l'intégration des arrivants à leur société d'accueil. Ce travail s'attardera donc à faire une analyse comparée des politiques d'intégration de l'Allemagne et de la Hongrie.

Dans cette optique, le choix de la question de recherche s'est arrêtée sur : *comment les choix politiques migratoires de l'Allemagne et la Hongrie, depuis le début des années 2010, influencent-ils l'intégration des migrants à la société européenne ?* À cette problématique, l'hypothèse initiale est que l'intégration des migrants à la société est tributaire à la nature des politiques adoptées par les gouvernements allemand et hongrois. Ce travail suppose que leur positionnement idéologique au regard de la vision européenne pourrait expliquer, en

¹⁷ Ethel MÉNDEZ. « Qu'est-ce qu'une bonne recherche? », *Centre de recherche pour le développement international*, 2012

partie, les modèles d'intégration privilégiés par ces pays ainsi que le degré d'intégration des migrants dans chacune de ces sociétés. Par ailleurs, l'hypothèse première est que la politique d'intégration adoptée par l'Allemagne, qui s'identifie davantage à la vision d'intégration favorisée par l'Union européenne, permet aux migrants de mieux s'adapter à leur nouvelle réalité en leur offrant, notamment, davantage d'outils pour s'intégrer. À l'opposé, elle soutient que la position de la Hongrie face à l'intégration des migrants est beaucoup plus hostile et s'oppose à la vision de l'Union européenne. Cette attitude du gouvernement hongrois représente un obstacle majeur à l'intégration des individus à la société, puisqu'elle limite les initiatives qui facilitent l'intégration sociale, économique et politique des migrants et contribue à la propagation d'idées discriminatoire au sein de sa population. Néanmoins, peu importe le pays qu'ils choisissent, et les politiques adoptées par celui-ci, les migrants doivent faire face aux mêmes types de barrières, notamment le racisme et la ségrégation. Une distinction doit être faite entre la nature des politiques d'intégration de l'Allemagne et la Hongrie, mais également entre le degré de réceptivité des populations de ces deux pays.

Afin de répondre à cette problématique et de tester l'hypothèse de départ, ce travail sera divisé en trois chapitres distincts. Le premier chapitre sera consacré à l'analyse conceptuelle, qui permettra de comprendre les concepts, ainsi qu'à la méthodologie employée afin de parvenir à la présentation du travail de recherche. Le second chapitre sera consacré à l'analyse de l'attitude politique migratoire de l'Allemagne et de la Hongrie, au regard de la vision européenne. Cette partie permettra, entre autres, de situer les deux pays en rapport au champ politique qu'ils adoptent vis-à-vis de l'Union européenne, ainsi que leur positionnement face aux politiques migratoires prônées par cette dernière. Elle permettra de comprendre le niveau de cohésion sociale entretenue entre les deux pays et cette instance supranationale. Finalement, le troisième et dernier chapitre sera consacré à l'analyse de l'intégration des migrants en Allemagne et en Hongrie. La question des barrières auxquelles doivent faire face les migrants, les associations qui permettent leur intégration, le processus de nationalisation ainsi que l'intégration économique, politique et sociale seront les points centraux de cette dernière partie.

Pour plusieurs raisons, la crise migratoire qu'a connue l'Union européenne au cours des dernières années constitue un domaine pertinent pour la rédaction d'un essai multidisciplinaire. La première réside dans le caractère actuel et nouveau du problème. En effet, bien qu'il y ait eu plusieurs mouvements migratoires internationaux au cours de l'histoire, celui que connaît l'Europe actuellement est d'une envergure sans précédent. « Le nombre de personnes déplacées y est au plus haut depuis la Seconde Guerre mondiale ¹⁸ » et les gens continuent, encore, d'affluer vers le vieux continent. En s'attardant à cette question, ce travail cherche à comprendre un phénomène ancien sous une perspective nouvelle et davantage mondialisée. De plus, il ne fait aucun doute que les changements que connaît actuellement l'Union européenne contribueront à modifier définitivement le paysage européen, et il est pertinent de comprendre les facteurs qui sont à l'origine de ces changements. Par ailleurs, l'univers de plus en plus mondialisé dans lequel nous évoluons rend la réalité de phénomène de migration commune à toutes les populations. Comprendre, en partie, le phénomène migratoire, c'est comprendre un peu plus le monde qui nous entoure et la place que nous occupons dans ce système. Cette réflexion est d'autant plus nécessaire dans un contexte où il ne semble pas y avoir de solution unique. Qu'il soit question de gestion des flux migratoires, de politiques d'intégration ou encore de contrôle des frontières, une analyse plus poussée est essentielle afin de comprendre les enjeux (humain, politique, social, environnemental, économique, etc...) qui entourent les décisions prises par les instances étatiques. Les décisions entourant les phénomènes migratoires ont des conséquences multiples, que ce soit pour la société d'accueil ou pour les migrants, et il est impératif de comprendre cet enjeu pour pouvoir prendre des décisions éclairées et justes. Ce travail de recherche permettra de comprendre un peu plus cette réalité migratoire.

¹⁸ ACF-IRIS. *LA CRISE MIGRATOIRE : L'Europe à un tournant décisif*, Juin 2016, p.2

PARTIE I. DÉMARCHE CONCEPTUELLE ET MÉTHODOLOGIQUE

1. QUELS CONCEPTS POUR UNE ANALYSE SOCIO-POLITIQUE DE LA MIGRATION?

1.1. Cadre conceptuel

Avant d'aller plus loin, il est pertinent d'examiner quelques concepts-clés qui seront abordés dans ce travail. Cette section permettra de, non seulement, comprendre l'étendue des principaux concepts utilisés, mais également de les situer dans une dimension politique et sociologique.

1.1.1. Le migrant

Objet central de cette recherche, la définition du terme migrant est essentielle à la bonne compréhension de ce travail. À cet effet, selon le dernier *World Migration Report* publié en 2018, il existe une multitude de définitions d'un migrant, qui prennent plusieurs formes selon le domaine d'étude avec lequel le sujet est traité. Cependant, parmi les définitions qui semblent faire une relative unanimité, il y a celle rapportée par l'ONU dans leur *Recommendations on Statistics of International Migration* de 1998 qui stipule que « an international migrant is defined as an person who changes his or her country of residence. »¹⁹ Dans le cadre de ce travail, il est pertinent de préciser cette interprétation. Ainsi, à la définition proposée par l'ONU, s'ajoute les précisions apportées par l'OIM qui mentionne qu'un migrant « franchit ou a franchi une frontière internationale ou se déplace ou s'est déplacée à l'intérieur d'un Etat, quels que soient : 1) le statut juridique de la personne ; 2) le caractère, volontaire ou involontaire, du déplacement ; 3) les causes du déplacement ; ou 4) la durée du séjour.²⁰ » Selon Stephen Castles, les migrants se classifient selon huit groupes soit les travailleurs migrants temporaires, les migrants hautement qualifiés et spécialisés, les migrants en situation irrégulière, les réfugiés, les demandeurs d' asile, les migrations

¹⁹ DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS STATISTICS DIVISION, « Recommendations on Statistics of International Migration - Revision 1 », *Statistical Papers*, Series M, no. 58, rev. 1, 1998, p.9

²⁰ OIM, *Qui est un migrant ?*, [En ligne], <https://www.iom.int/fr/qui-est-un-migrant>, consulté le 20 février 2018

forcées, les regroupements familiaux ainsi que les migrants de retour.²¹ En abordant le thème des migrants, cet essai fera donc référence à tout type d'individu ayant quitté son pays afin de s'établir en Allemagne ou en Hongrie. Le caractère particulier des mouvements migratoires des dernières années en Europe a contribué à modifier le visage du migrant typique. Toutefois, ce travail traitera du migrant, toutes catégories confondues, puisqu'au final, ce n'est pas la nature du migrant que nous cherchons à analyser, mais plutôt la façon dont ils sont perçus par le système qui les accueille. Néanmoins, comme le soulignent Geddes et Scholten, la catégorisation des migrants impactera, dans plusieurs cas, l'accueil qui leur sera réservé dans le pays hôte.

1.1.2. Intégration, assimilation, acculturation

Le second terme auquel il est intéressant de s'attarder est celui de l'intégration. Au sens propre du terme, l'intégration se réfère à l'action de « placer quelque chose dans un ensemble de telle sorte qu'il semble lui appartenir, qu'il soit en harmonie avec les autres éléments.²² » Toutefois, il faut savoir qu'il existe une multitude d'interprétations différentes de cette notion, que ce soit au niveau anthropologique, économique, sociologique ou encore psychologique. Dans le cadre de ce travail, l'intégration est un concept qui s'interprète en deux temps. La première se rapporte au phénomène de l'intégration comme référence à l'incorporation des pays, soit l'Allemagne et la Hongrie, au système particulier qu'est l'Union européenne. Au point de vue politique, l'intégration permet de définir la nature des relations politiques entre l'Allemagne et la Hongrie, ainsi que la place qu'ils occupent au sein de ce système. Au niveau sociologique, la compréhension de cette dimension macrosociologique est essentielle pour comprendre la nature de la structure globale qui accueille les migrants. La seconde interprétation, quant à elle, s'attarde à l'intégration de l'individu à sa société d'accueil et peut être analysée de façon politique autant que sociologique. Au niveau politique, la Commission européenne la définit comme « un processus à double sens fondée sur les droits réciproques et des obligations correspondantes des ressortissants de pays tiers en résidence légale et de la société d'accueil, qui prévoit la

²¹ Aurélie QUESADA. *L'intégration socio-culturelle des réfugiés par une approche interactionniste : le cas des Colombiens au Québec*, Université du Québec à Montréal, 2011, p. 2-3

²² DICTIONNAIRE DE FRANÇAIS LAROUSSE. *Intégrer*, [En ligne], <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/int%C3%A9grer/43537>, consulté le 20 février 2018

pleine participation de l'immigrant.²³ » Au niveau sociologique, j'entendrai, de façon plus générale, « le processus par lequel l'individu prend place dans une société, par lequel il se socialise.²⁴ » Soit le processus par lequel les individus vont adhérer aux valeurs et aux normes de la société dans laquelle ils prennent place. Il faut savoir, cependant, qu'il n'existe aucun indicateur définitif qui permet d'évaluer le niveau d'intégration d'un individu. Or, il est possible de comprendre cette intégration à travers l'analyse de différents facteurs. Selon l'orientation choisie pour ce travail, j'adopterai quatre dimensions qui, à mon avis, sont fondamentalement liées à l'étude du phénomène d'intégration, soit celles relatives au rôle économique, culturel, social et politique.

Par ailleurs, il faut savoir que selon les écoles de pensées, différents termes, tels qu'assimilation et acculturation, sont utilisés pour décrire cette réalité. Certains les emploient comme synonymes alors que d'autres les perçoivent avec nuance.²⁵ Cependant, dans le cadre de ce travail, la notion d'intégration sera utilisée indépendamment des autres termes qui servent à décrire une réalité distincte de celle envisagée par cette recherche. En effet, l'assimilation est plus souvent perçue comme « un processus d'interpénétration et de fusion dans lequel les personnes et les groupes acquièrent les souvenirs, les sentiments et les attitudes d'autres personnes et qui [...] s'incorporent avec eux dans une vie culturelle commune.²⁶ » Or, popularisé dans un contexte impérialiste, cette notion est jugée, par plusieurs, comme ethnocentrique et « comme étant la domination de la culture dominante par les groupes minoritaires, en négligeant d'une part les effets en retour sur la société d'accueil, les phénomènes de convergence et de syncrétisme, et d'autre part le fait que la société d'accueil est diversifiée.²⁷ » Ce terme offre une vision linéaire d'une situation complexe qui exige une analyse pluridimensionnelle. En ce qui concerne le terme d'acculturation, il se définit comme « le changement identitaire issu d'un contact plus ou

²³ Patrick TARAN et al. *Migrations économiques, cohésion sociale et développement : vers une approche intégrée*, Éditions du Conseil de l'Europe, 2009, p. 117

²⁴ Vincent TIBERJ. « Intégration », *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2004

²⁵ Arthur Noel MATCH EZÉCHIEL. *Les stratégies individuelles d'intégration des immigrants Guinéens, Maliens et Sénégalais au Québec*, Université du Québec à Montréal, p. 7

²⁶ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *Les politiques migratoires*, Édition La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 84

²⁷ *ibid*

moins prolongé entre des individus ou groupes appartenant à des sociétés ou cultures différentes.²⁸ » Or, cette recherche a pour but de s'attarder à l'insertion des migrants dans la société, et non à un possible changement identitaire qui découle de cette interaction.

1.1.3. *La socialisation*

Un autre concept fondamental à l'étude de l'intégration des migrants à une société est celui de la socialisation. Ce concept sociologique peut prendre plusieurs formes; dans le cadre de ce travail, je m'attarderai à deux types de socialisation. Tout d'abord, la socialisation primaire, qui fait référence « aux compétences langagières et cognitives, aux dispositions éthiques et aux règles de conduite liées à une appartenance déterminée.²⁹ » L'apprentissage d'une langue et d'un nouveau mode de vie fait partie du processus social auquel les migrants doivent faire face pour mieux s'intégrer à la société. Une partie de cette recherche s'attardera à cette réalité sous la vision des migrants, soit les barrières auxquels ceux-ci doivent faire face lorsqu'ils migrent vers une nouvelle dimension. La deuxième approche pertinente à la compréhension de ce phénomène se rapporte à la façon dont « se construisent, se confortent, se défont et se reconfigurent des manières d'être ensemble, des modes de coexistence, mais aussi des systèmes d'attitudes qui peuvent évoluer au fil des expériences individuelles.³⁰ » Il s'agit de comprendre les interactions entre les individus, mais également entre les individus et leur société d'accueil. D'ailleurs, cet interactionnisme critique a vu le jour pour la première fois dans les écrits de Simmel, philosophe de la fin du 19e siècle. Pour Simmel, « il y a société [...] partout où il y a action réciproque des individus.³¹ » C'est sur cette vision que George Herbert Mead, Herbert Blumer et plusieurs autres sociologues de l'École de Chicago baseront leurs recherches sur l'interactionnisme symbolique. S'opposant au béhaviorisme, ce mouvement dépeint « l'individu [comme] un acteur interagissant avec les éléments sociaux et non un agent passif subissant de plein fouet les structures sociales à cause de son habitus ou de la 'force' du système ou de sa

²⁸ Arthur Noel MATCH EZÉCHIEL. *op cite* 25, p.8

²⁹ Gunhild ODDEN. *Migrants dans la ville - Une étude socio-anthropologique des mobilités migrantes à Salamanque* sous la direction de Gilles FERRÉOL et Marie-Antoinette HILY, Université de Poitiers, p. 35

³⁰ *ibid*, p. 35

³¹ Thierry PAQUOT. « En lisant Georg Simmel », *La Revue Hermès*, no. 63, 2012, p.21

culture d'appartenance.³²» Dans cette optique, l'intégration du migrant serait le résultat d'interactions qui impliquent à la fois l'individu, mais également son entourage, les acteurs étatiques et la société. Dans le cadre de ce travail, quatre formes de socialisation, soit sociale, culturelle, politique et économique, ont été choisies afin d'analyser la construction du lien social entre les migrants et leur société d'accueil.

1.1.3.1. Réseaux sociaux

Au concept de socialisation se rattache celui de réseaux sociaux. Au sens global du terme, les réseaux sociaux sont l'ensemble de liens qui unissent les individus et les organisations entre eux. Bien que plusieurs auteurs aient élaboré différentes définitions pour expliquer cette notion, celle de Pierre Mercklé est celle que je retiendrai pour étayer mon point de vue. Mercklé soutient qu'un réseau social est « l'ensemble d'unités sociales et les relations que ces unités (individus, groupes informels d'individus, organisations formelles comme des associations, des entreprises, des pays) entretiennent les unes avec les autres.³³ » Appliqués à cette recherche sur l'intégration des migrants, les réseaux sociaux de migrants sont les relations qui unissent les individus « reliant les lieux d'origine des migrations et ceux de destination sur la base de la parenté ou de l'amitié.³⁴ » L'analyse d'un tel concept permet de définir et d'analyser « les relations dont dispose l'individu et les ressources auxquelles il peut ainsi accéder [et de] saisir le rôle du réseau dans le développement et le maintien de la mobilité.³⁵ » En effet, il est primordial pour les migrants de développer son réseau social afin de favoriser son intégration au sein de la société. D'ailleurs, les liens que développent les migrants avec leur nouvelle société leur permettraient « de jeter des ponts locaux entre des individus qui, autrement, resteraient isolés.³⁶ » Le développement de ces liens est intimement lié au processus de socialisation des migrants, que ce soit en Allemagne ou en Hongrie.

³² Yves LABERGE. « Interactionnisme symbolique, ethnométhodologie et microsociologie », *Recherche sociologique et anthropologique*, no. 40, 2009

³³ Gunhild ODDEN.. *op cite* 29, p. 25

³⁴ Aurélie QUESADA. *op cite* 21, p. 46

³⁵ Gunhild ODDEN.. *op cite* 29 p. 30

³⁶ Pascal BERIA. *Liens faibles, liens forts : le paradoxe de la relation sociale*, 2013, [En ligne], <http://www.lesiteducontenu.com/www/liens-faibles-liens-forts-le-paradoxe-de-la-relation-sociale/>, consulté le 21 février 2018

1.2. L'intégration des migrants: un phénomène aux théories multiples

1.2.1. Théories de l'intégration

L'intégration des migrants est un phénomène qui a été étudié sous plusieurs angles par plusieurs politologues et sociologues. Afin de mieux comprendre le contexte dans lequel cette recherche s'effectue, il est pertinent de revoir brièvement ces différentes théories. Sans aborder la totalité des théories, ce travail en relèvera les principales en plus de souligner celle qui sera retenue pour cette recherche.

Historiquement, il faut savoir que l'intégration des individus à la société a beaucoup été étudiée selon les perspectives sociologiques classiques d'Émile Durkheim et de l'École de Chicago. En effet, les études de Durkheim se sont largement attardées à la question de l'intégration sociale, faisant de lui une référence classique dans le domaine. Ce dernier « explique l'intégration sous l'angle du degré de cohésion qui rattache l'individu au système social dont il est membre.³⁷ » La vision durkheimienne perçoit l'intégration sociale comme un vouloir-vivre ensemble plutôt que comme un contrat social, comme le supposait Rousseau.³⁸ Durkheim analyse l'intégration sociale par le « "vouloir-vivre ensemble" dans les sociétés industrielles, à division du travail social avancée.³⁹ » Il faut ensuite remonter aux années 1920 pour voir les prochaines études sociologiques se consacrant à l'intégration des migrants; études qui prennent essentiellement place aux États-Unis. C'est à travers les travaux empiriques de l'École de Chicago que ces théories virent le jour. En effet, par ses études, le département de sociologie de l'Université de Chicago a cherché à comprendre les changements sociaux qu'ont connu certaines villes, dont Chicago, qui ont été engendrées par les relations interethniques, fruit de l'immigration massive. L'École de Chicago structure son idéologie autour de paradigmes explicatifs d'assimilation qui, à l'époque, représente une alternative au discours politique de l'américanisation des migrants.⁴⁰ L'un des modèles soumis par cette école de pensée est celui de l'intégration-assimilation, modèle selon lequel le migrant perd ses valeurs pour assimiler celles de la société d'accueil.

³⁷ Arthur Noel MATCH EZÉCHIEL. *op cite* 25, p. 16

³⁸ Catherine RHEIN. « Intégration sociale, intégration spatiale », *L'Espace géographique*, tome 31, 2002

³⁹ *ibid*

⁴⁰ Aurélie QUESADA. *op cite* 21, p. 55

Milton Gordon, sociologue classique de ce mouvement de pensée, met en évidence un processus d'assimilation en sept étapes, qui inclut, notamment, l'assimilation structurelle, culturelle et civile.⁴¹ D'autres sociologues, comme William Thomas et Florian Znaniecki, ont davantage étudié un modèle de désorganisation-réorganisation, selon lequel la réorganisation du migrant dans la société d'accueil dépend de son niveau d'organisation dans son pays d'origine.⁴² Selon cette vision assimilationniste, la « désorganisation sociale renvoie à une phase transitoire de confrontation ou d'inadaptation aux réalités nouvelles de la société d'accueil, tandis que la réorganisation qui la succède désigne plutôt une étape nécessaire visant à atténuer l'écart avec les valeurs dominantes.⁴³ » Les nombreuses critiques adressées à cette vision ont permis le développement, au début des années 1990, de deux modèles sociologiques alternatifs, soit l'assimilation segmentée et le transnationalisme. Les partisans du premier modèle cherchent à « mettre en lumière et à expliquer la diversité des trajectoires d'assimilation possibles.⁴⁴ » Or, comme mentionné précédemment, ces théories ne correspondent pas aux objectifs poursuivis par ce travail puisque celui-ci cherche davantage à analyser ce processus sous une vision d'intégration plutôt que sous l'aspect d'assimilation. Le second mouvement, quant à lui, s'intéresse au phénomène migratoire moderne en affirmant que « les migrants contemporains sont insérés dans des réseaux qui relient les sociétés des deux côtés de la frontière », ce qui entraîne une influence commune.⁴⁵ Or, cette théorie s'apparente beaucoup aux études sur la mobilité de la migration alors que ce travail se consacre davantage au processus d'intégration.

Au cours des dernières années, de nouvelles théories modernes de l'intégration ont été formulées. Ces théories représentent une avenue intéressante puisqu'elles tiennent compte de la réalité actuelle, davantage mondialisée, des questions migratoires. Par ailleurs, plusieurs d'entre elles analysent le phénomène migratoire selon la notion d'intégration, comparativement aux visions assimilationnistes classiques. La théorie proposée par Dominique Schnapper qui distingue "l'intégration tropique", de "l'intégration systémique",

⁴¹ Aurélie QUESADA. *op cite* 21, p. 55

⁴² Aurélie QUESADA. *op cite* 21, p. 55

⁴³ Arthur Noel MATCH EZÉCHIEL. *op cite* 25, p. 18

⁴⁴ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p. 85

⁴⁵ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p. 86

ou cohésion sociale, sera retenue pour ce travail.⁴⁶ Selon cette dernière, le premier type d'intégration relève des « formes de la participation de populations particulières à la société nationale [tandis que le second porte] sur l'évolution de la société nationale tout entière.⁴⁷ » Selon cette dernière, plus le niveau de cohésion de la société est élevé, plus les migrants seront enclins à s'intégrer à celle-ci. D'ailleurs, plusieurs autres auteurs se sont attardés à la cohésion sociale. Jean-Claude Juncker explique la base de la cohésion sociale comme étant « à la fois la justice politique, économique et sociale ainsi que la liberté politique, économique et sociale.⁴⁸ » Le Conseil de l'Europe, quant à lui, définit la cohésion sociale comme « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les disparités et en évitant la marginalisation.⁴⁹ » Ces deux définitions, jumelées à la théorie de Schnapper, serviront, ultérieurement, de cadre d'analyse pour caractériser l'intégration des migrants à la société. Parallèlement à ce concept, Schnapper ajoute qu'il existe un certain décalage « entre l'intégration "culturelle" des migrants et de leurs descendants, à savoir l'adoption des modèles culturels de la société d'installation, et l'intégration "structurelle", à savoir la participation aux différentes instances de la vie collective, en particulier au marché du travail.⁵⁰ » En effet, ses recherches ont démontré que l'intégration culturelle a toujours semblé plus facile pour les migrants, que l'intégration structurelle qui est, néanmoins, primordiale à une intégration réussie. Pour cette vision à la fois européanisée et adaptée à la réalité moderne, ce sont à travers les écrits de Schnapper que sera analysé l'intégration microsociologique des migrants.

Afin de comprendre le cadre global dans lequel les migrants s'intègrent, soit le cadre national et supranational, plusieurs théories ont été élaborées. Certaines sont issues des discussions suivant la Deuxième Guerre mondiale; les penseurs cherchaient alors à redéfinir la nature des liens qui unissent les pays de l'Union européenne et à penser le concept d'intégration au niveau global. Du débat qui opposait ces penseurs, se sont

⁴⁶ Aurélie QUESADA. *op cite* 21.

⁴⁷ Dominique, SCHNAPPER. *Intégration nationale et intégration des migrants : un enjeu européen*, 2008, [En ligne], <https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-90-fr.pdf>, consulté le 7 avril 2018

⁴⁸ Jean-Claude JUNCKER, *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg - PRÉFACE*, 2014, Regards croisés, p. 19

⁴⁹ CONSEIL DE L'EUROPE. *Cohésion sociale*, [En ligne], https://www.coe.int/t/dg3/index_FR.asp, consulté le 15 avril 2018

⁵⁰ Dominique SCHNAPPER. *op cite* 47

développées les notions de néofonctionnalisme et d'intergouvernementalisme. La première, élaborée par Ernest B. Haas, considère « l'intégration comme un processus et [étudie] les conditions initiales favorables à l'intégration, le point d'arrivée et les moyens d'y parvenir.⁵¹» Pour Haas, l'intégration est d'abord économique et peut ultimement mener vers une intégration politique. La seconde notion, celle de l'intergouvernementalisme, a été initiée par Stanley Hoffman dans les années 1960. Elle vise « à comprendre les mécanismes par lesquels les Etats sont conduits à s'associer pour répondre plus efficacement à des besoins communs.⁵²» Les théoriciens de l'intergouvernementalisme estiment que les forums internationaux de discussions sont un bel exemple de cette association entre les gouvernements. Selon cette théorie, ce sont les intérêts nationaux qui prévalent et qui sert de moteur décisionnel. Or, cette théorie ne permet pas de comprendre et d'analyser le phénomène de l'intégration nationale des migrants à la société. C'est l'augmentation des immigrants à destination des pays européens au tournant des années 1990 et, par le fait même, l'augmentation des réunions intergouvernementales, qui a affirmé la nécessité du développement d'une nouvelle approche, davantage adaptée au contexte de ce travail. Aujourd'hui, l'Union européenne et ses États membres s'identifient davantage à la gouvernance multiniveaux. Ce principe se traduit, entre autres, par la mise en œuvre du principe de subsidiarité qui légitime « la capacité de décision et d'action des États membres, et [...] l'intervention de l'Union si les objectifs d'une action ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres.⁵³» Contrairement à la théorie néoréaliste, celle-ci se porte particulièrement bien à l'analyse sur l'intégration des migrants puisqu'elle permet de prendre compte de la réalité nationale des États, et des particularités de leur système respectif, dans le contexte global de l'Union européenne. Elle permet également d'exposer comment l'Union européenne intervient, de façon légale et légitime, dans les politiques nationales de ses États membres. « The form of EU cooperation still

⁵¹ Olivier DABÈNE. *Approches théoriques - Intégration sociale*, 2009, [En ligne], <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/approches-theoriques>, consulté le 22 février 2018

⁵² Erick KASEREKA TSONGO. *La coopération au sein de la zone euro et la lutte contre crise financière. bilan et perspectives*, Université de Lubumbashi, 2012

⁵³ Roberta PANIZZA. *Le principe de subsidiarité*, 2018, [En ligne], http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU_1.2.2.html, consulté le 04 avril 2018

privileges intergovernmental bargainings over supranational institutional actors although EU institutions are incrementally incorporated in the process.⁵⁴ »

Parallèlement à cette théorie de l'intégration, s'ajoute celle de Dominique Schnapper qui permet de jeter les bases de l'identité politique des États à l'étude. Selon cette sociologue, tout migrant s'identifie « à un projet de société dont les composantes peuvent comporter les éléments de deux modèles opposés de la citoyenneté : d'un côté, le modèle républicain, qui prône une intégration normative autour de l'idée d'une nation statique composée de citoyens indifférenciés, et, de l'autre, des politiques de citoyenneté pluraliste qui visent à promouvoir un cadre civique d'appartenance pouvant concilier des affiliations culturelles multiples et une organisation politique inclusive.⁵⁵ » En analysant l'identité politique de l'Allemagne et de la Hongrie, cela permettra de comprendre les fondements des politiques migratoires d'intégration et de mieux analyser le niveau d'intégration des nouveaux arrivants. La nature des politiques d'intégration migratoires de l'Allemagne et de la Hongrie, ainsi que le cadre offert par l'Union européenne, permettent de situer ce projet de société auquel les migrants s'identifient ultérieurement puisque cela définit la qualité des mesures d'intégration qui seront mises à leur disposition.

1.2.2. Politiques migratoires d'intégration

Puisque les politiques d'intégration des migrants permettent de situer le projet sociétal de l'Allemagne et de la Hongrie, il est pertinent d'en comprendre la nature et les objectifs. En effet, comme le souligne Meyers « immigration policy shapes immigration patterns, which in turn have a tremendous impact on the demography, culture, economy and politics of a state.⁵⁶ » Au sens global du terme, les politiques migratoires renvoient aux « nombreuses fonctions gouvernementales induites par un système national de gestion méthodique et humaine des migrations transfrontalières [...]. Ce terme se réfère à une

⁵⁴ Dr. Virginie GUIRAUDON. *European integration and migration policy: vertical policy-making as Venue shopping* présenté dans le panel *Migration, Citizenship and Race in the European Union*, Pittsburgh, Juin 1999, p.12

⁵⁵ Catherine RHEIN, *op cite* 38

⁵⁶ Eytan MEYERS. « Theories of International Immigration Policy-A Comparative Analysis », *The International Migration Review*, Vol. 34, No. 4, 2000, p. 1245

approche planifiée de l'élaboration d'une réponse politique, législative et administrative aux défis posés par les migrations.⁵⁷ » Selon Meyers, ces politiques sont divisées entre les politiques migratoires de contrôle et les politiques migratoires qui permettent l'intégration des migrants. Or, dans le contexte qui nous intéresse, les politiques migratoires renvoient à la réponse politique, législative et administrative liée à la gestion de l'intégration des étrangers dans la société d'accueil.

Pour Nicolas Fischer et Camille Hamidi, les politiques migratoires peuvent être analysées à partir de différents modèles explicatifs. Ils classent ces modèles selon deux types d'approches principales. Le premier regroupe les approches structurelles; celles-ci « mettent l'accent sur les déterminants historiques ou sur des contraintes institutionnelles plus récentes, concernant l'ensemble des démocraties libérales contemporaines ou plus spécifiquement liées à la construction européenne.⁵⁸ » Parmi les approches structurelles, la première soutient que les modèles nationaux de migration adoptés par les États sont dépendants « des trajectoires de construction de l'État-nation, du rapport à l'immigration qu'entretiennent les différents pays ou encore de la place du religieux dans l'espace public.⁵⁹ » La seconde partie de ce travail permettra de définir comment les politiques migratoires adoptées par les pays dépendent de l'héritage national. La seconde théorie en importance au sein des approches structurelles est celle de James Hollifield du "paradoxe libéral". Selon Hollifield, il existe une tension, au sein des États occidentaux, entre « les logiques internes de fermeture des frontières dans le cadre du système westphalien [...] et l'évolution des contraintes juridiques et institutionnelles, qui poussent les États démocratiques à reconnaître les migrants comme des sujets de droit.⁶⁰ » Que ce soit par les engagements pris par l'État lui-même ou par des restrictions imposées par des organisations internationales, les contraintes imposées par les droits de la personne influencent grandement la modélisation des politiques migratoires, qu'elles soient d'intégration ou de gestion des flux. À cet effet, au sein du système qu'est l'Union européenne, c'est le Conseil de l'Europe qui

⁵⁷ Matthieu BOUSSICHAS. *Politiques migratoires et développement : optimiser les effets de l'émigration* sous la direction de Jean-Louis COMBES, Université d'Auvergne, 2009, p. 18

⁵⁸ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p.9

⁵⁹ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p.9

⁶⁰ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p.11

impose les contraintes juridiques les plus contraignantes en matière de droits de la personne. Pour les pays de l'Union européenne, l'élaboration des politiques migratoires est donc divisée entre différents niveaux de compétences, que ce soit au niveau national ou supranational. À l'opposé des approches structurelles, il y a celles qui « s'intéressent davantage au rôle des réseaux et des intérêts constitués dans l'élaboration de ces politiques.⁶¹ » Parmi les intérêts analysés par Fischer et Hamidi, il y a, entre autres, les intérêts économiques et idéologiques. Les premiers estiment que le modèle libéral des démocraties occidentales incite les pays à adopter des politiques migratoires plus ouvertes puisque selon un rapport coûts/bénéfices, les migrations seraient bénéfiques pour la société. Les travaux qui s'intéressent aux intérêts idéologiques, quant à eux, estimaient que « les partis de gauche défendraient des positions plutôt favorables aux immigrés, tandis que les partis conservateurs adopteraient des politiques plutôt xénophobes.⁶² » Des analyses de la part des auteurs ont toutefois rapidement infirmé cette hypothèse. Ainsi, à la lumière de ces informations, en abordant l'origine des politiques migratoires d'intégration, cette recherche se basera sur les approches structurelles précédemment identifiées. Ce travail permettra de démontrer l'omniprésence des facteurs structurels dans l'explication de la nature des politiques migratoires en Hongrie et en Allemagne.

2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

2.1. L'approche socio-politique de l'intégration des migrants

Extrêmement riche et diversifiée, la thématique de l'intégration des migrants englobe une variété de concepts et de thématiques qui peuvent être analysés selon différents angles en sciences sociales. En effet, en allant au-delà des données factuelles sur la migration, il est possible d'analyser cette réalité selon plusieurs disciplines, allant de l'économie, la politique, l'anthropologie, le droit, la sociologie, etc... Cependant, pour ce travail, j'ai choisi d'aborder le sujet de l'intégration des migrants sous un angle socio-politique.

⁶¹ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p. 9

⁶² Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p.19

Tout d'abord, l'aspect politique permettra de comprendre la nature du programme politique adopté par l'Allemagne et la Hongrie, et leur positionnement face à la vision européenne. « Plus que jamais, les forces politiques s'emparent du thème : certes, il y a les groupements anti-immigrés autour de l'extrême droite et/ou populiste mais aussi les représentants de la société civile et des mouvements sociaux proches des étrangers.⁶³ » Plus spécifiquement, les sciences politiques se rapportent aux faits politiques, c'est-à-dire « d'une part les règles et les institutions, d'autre part les faits au sens strict.⁶⁴ » Appliquée à cette étude, la politique fait référence aux faits politiques liés aux mouvements de population, ainsi qu'à la nature des règles et institutions qui adressent la question de la migration. La sociologie, quant à elle, de par sa définition, « cherche à comprendre les comportements humains dans une structure sociale »; or, lorsqu'adressée à la question de la migration, celle-ci divise son champ de recherche en deux aspects. L'un « se concentre sur ce que l'on nomme l'intégration, à savoir l'acculturation des immigrants, l'acquisition d'une position sociale, économique et politique dans le nouvel espace national, [...] »⁶⁵ et c'est celui auquel nous nous attarderons dans le cadre de ce travail. Cet aspect permet de comprendre les conséquences des choix politiques de l'Allemagne et de la Hongrie sur l'intégration des migrants à leur société d'accueil, mais également dans quelle mesure ils influencent la redéfinition du lien social entre les migrants et les nationaux.

2.2. La pertinence de l'analyse comparée

Pour ce travail, j'ai choisi de traiter le sujet de l'intégration des migrants par une analyse comparée entre deux pays. En effet, le processus de mondialisation auquel nous assistons depuis les dernières décennies « tend à rendre [...] les situations plus homogènes d'un pays à l'autre, notamment sous l'influence de catégories transnationales ou supranationales émergentes.⁶⁶ » À cet effet, lorsqu'on pense, par exemple, à l'Union européenne, plusieurs ont tendance à penser cette organisation comme un tout unifié. Or, en

⁶³ Maximos ALIGISAKIS. *L'Europe face à l'Autre : politiques migratoires et intégration européenne*, Institut européen de l'Université de Genève, 2003, p.5

⁶⁴ Louise POUDRIER. « Sur l'objet et la méthode des sciences politiques », *Les cahiers de droit*, Vol. 5, no. 2, avril 1963, p. 78

⁶⁵ Aurélie QUESADA. *op cite* 21, p.44

⁶⁶ Laure DE VARDALLE et al. « S'inscrire dans une démarche comparative », *Terrains & Travaux*, ENS Paris-Saclay, N. 21, 2012,

s'attardant un peu plus à la situation, on se rend compte que les différents pays qui composent l'Union européenne, même s'ils évoluent sous une même bannière supranationale, possèdent leur propre réalité politique et sociale. La comparaison s'inscrit donc parfaitement dans une démarche analytique qui permet de « dégager des régularités sociales, tout en faisant émerger la singularité des cas étudiés.⁶⁷ » Cette analyse permet également de rendre compte des limites sociales et politiques des pays à l'étude, en matière d'intégration des migrants, et peut servir de point de référence aux autres pays. Or, une analyse comparée pertinente réside également dans un choix judicieux des sujets à l'étude.

2.2.1. *Choix des lieux de l'analyse*

Tout d'abord, en choisissant de réaliser une analyse comparée des politiques migratoires, il me fallait un sujet qui permet de rendre compte de deux réalités distinctes qui, néanmoins, vivent un phénomène similaire. Dans ce contexte, l'idée de l'Union européenne est venue assez rapidement. Par ailleurs, il me semble que l'Europe constitue un territoire particulièrement propice à la réalisation d'une analyse comparée en raison de sa dynamique particulière. En effet, tout en conservant leur légitimité étatique, les pays qui la composent évoluent tout de même dans un ordre de gouvernance multiniveaux, sous l'égide de l'Union européenne. Or, cette constitution permet, dans le cadre d'une analyse comparée, « de montrer à la fois la force des cadrages réalisés par les directives de l'Union européenne, et celle des institutions et des politiques nationales, au travers desquelles les premières sont retraduites.⁶⁸ » Ce qui donne une profondeur supplémentaire au sujet traité.

En gardant en tête cette optique, la crise migratoire qu'a connue l'Union européenne au cours des dernières années n'a laissé personne indifférent et est un sujet d'étude parfait pour réaliser cette analyse. Les médias sont nombreux à avoir diffusé les images des migrants qui transitaient en Europe. Les débats politiques qui entourent la gestion et l'intégration de ces flux de migrants à la société ont rapidement fait surface au sein de la population. Les opinions se sont rapidement divisées, créant un fossé idéologique entre les

⁶⁷ *ibid.*

⁶⁸ Laure DE VARDALLE et al. *op cite* 66

différents pays de l'Union. Je souhaitais, ainsi, relater cette division qui scinde les pays de l'Union européenne. J'ai donc opté pour deux pays dont les politiques migratoires d'intégration étaient très contrastées afin de comprendre l'ampleur que peut avoir un choix politique sur l'intégration sociale des migrants. Une rapide recherche sur le sujet m'a permis de cibler deux pays qui, *a priori*, semblaient adopter une attitude nettement différente à l'égard des migrants, soit l'Allemagne et la Hongrie.

2.3. Les outils méthodologiques

Afin de réaliser cette recherche, j'aurai recours à une collecte de données de type qualitative. Premièrement, cette étude reposera sur l'analyse de documents officiels, tels que des rapports du Conseil, de la Commission, du Parlement européen ou encore d'organisations indépendantes qui ont eu à étudier et comprendre certains aspects liés à l'intégration des migrants en Allemagne et en Hongrie. D'ailleurs, certaines de ces organisations, dont l'Organisation internationale pour les migrations, recensent de nombreux écrits pertinents à cette analyse. Ensuite, j'aurai recours à plusieurs ouvrages de référence sur la question migratoire, certains se concentrant plus spécifiquement sur les phénomènes des migrants, d'autres sur les politiques migratoires. J'utiliserai également plusieurs articles scientifiques et de périodiques. Certains d'entre eux permettent d'éclairer des concepts phares à la compréhension du phénomène et aux théories entourant cette recherche. D'autres, par contre, s'intéressent davantage à la question migratoire et à ses impacts sur la société. Finalement, mon analyse s'inspirera également de thèses et mémoires, préalablement réalisés par des étudiants de maîtrise et de doctorat, étudiant la question migratoire. Je souhaite ainsi proposer une vision et une analyse complète des répercussions des politiques migratoires sur l'intégration sociale des migrants en Allemagne en Hongrie, en analysant, notamment, la nature des politiques migratoires de ces deux pays, ainsi que certains critères d'intégrations, dont le taux de participation politique, économique et scolaire.

PARTIE II. LA VISION MIGRATOIRE DE L'ALLEMAGNE ET DE LA HONGRIE DANS UN CONTEXTE EUROPÉANISÉ

Cette seconde partie permettra de comprendre la dynamique politique en matière migratoire qui anime l'Union européenne ainsi que ses pays membres. En situant les modèles politiques de l'Allemagne et de la Hongrie au regard de la théorie de Schnapper, soit le modèle républicain ou encore le modèle des politiques pluralistes, cela permet de comprendre l'organisation politique de ces pays, les idées qui gouvernent les institutions et ultimement le modèle migratoire privilégié. En fait, « immigrant policies mark an attempt to re-organise and re-imagine the organisational and conceptual boundaries of a given community and create capacity to include or exclude newcomers.⁶⁹ » Par ailleurs, en appliquant les théories de l'approche structurelle des politiques migratoires de Fischer et Hamidi, ce chapitre permettra de comprendre l'origine du point de vue politique en matière d'intégration de l'Allemagne et de la Hongrie.

1. LE PARTAGE DES COMPÉTENCES : QUELLE DYNAMIQUE POUR LA GESTION DES POLITIQUES MIGRATOIRES D'INTÉGRATION EN EUROPE ?

1.1. Des politiques nationales pour assurer l'intégration des migrants en Europe

1.1.1. Le partage des compétences en matière migratoire

Pendant longtemps, les différents pays qui constituent la communauté internationale se sont permis une grande ingérence dans la gouvernance des États dits du Tiers-Monde. Que ce soit au moment des conquêtes coloniales ou pendant la Guerre froide, nombreux sont les États qui ont tenté d'imposer leur modèle politique et idéologique sur des pays dont les ressources étaient moindres. C'est en réponse à cette problématique que l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté, en 1970, le principe de non-ingérence qui est rapidement devenu un des principes fondateurs de la souveraineté étatique. D'ailleurs, cette souveraineté « suppose l'indépendance politique de l'État, le respect de son intégrité

⁶⁹ Andrew GEDDES, Peter SCHOLTEN. *The politics of migration and immigration in Europe*, Sage Publications, 2016, p. 14

territoriale et sa reconnaissance par d'autres États.⁷⁰ » Cependant, la création d'unions économiques, mais également politiques, comme l'Union européenne, a contribué à modifier considérablement cette notion. Aujourd'hui, l'Union européenne est constituée d'États souverains qui, en adhérant à cette organisation supranationale, acceptent de transférer certaines de leurs compétences aux institutions qu'ils ont créées. À cet effet, les diverses théories de l'intégration précédemment explorées nous ont permis de comprendre les multiples hypothèses liées à l'intégration des pays à l'Union européenne. Aujourd'hui, la notion de gouvernance multiniveaux est certainement celle qui explique le mieux la relation qu'entretiennent les États membres entre eux et avec l'Union européenne. En effet, cette construction européenne entraîne une modification du cadre national étatique, alors que « certaines compétences gouvernementales se transposent au niveau supranational d'une part, la décentralisation transfère des compétences stato-nationales à un niveau régional de l'autre.⁷¹ » Dans toutes les sphères d'activités, incluant la migration, l'Allemagne et la Hongrie acceptent de délaissier une partie de leur souveraineté au profit de l'organisation supranationale qui les chapeaute. Cela influence certainement la façon dont l'intégration des migrants est abordée dans chacun de ces pays.

En matière de politiques migratoires, le principe de subsidiarité impacte grandement la répartition des pouvoirs entre les acteurs au sein de l'Union européenne. En effet, à ce jour, « relevant actors in policy-making can be found in Brussels, in certain national ministries and central agencies, and at the subnational level.⁷² » Selon le principe d'attribution des compétences de l'Union européenne, cette dernière bénéficie de compétences partagées en matière migratoire. Tel que défini dans l'article 79§2 du TFUE, l'Union européenne, parce qu'elle est mieux adaptée pour le faire, intervient en ce qui concerne la gestion des flux de migrants ainsi qu'au niveau de la réglementation des droits des ressortissants.⁷³ Dès la création de la zone européenne, « il a été adopté comme postulat fondamental que, dans une zone de libre mobilité, sans frontières internes et où la frontière

⁷⁰ Éva DÉKANY-SZÉNASI. « La question de la souveraineté et la construction européenne », *Le Portique*, Vol 5, 2007, [En ligne], <http://journals.openedition.org/leportique/1385>, consulté le 22 février 2018

⁷¹ *ibid.*

⁷² Dr. Virginie GUIRAUDON. *op cite* 52, p.13

⁷³ PARLEMENT EUROPÉEN. *Répartition des compétences entre l'Union européenne et ses Etats membres en matière d'immigration*, 2011

externe [...] de quelconque État membre est en fait la frontière de l'UE entière (ou du moins, de la zone Schengen), c'est au niveau européen que la totalité du domaine de politique relatif à l'asile et à l'immigration peut être gérée le plus efficacement.⁷⁴ » À ce niveau, l'Allemagne et la Hongrie délaisse cette partie de leur souveraineté au profit du principe de subsidiarité imposé par la gouvernance multiniveaux. Cependant, la situation diffère en ce qui concerne les politiques migratoires d'intégration puisque les États bénéficient de la pleine souveraineté dans ce domaine. Selon le principe de subsidiarité, dans les secteurs où les États parviennent à régler efficacement au niveau national ou régional, l'intervention de la part de l'Union européenne n'est pas nécessaire. Or, l'inscription des politiques migratoire d'intégration dans le principe de subsidiarité signifie que l'intégration nationale sera priorisé au dépend de l'intégration européenne. Pour l'Union européenne, « l'objectif d'intégration ne peut être poursuivi qu'indirectement, par l'appui et le respect des compétences nationales.⁷⁵ » Elle n'a donc pas les moyens d'imposer directement les valeurs qu'elle souhaite en matière d'intégration migratoire à ses États membres. Cela explique, en partie, l'énorme différence qui existe à ce niveau entre l'Allemagne et la Hongrie. Cependant, une certaine nuance a été apportée par le Traité de Lisbonne. En effet, depuis 2009 le Parlement et le Conseil « peuvent établir des mesures pour encourager et appuyer l'action des États membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers en séjour régulier sur leur territoire, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres”.⁷⁶ » Ainsi, bien, que de façon générale, les migrants soient prioritairement sujets aux politiques nationales du pays dans lequel ils s'établissent, ils se retrouvent également sous la coupole politique et juridique de l'Union européenne, qui ,elle-même, possède sa propre vision de l'intégration.

1.1.2. *Le « venue shopping » en migration*

D'ailleurs, en ajoutant un niveau supranational dans l'élaboration des politiques migratoires, l'Union européenne a développé un système de "venue shopping". Cette notion

⁷⁴ Joane VAN SELM. « L'asile et l'immigration sont-ils réellement le problème de l'Union européenne ? », *Migrations forcées*, 2016, p. 60

⁷⁵ PARLEMENT EUROPÉEN, *op cite* 73, p.7

⁷⁶ Yves PASCOUAT. *Les dispositifs d'intégration des ressortissants de pays tiers dans les États membres de l'Union européenne - Rapport comparatif*, European Policy Center, 2016, p. 9

« refers to the idea that policy-makers, when encountering obstacles in their traditional policy venue, tend to seek new venues for policymaking that are more amenable to their preferences and goals.⁷⁷ » Selon Virginie Guiraudon, « les acteurs policiers et judiciaires qui veulent promouvoir des politiques plutôt répressives cherchent une arène qui leur est plus favorable que le cadre national.⁷⁸ » En vertu du principe de subsidiarité et en offrant des contraintes différentes de celles des systèmes nationaux, le système de gouvernance multiniveaux de l'Union européenne apparaît comme une enceinte propice au développement de ce "venue shopping". À titre d'exemple, certains pays pourraient instrumentaliser le concept de l'espace de liberté, de sécurité et de justice pour légitimer la mise en place de politiques plus restrictives. Nous verrons ultérieurement comment la Hongrie, à travers le paradoxe libéral, utilise le venue shopping pour légitimer ses actions en matière de sécurité nationale. À l'inverse, des acteurs qui cherchent à adopter une vision plus progressiste peuvent aller puiser, dans les politiques de l'Union européenne, la légitimation nécessaire pour mettre en place certaines politiques complémentaires à leur vision. Les prochaines sections permettront de démontrer comme l'Allemagne va chercher la légitimation et l'appui nécessaire à la mise en place de ses politiques, au sein de l'Union européenne. En fait, il faut savoir qu'en dépit du caractère national des politiques d'intégration des migrants, l'Union européenne offre un cadre administratif supplémentaire aux États membres qui peuvent l'utiliser pour motiver certaines politiques. L'appartenance de l'Allemagne et de la Hongrie à cette organisation supranationale leurs offrent une avenue supplémentaire pour légitimer certaines politiques d'intégration des migrants.

1.2. Une Union européenne favorable à l'accueil et l'intégration des migrants

1.2.1. Vision intégratrice promue au niveau supranational

En dépit du fait que les politiques d'intégration des migrants ne relèvent pas des compétences de l'Union européenne, celle-ci promeut tout de même une certaine vision quant aux valeurs qu'elle souhaiterait que les États membres adoptent à travers différentes

⁷⁷ Christian KAUNERT, Sarah LÉONARD. « The development of the EU asylum policy: venue shopping in perspective », *Journal of European Public Policy*, Vol. 19, 2012, p. 1397

⁷⁸ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p.14

mesures non-contraignantes. En fait, « l'objectif d'intégration constitue la priorité de l'Union en matière migratoire [même si] ce n'est pas un objectif lié à une compétence législative.⁷⁹ » Dans un rapport publié en 2015, la Commission soutient que « l'Europe doit continuer à être un havre sûr pour ceux qui fuient les persécutions » et qu'elle doit contribuer à la promotion de l'intégration et de la confiance mutuelle entre les membres.⁸⁰ Depuis une dizaine d'années, les États membres ont convenu, à travers différents rendez-vous politiques, dont celui des Pays-Bas en 2004, de l'Allemagne en 2007, de l'Espagne en 2010 ou encore celui du Danemark en 2012, d'un certain nombre de principes qui placent l'intégration des migrants comme un processus mutuel entre ceux-ci et leur société d'accueil. D'autres principes d'intégration ont été valorisés et adoptés par les États membres de l'Union européenne, soient « le respect des valeurs fondamentales de l'UE, la connaissance de base de la langue, de l'histoire et des institutions du pays d'accueil, l'accès aux biens et services à égalité avec les nationaux [ou encore] la participation des migrants au processus démocratique.⁸¹ » La Commission européenne a également soumis plusieurs Plan d'intégration des migrants au cours des 20 dernières années. La dernier, en date de juin 2016, souhaite promouvoir l'éducation inclusive pour tous, un support linguistique en ligne, la reconnaissance de certains acquis pour favoriser l'insertion des migrants sur le marché du travail, l'accès à des services sociaux, notamment en santé ainsi qu'un dialogue culturel entre les migrants et leur communauté d'accueil.⁸² Selon cette dernière, ce dialogue culturel permettrait de renforcer la cohésion sociale, en diminuant la discrimination et en favorisant la tolérance. Bref, il est indéniable que l'Union européenne souhaite promouvoir une vision inclusive des migrants. Cette vision est cependant fortement limité par le principe de subsidiarité qui ne lui attribue pas les compétences nécessaires à l'exécution de cette vision au sein de ses États membres. La prévalence des politiques nationales à ce niveau justifie l'importance de se questionner à savoir comment les choix politiques des pays à l'étude, soit l'Allemagne et la Hongrie, influencent-ils l'intégration des migrants à la société ?

⁷⁹ PARLEMENT EUROPÉEN, *op cite* 73, p.6

⁸⁰ COMMISSION EUROPÉENNE. *Un agenda européen en matière de migration*, 2015, Bruxelles,

⁸¹ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. *La politique d'intégration des ressortissants des pays tiers dans les pays membres de l'Union européenne*, 2016, [En ligne], <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Europe/La-politique-d-integration-des-ressortissants-des-pays-tiers-dans-les-pays-membres-de-l-Union-europeenne>, consulté le 2 mars 2018

⁸² COMMISSION EUROPÉENNE. *Europe : Integration Action Plan of Third-Country Nationals launched*, 2016, [En ligne], <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/europe-integration-action-plan-of-third-country-nationals-launched>, consulté le 2 mars 2018

1.2.2. Développement et renforcement des politiques migratoires : quels objectifs pour les États membres de l'Union européenne?

Toutefois, il faut savoir qu'en dépit de cette vision, les pays de l'Union européenne adoptent différentes politiques migratoires qui correspondent aux objectifs nationaux d'intégration des migrants qu'ils souhaitent atteindre. La majorité des pays « have both EU rules and their own national regulations.⁸³ » L'Union européenne a identifié certains secteurs qui, selon elle, permettent d'assurer une bonne intégration des migrants dans la société. Ces domaines « concerne[nt] plus spécifiquement l'accès à l'emploi, la connaissance de la langue et les connaissances relatives à la société d'accueil (connaissances civiques).⁸⁴ » Toutefois, il incombe à chaque État de déterminer les mesures qu'il souhaite entreprendre, ou non, pour assurer l'intégration des migrants. Parallèlement, ce sont ces mesures qui détermineront la qualité d'intégration des individus.

1.3. L'eupéanisation des normes d'intégration migratoires par convergence horizontale

En évoluant, comme État souverain, à travers l'Union européenne, les États membres se retrouvent indirectement influencés par les valeurs promues par celle-ci, même dans les champs de compétence ou elle n'a pas juridiction. Par plusieurs moyens, l'Union européenne parvient à inculquer les valeurs de promotion de l'intégration et de confiance mutuelle à ses États membres. En cherchant à comprendre comment les choix politiques de l'Allemagne et de la Hongrie influencent l'intégration des migrants, il est essentiel de s'attarder aux sources qui peuvent inspirer la rédaction de ces politiques nationales. Indirectement, la vision européenne vient influencer l'intégration des individus à la société à travers cette eupéanisation. Cette dernière est, d'ailleurs, qualifiée de convergence horizontale par Nicolas Fischer et Camille Hamidi. Dans ce cas, « la convergence relève alors de processus non coercitifs de diffusion ou d'imitation de politiques publiques, impulsés par l'élaboration de lignes directrices, la mise en place d'indicateurs ou la

⁸³ Alexandru KIS, Alin KIS. « A comparative study on immigrants' integration policy in romania and sweden », *Journal Dresmara*, Vol. 8, p.44

⁸⁴ Yves PASCOUAU. *op cite* 76, p. 11

socialisation d'acteurs à travers l'établissement de réseaux.⁸⁵ » C'est notamment à travers ce processus que l'Union européenne influence les politiques migratoires de l'Allemagne et de la Hongrie.

1.3.1. Développement d'un cadre d'action à l'échelle supranationale

Dans un premier temps, l'eupéanisation des politiques migratoires allemande et hongroise s'effectue à travers les différents réseaux de coopération sur l'intégration proposés par l'Union européenne à ses États membres. En effet, ces organes de coordination « strengthen policy cooperation and facilitate knowledge exchange between EU Member States and other relevant migrant integration stakeholders on European, national, regional and local level.⁸⁶ » Parmi ces forums, il y a l'*European Integration Network*, qui a été créée suite à l'adoption du Plan d'action national en 2016. Ce réseau, principalement constitué des ministres responsables de l'intégration des migrants à l'échelle nationale, promeut, entre autres, la diversité, l'intégration par le sport ainsi que le combat contre la discrimination. Le Forum Européen sur la Migration fait également partie de ces nouvelles initiatives et offre une plateforme, depuis 2015, qui permet aux autorités civiles de se rencontrer avec des représentants des institutions européennes. Lors de sa première rencontre, à l'apogée de la crise migratoire européenne, « discussions stressed the importance of a long-term perspective for the social inclusion of people seeking or benefiting from international protection. Interaction between refugees and members of the receiving society was defined as key in this matter.⁸⁷ » En adoptant ces méthodes de gouvernance alternatives, l'Union européenne « fait référence à de nouveaux modes de gouvernance multiniveaux, mobilisant un ensemble d'outils, de propositions non contraignantes et de réseaux supranationaux.⁸⁸ » Ces actions sont également régulièrement soutenues par des documents et déclarations politiques, via, par exemple l'Agenda d'intégration de la Commission européenne ou les conférences ministérielles sur l'intégration. Ces forums de discussions sont propices à la

⁸⁵ Carla MASCIA. « L'intégration et l'Europe : quels enjeux ? », *Cartografie sociali - Rivisti di sociologia e scienze umane*, Vol. 1, N.2, 2016, p. 242

⁸⁶ COMMISSION EUROPÉENNE. *EU cooperation networks for migrant integration*, 2018, [En ligne], <https://ec.europa.eu/migrant-integration/le-role-de-lue/networks>, consulté le 3 mars 2018

⁸⁷ *ibid.*

⁸⁸ Carla MASCIA, *op cite* 85, p. 242

socialisation et à la diffusion des idéologies dominantes. Ils permettent à l'Union européenne d'agir comme agente d'intégration et d'influencer indirectement des pays comme l'Allemagne et la Hongrie à adopter des mesures qui convergent avec la vision intégratrice qu'elle prône. Cependant, les pays demeurent libres d'adhérer, ou non, aux idéologies véhiculées à travers ces institutions, ce qui limite considérablement la portée de leurs actions.

1.3.2. La « soft governance » de l'Union européenne

Cette européanisation « peut aussi passer par des formes de *soft governance*, comme pour les politiques de lutte contre les discriminations.⁸⁹ » Introduit vers la fin du 20e siècle par Joseph Nye, le concept de *soft governance* se définit comme « l'utilisation, par l'Union européenne, des ressources d'une diplomatie coopérante pour l'exportation de normes et de valeurs » auprès de ses États membres ou de d'autres acteurs internationaux.⁹⁰ Dans ce cas-ci, la soft governance fait référence aux mesures politiques et juridiques entreprises par l'Union européenne afin d'influencer, en faveur de ses valeurs, les mesures d'intégration entreprises par ses États membres. Selon le principe de subsidiarité, l'Union européenne ne peut pas intervenir légalement en matière d'intégration des migrants au sein des États membres. Or, en adoptant des mesures connexes universelles, dans des domaines sur lesquels elle peut légiférer, elle guide l'Allemagne et la Hongrie à harmoniser leurs pratiques à la vision promue au niveau supranational. Contrairement aux mesures abordées dans le paragraphe précédent, ces initiatives sont souvent contraignantes et affecte la nature des politiques migratoires des pays à l'étude.

À titre d'exemple, la directive sur l'égalité en matière d'emploi et la directive sur l'égalité entre les races, toutes deux adoptées pendant les années 2000, en plus de l'adoption, en 2014, des directives européennes de lutte contre la discrimination viennent

⁸⁹ Nicolas FISCHER & Camille HAMIDI. *op cite* 26, p. 16

⁹⁰ Franck PETITVILLE. «L'Union européenne, acteur international « global » ?», *Revue internationale et stratégique*, no. 47, 2002

limiter le pouvoir des pays de l'Union.⁹¹ S'ajoute à ces directives, celle sur l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail qui vise à « assurer le respect de l'égalité de traitement entre les personnes de l'Union européenne (UE) sur le lieu de travail quels que soient leur religion ou leurs convictions.⁹² » Elles visent à lutter contre les discriminations « fondée[s] sur la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.⁹³ » La directive relative au droit du regroupement familial, qui permet aux membres de la famille de rejoindre les migrants, et celle sur les résidents de longue durée, qui renforce les droits des ressortissants étrangers établis en Europe depuis une longue durée, viennent également limiter les actions des États membres. En effet, en transposant à leur droit interne ces directives juridiquement contraignantes, l'Union européenne limite indirectement les actions que peuvent prendre l'Allemagne et la Hongrie en matière d'intégration des migrants, et ce, même si ces directives ne s'adressent pas directement à la question migratoire. Qu'importe les politiques migratoires qui seront adoptées par ces pays, celles-ci devront se conformer à ces directives. En assurant un traitement minimalement conforme aux standards souhaités par l'Union européenne et en modifiant la nature des choix migratoires en matière d'intégration de l'Allemagne et de la Hongrie, ces mesures de "gouvernance souple" influencent la façon dont les migrants seront intégrés à la société dans laquelle ils s'établissent.

2. LES POLITIQUES PLURALISTES DE L'ALLEMAGNE HARMONISÉES À LA VISION EUROPÉENNE

2.1. La politique migratoire allemande en faveur de l'intégration des ressortissants étrangers

2.1.1. L'Allemagne : pays d'immigration et d'intégration

Au cours des dernières décennies, l'Allemagne a repensé ses politiques migratoires à plusieurs reprises, s'adaptant aux diverses réalités auxquelles elle était confrontée. Depuis la

⁹¹ COMMISSION EUROPÉENNE. *Égalité de traitement : les directives européennes de lutte contre la discrimination sont désormais transposées dans les 28 États membres de l'Union européenne*, 2014

⁹² CONSEIL EUROPÉEN. *Directive 2000/78/CE - Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail*, novembre 2000

⁹³ COMMISSION EUROPÉENNE, *op cite* 91

fin de la Deuxième Guerre mondiale, ce pays s'est illustré comme l'un des principaux moteurs d'intégration au sein de l'Union européenne. Selon l'approche structurelle, mentionné précédemment, introduite par Rogers Brubaker à la fin du 20e siècle, les « traditions historiques différentes quant à la conception de la nation créent des cadres institutionnels spécifiques qui influencent les modalités d'incorporation des migrants dans les pays d'accueil.⁹⁴ » Or, dans le cas de l'Allemagne, le passé mouvementé du pays a servi de catalyseur qui a permis de redéfinir la nature de l'État allemand et d'orienter ses politiques en matière de migration vers une attitude qui, selon Schnapper, s'apparente, aujourd'hui, davantage au modèle des politiques pluralistes qui favorise l'acceptation d'une réalité multiculturelle comme projet social. C'est depuis le début des années 2000, « avec l'ouverture de la citoyenneté allemande et le début de la mise en place d'un droit du sol (limité) pour les enfants d'immigrés nés en Allemagne », que le pays en devient un d'immigration, et ce, en dépit des traditions politiques conservatrices qui se sont longtemps opposées à cette appellation pour le territoire.⁹⁵ L'apparition de la première loi sur l'immigration, en 2005, a contribué à institutionnaliser la question de l'intégration des migrants en Allemagne; « des départements spécialisés ont été créés dans la plupart des ministères (des Länder), la compétence au niveau fédéral [...] a été rattachée au ministère fédéral de l'Intérieur et des sommets sur la politique d'intégration ont été organisés.⁹⁶ » En fait, depuis plus de 10 ans, ce sont les Länder qui représentent le point politique central de l'intégration des migrants en Allemagne. Aussi, des conférences sur l'intégration des migrants sont tenues annuellement et une Charte de la diversité a été mise en place; même si cette dernière n'est pas contraignante, elle contribue à la réflexion sur le modèle d'intégration valorisée par l'État. Au cours des dernières années, l'État allemand a largement insisté « sur le fait que les valeurs fondamentales s'imposent de façon contraignante à tout le monde, indépendamment des nationalités et des confessions.⁹⁷ » Les valeurs promues par le gouvernement allemand sont en faveur de la cohésion sociale et, du même coup, de l'intégration systémique de la société qui, selon Schnapper, est impérative au succès du

⁹⁴ Marco GIUGNI. « Ancien et nouvel institutionnalisme dans l'étude de la politique contestataire », *Politiques et sociétés*, Vol. 21, No. 3, 2002

⁹⁵ Karin WEISS. « Allemagne : quel modèle d'intégration ? », *Friedrichbert Stiftung*, Janvier 2018, p.2

⁹⁶ *ibid*, p.2

⁹⁷ Karin WEISS, *op cite* 95, p.11

processus d'intégration. En terme sociologique, c'est « la société nationale [qui devient] comme un processus d'intégration de la société par la politique.⁹⁸ »

Toutefois, l'arrivée de l'important flux de migrants au milieu des années 2010 a largement déstabilisé le système d'intégration allemand. En effet, les communes ont connu de nombreux problèmes administratifs qui se sont soldés par une diminution des services d'intégration offerts aux migrants. Consciente de cette situation, la chancelière allemande Angela Merkel a tout de même souhaité poursuivre sur cette voie en mettant en augmentant le budget consacré à la question migratoire et en mettant en place différentes mesures qui avaient pour but d'accueillir un nombre toujours plus grand de migrants. La question des migrants est devenue un enjeu de société qui alimente les débats et qui, indubitablement, aura son impact au niveau de l'intégration des ressortissants étrangers. Selon Ulrike Guérot, directrice de l'European Democracy Lab, en agissant ainsi, Merkel « s'est opposée aux ténors de son propre parti (CDU, centre droit), [...] elle est beaucoup plus soutenue par l'opposition que par son propre parti.⁹⁹ » D'ailleurs, en 2016, l'Allemagne se dotait d'une nouvelle loi sans précédent sur l'intégration des migrants, qui formulait, notamment, leurs principaux droits et devoirs. La loi stipule notamment qu'un lieu de résidence sera attribué aux demandeurs d'asile et que les démarches entourant la recherche d'emploi seront facilitées. Le document souligne également que des efforts d'intégration, notamment par l'apprentissage de la langue, sont nécessaires. Cependant, il faut savoir que « l'arrivée d'un nombre record de migrants alimente des craintes dans l'opinion, dont profite la droite populiste notamment.¹⁰⁰ »

⁹⁸ Dominique SCHNAPPER. *op cite* 47

⁹⁹ Alexandra SZACKA. « Comment l'Allemagne fait-elle pour accueillir 1 million de réfugiés? », *Radio-Canada*, 2015, [En ligne], <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/755468/refugies-syrie-allemande-angela-merkel>, page consulté le 3 mars 2018

¹⁰⁰ AGENCE FRANCE-PRESSE. « Allemagne: une loi sans précédent pour intégrer les migrants », *Radio-Canada*, 2016, [En ligne], <http://www.lapresse.ca/international/crise-migratoire/201607/07/01-4998842-allemande-une-loi-sans-precedent-pour-integrer-les-migrants.php>, page consulté le 3 mars 2018

2.1.2. L'Überfremdung allemand et les réticences face aux politiques migratoires

L'adoption de politiques migratoires favorables à l'accueil et à l'intégration des migrants en Allemagne, au cours des dernières années, a suscité de nombreuses réactions dans la société. Selon une étude menée à l'été 2017 dans quatre lieux différents, la majorité de la population allemande, soit entre 48 % et 68% estimait que la politique locale d'intégration était appropriée.¹⁰¹ Toutefois, même « si un nombre important de citoyens allemands continue de revendiquer haut et fort une "culture de l'accueil" [...] et de la soutenir grâce à un engagement très large de la société civile, le rejet et les peurs se sont installés dans une partie de l'opinion.¹⁰² » En effet, en septembre 2015, 33% des Allemands jugeaient que les politiques d'accueil et d'intégration étaient trop permissives; cette proportion grimpeait à 44% pour octobre de la même année et jusqu'à 47% en mars 2016.¹⁰³ Le mot *Überfremdung* est utilisé pour décrire la crainte populaire qu'engendre cet important flux de migrants. Suite à cette crise, la société allemande se divise de plus en plus sur la question migratoire et, selon les principes de Schnapper, ces problèmes d'intégration systémique pourraient avoir des conséquences importantes sur l'intégration tropique des migrants au sein d'une société déjà fragmentée. Le projet gouvernemental d'intégration des migrants ne fait pas encore l'unanimité au sein de la société allemande. Depuis la crise des migrants, « ce sentiment s'est affiché ouvertement. On a vu des défilés aux flambeaux, des discours enflammés d'orateurs de droite, et des centaines d'attaques contre des centres pour réfugiés.¹⁰⁴ » Ces mouvements de droite ont favorisé l'ascension de partie de droite comme l'*Alternative pour l'Allemagne* qui, en 2017, avec une proportion de 13%, était le premier parti d'extrême droite à faire son entrée au *Bundestag* depuis plus de 60 ans.¹⁰⁵ L'AfD adopte des positions très controversées en s'opposant, notamment, à l'arrivée massive des migrants en Allemagne ainsi qu'à la pratique de l'Islam dans le pays. Face à cette vague de

¹⁰¹ Karin WEISS, *op cite* 95, p.7

¹⁰² Karin WEISS, *op cite* 95.

¹⁰³ Jérôme FOURQUET. *Les Européens et l'immigration : perception des flux et représentations en France*, 2017, [En ligne], <https://jean-jaures.org/nos-productions/les-europeens-et-l-immigration-perception-des-flux-et-representations-en-france>, consulté le 6 mars 2018

¹⁰⁴ Robert KUNZIG. « Comment l'Allemagne accueille-t-elle les réfugiés? », *National Geographic*, 2016, [en ligne], <http://www.nationalgeographic.fr/histoire/2016/11/comment-l-allemande-accueille-t-elle-les-refugies>, consulté le 3 février 2018

¹⁰⁵ Judith VONBERG, Nadine SCHMIDT. « Far-right party wins seats in German parliament for first time in decades », CNN, 2017, [En ligne], <https://www.cnn.com/2017/09/24/europe/germany-far-right-party-election/index.html>, page consultée le 3 mars 2018

migrants, dont plusieurs sont réfugiés du Moyen-Orient et de l'Afrique, se sont développées certaines critiques à l'égard des demandeurs de citoyenneté de confession musulmane. En effet, « malgré une certaine reconnaissance officielle de l'islam en tant "qu'autre religion", une importante opposition politique demeure en ce qui a trait à l'accommodement de la diversité religieuse, qu'il s'agisse du port du hijab ou de la reconnaissance des institutions islamiques et leur participation en tant que bénéficiaires et prestataires de services de l'État providence.¹⁰⁶ » Le projet intégrateur poursuivi par le gouvernement, pour être qualifié de succès, se doit d'être adopté par les acteurs de la société civile, puisque ce sont ces derniers qui assurent l'application de ces valeurs au quotidien. Or, l'apparition de mouvements d'extrême-droite au sein de la population, entraîne un clivage important au sein de la société ainsi qu'une fragmentation de la société et cela pourrait représenter un obstacle significatif à l'intégration des migrants.

2.2. L'Allemagne et l'Union européenne : une cohésion politico-idéologique

2.2.1. Fort sentiment d'appartenance envers l'organisation depuis le milieu du XX siècle et concordance des politiques migratoires

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, « there has been an unconditional pro-European consensus in Germany.¹⁰⁷ » En effet, l'Allemagne a largement contribué à l'élaboration des normes et principes qui guident les actions des institutions de l'Union européenne depuis sa formation. Elle a également activement participé à la création du marché européen unique ainsi qu'à l'instauration de la zone euro. En fait, « european integration has always defined Germany's post-war politics because close cooperation and coordination with its European partners allowed Germany to rehabilitate itself as a political actor after WWII.¹⁰⁸ » Cette cohésion entre les différents niveaux de gouvernance facilite certainement la légitimation, via le venue shopping, de politiques migratoires d'intégration allemandes harmonisées à celle de l'Union. Les instances de coopération internationale, tel

¹⁰⁶ CENTRE MONDIAL DU PLURALISME. Citoyenneté, nationalité et immigration en Allemagne, 2017, p.2

¹⁰⁷ Julie HAMANN, Julian RAPPOLD. *Germany : Disenchantment rather than enthusiasm*, 2016, [En ligne], <https://www.clingendael.org/publication/germany-disenchantment-rather-enthusiasm>, page consultée le 4 mars 2018

¹⁰⁸ *ibid.*

que vu précédemment, mis en place par l'Union européenne pour promouvoir ses idées ont davantage d'impact en Allemagne, pays où les valeurs européennes sont valorisées. Cette harmonisation peut également être perçue comme une intégration systémique multiniveaux, qui influence directement sur « sa capacité à intégrer toutes les populations, y compris les migrants et leurs descendants, et, plus généralement, du rapport que les nationaux entretiennent avec les autres.¹⁰⁹ » Par ailleurs, cette proactivité dans la création et dans les activités de l'Union européenne a contribué, pour plusieurs, à renforcer le sentiment d'appartenance qu'entretiennent les Allemands à l'égard de l'organisation supranationale qui les chapeaute. À cet effet, le politologue américain, David Easton, a développé une approche qui permet de déterminer le type de soutien vis-à-vis un système politique. Or, « la conception eastonienne fondée sur le soutien à un système politique conduit à envisager la relation des citoyens avec l'UE en termes de bénéfices, d'intérêts : on soutient l'UE si on est satisfait de ses politiques ("soutien spécifique") ou bien si l'UE nous satisfait de façon plus globale ("soutien diffus").¹¹⁰ » En date de 2016, l'Allemagne faisait partie d'un groupe de pays qui sont, à 45% (contrairement à la moyenne de 34%), optimistes face à la direction que prend l'Union européenne; « les pays de ce groupe ont confiance dans les institutions européennes et dans leur propre gouvernement et leur propre parlement.¹¹¹ » La population allemande intègre les principes du consensus permissif qui « supports the broad goals of the integration project, and treats European institutions as 'an accepted part of the political landscape'.¹¹² » Or, dans cette optique, il est plus facile de comprendre de quelle façon les politiques allemandes d'intégration des migrants s'harmonisent avec ce que promeut l'Union européenne. En effet, en s'identifiant davantage aux valeurs promues par l'Union, l'Allemagne est plus susceptible d'harmoniser ses politiques nationales avec cette organisation. À la façon du *venue shopping*, l'Allemagne peut aller chercher au sein des politiques promues par l'Union, la légitimation nécessaire pour mettre en place des politiques en matière migratoire qui, par leurs mesures en faveur d'une cohésion sociale renforcée, visent à favoriser l'intégration des migrants. En fait, Maxime Lefebvre

¹⁰⁹ Dominique SCHNAPPER. *op cite* 47

¹¹⁰Elda NASHO AH PINE. « Quel sens pour l'intégration européenne ? - Une typologie du sense of community par groupe de pays en Europe », *Revue française de science politique*, vol. 66, 2016, p. 964

¹¹¹ *ibid*, p. 977

¹¹² Achim HURRELMANN. « European Democracy, the 'Permissive Consensus' and the Collapse of the EU Constitution », *European Law Journal*, Vol. 13, No, 13, 2007, p.352

soulignait, à l'aube de la crise migratoire, que « ce qui était bon pour l'Europe, était également bon pour l'Allemagne, et *vice-versa*.¹¹³ » Le fait que l'Allemagne « is at the core of EU decision-making¹¹⁴ », n'est certainement pas étranger au fait que les politiques élaborées par l'Union et par l'Allemagne, en matière d'intégration des migrants, soient largement compatibles. Cependant, les nombreuses crises qui ont secoués l'Europe au cours des dernières années, incluant la crise migratoire, ont contribué à modifier considérablement ce sentiment.

2.2.2. *L'érosion du consensus permissif allemand*

Toutefois, l'arrivée massive de migrants, au tournant des années 2010, sur le territoire européen a largement érodé les bases structurelles de cette dynamique qui unit l'Allemagne et l'Union européenne depuis près de 60 ans. Depuis l'été 2015, au moment où la crise des migrants atteignait son apogée en Europe, « the sympathy of the German population towards the EU has suffered severely.¹¹⁵ » D'ailleurs, l'Eurobaromètre signifiait, à l'automne 2015, que seulement 35% des Allemands, contrairement au printemps 2015 où ce niveau atteignait 45%, étaient en accord avec la vision européenne.¹¹⁶ En fait, « experiencing a lack of solidarity between the member states and frustrated about the EU's missing capacity to develop effective policies, many Germans started to doubt the validity of the EU's values.¹¹⁷ » Certains individus de la société civile semblent se dissocier des mesures d'intégration promues par leur gouvernement, ce qui pourrait rendre difficile l'atteinte de la cohésion sociale ainsi que l'application des politiques adoptées par le gouvernement en matière migratoire. D'ailleurs, ce changement affecte également le discours politique des partis. En effet, avant la crise migratoire, la quasi-totalité des partis politiques alignait leurs objectifs nationaux avec les intérêts de l'Union européenne; toutefois, depuis 2015, des partis comme l'AfD font surface et rompent avec cette tendance des dernières décennies. L'émergence de ces mouvements modifie le spectre politique en Allemagne, ce qui, éventuellement, pourrait influencer la construction des politiques

¹¹³ Maxime LEFEBVRE. « L'Allemagne et l'Europe », *Revue internationale et stratégique*, no. 74, 2009

¹¹⁴ Julie HAMANN, Julian RAPPOLD. *op cite* 107

¹¹⁵ Julie HAMANN, Julian RAPPOLD. *op cite* 107

¹¹⁶ Julie HAMANN, Julian RAPPOLD. *op cite* 107

¹¹⁷ Julie HAMANN, Julian RAPPOLD. *op cite* 107

migratoires d'intégration dans ce pays et, indirectement, l'intégration des migrants à la société. Cela entraîne également des conséquences directes sur la cohésion sociale entre les individus et impacte le rapport à l'intégration que la société entretient avec les migrants. Selon l'analyse de Schnapper, un affaiblissement de la cohésion sociale pourrait être signe d'une intégration en difficulté. En dépit de ces tendances, l'Allemagne continue, de façon générale, à harmoniser ses politiques à celles de l'Union européenne. Certains mouvements d'extrêmes droites font leur apparition dans la société et cela contribue à éroder les fondations du consensus permissif. Toutefois, la majorité d'individus ont voté afin de maintenir la chancelière Angela Merkel au pouvoir, validant, du même coup, la nature des politiques migratoires d'intégration adoptées au cours des dernières années.

3. UN NATIONALISME HONGROIS QUI DIVISE

3.1. Une politique d'intégration hongroise hostile aux migrants depuis la crise migratoire européenne

3.1.1. Des politiques migratoires teintées par le nationalisme hongrois depuis la fin du 19e siècle

En utilisant l'approche structurelle pour analyser la situation migratoire en Hongrie, il est possible de comprendre les fondations qui expliquent la nature des politiques migratoires actuelles. Tout comme pour l'Allemagne, la trajectoire de construction de l'État-nation hongrois a influencé les modalités d'incorporation des migrants à la société d'aujourd'hui. La Hongrie a été emportée, à la fin des années 1960, par l'effondrement des États communistes d'Europe de l'Est, alliés à l'URSS. Toutefois, c'est véritablement le démantèlement du rideau de fer en 1989 qui marque le début de la transition du pays vers les valeurs promues par les pays de l'Ouest. Cette transition a été brutale et explique, en partie, l'émergence d'importants mouvements nationalistes. Lors de l'adhésion officielle, en 2004, la Hongrie a dû engager sa « transition from communism to capitalism, from a command economy to a market economy and into an integrated global economy.¹¹⁸ »

¹¹⁸ Liz FEKETE. « Hungary: power, punishment and the 'Christian-national idea' », *Race and Class*, 2016, Vol. 57 (4), p.45

À cette approche, s'ajoute celle formulée par Riva Kastoryano, sur l'importance de la place du religieux dans l'espace public. En Hongrie, nombreux sont les témoignages, de la part du gouvernement ou de la société civile, qui affirment leur « identité collective à travers un mouvement nationaliste qui cherche un soutien extérieur sur une base religieuse ou linguistique.¹¹⁹ » En effet, à travers cette "européanisation" forcée, la Hongrie a bâti son capital politique sur un nationalisme chrétien fort qu'ils utilisent encore aujourd'hui pour légitimer certaines actions à l'égard des migrants. La Hongrie souhaite légitimer ses politiques en rassemblant les sociétés sous le mouvement transnational généré par le christianisme. Par ailleurs, depuis 2010 le Fidesz a utilisé à plusieurs reprises la carte du nationalisme afin de lutter contre le colonialisme économique imposé par les pays de l'Europe de l'Ouest.¹²⁰ « Although these allegations do not specifically target immigrants, they generate an environment whereby foreignness becomes an essence to disapprove and be shunned by the public.¹²¹ »

Ensuite, cette vision s'additionne à une attitude déjà hostile à l'égard des migrants, qui tire ses origines de la Première Guerre mondiale. Selon cette approche structurelle élaboré par Weil et Hansen, les rapports qu'entretiennent un pays face à la migration dépend largement de son historique dans ce domaine. Or, la création d'un groupe ethnique homogène fort sur le territoire hongrois « has had effects on the migration patterns and migration policy of contemporary Hungary.¹²² » D'ailleurs, les discours nationalistes actuels utilisent toujours ce schéma pour déterminer le degré d'appartenances des individus au territoire hongrois et pour définir les politiques migratoires du pays. Au début du 21^e siècle, la Hongrie établissait que les migrants « have to be law-abiding persons with no criminal records, healthy (that is, free of syphilis, TB and HIV), able to speak Hungarian, with proper residence and subsistence in Hungary above the level of the average Hungarian standards, and able to integrate smoothly into Hungarian society.¹²³ » Contrairement au

¹¹⁹ Riva KASTORYANO. «Vers un nationalisme transnational », *Revue française de science politique*, Vol. 56, 2006

¹²⁰ Umut KORKUT. «The migration myth in the absence of immigrants: How does the conservative right in Hungary and Turkey grapple with immigration? », *Comparative european Politics*, Vol. 12, 2014., p. 621

¹²¹ *ibid.* p. 621

¹²² Umut KORKUT, *op cite* 120, p. 626

¹²³ Umut KORKUT, *op cite* 120, p. 624

modèle de politiques pluralistes Allemand, l'attitude hongroise s'identifierait davantage au modèle républicain qui prône l'uniformisation sociale. Or, « le "modèle républicain" d'intégration, qui assure l'égalité participation de tous à la vie collective, ne peut être efficace que s'il est effectivement respecté et s'il ne devient pas une formule vide.¹²⁴ » Dans le cas de la Hongrie, plusieurs minorités se retrouvent exclus de ce modèle, que ce soit les migrants issus de la communauté Roms ou ceux provenant de la vague de migrants des dernières années, et cela nuit à la cohésion sociale de la communauté en accentuant les disparités entre les groupes et en marginalisant les minorités. À cet effet, Gabriel Nissim écrivait « c'est en accueillant les différences, et non en les niant, qu'on avancera vers la cohésion sociale¹²⁵ » et, comme le souligne Schnapper, c'est via cette cohésion sociale que le projet d'intégration pourra être considéré comme une réussite. Avec le retour d'Orbán au pouvoir en 2010, de nouvelles mesures se sont ajoutées, qui stipulent, notamment, que les migrants ne devaient pas représenter une menace à la sécurité de la République de Hongrie. Cette dernière sécurise largement le concept d'immigration et utilise cette vision pour légitimer leurs politiques nationalistes. Tóth écrivait, en 2013, que « as long as Hungary considers immigration only as a security issue, it appears as a country that accepts immigrants unwillingly, selectively and primarily on an ethnical basis.¹²⁶ » Et tant que cette réalité persistera, la Hongrie sera prise avec des problèmes d'intégration. Ce travail exposera ultérieurement les conséquences de ces choix politiques sur l'intégration tropique et systémique. En se positionnant ainsi, la Hongrie s'oppose aux mesures d'intégrations migratoires adoptées par l'Allemagne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Par ailleurs, cette attitude défavorable à l'égard des migrants explique la faible proportion d'individus étrangers choisissant la Hongrie comme territoire d'accueil; en date de 2013, seulement 3.7% de la population était des migrants.¹²⁷ Déjà hostile à l'intégration des migrants à la société, la crise migratoire de 2015 n'a fait qu'exacerber les tensions qui dominaient le paysage des politiques migratoires hongroises. Cette attitude ainsi que la nature des politiques qui en découlent, influencent l'intégration des migrants à la société.

¹²⁴ Dominique SCHNAPPER. «L'échec du "modèle républicain"? Réflexion d'une sociologue », Histoire, Sciences Sociales, no. 4, 2006, p. 774

¹²⁵ François BECKER, *Cohésion sociale dans une Europe multiculturelle : rôle et impact des courants de pensées et des religions*, Sciences humaines et sociales, 2007, p. 38

¹²⁶ Umut KORKUT, *op cite* 120, p. 624

¹²⁷ Umut KORKUT, *op cite* 120

3.1.2. Fermeture des frontières engendrée par la crise migratoire

La Hongrie a joué un rôle central lors de la crise migratoire qui a débuté au début des années 2010 en Europe. En effet, sa situation limitrophe avec la Serbie en fait un territoire de transit pour plusieurs migrants qui, au printemps 2015, viennent demander l'asile en territoire européen. Cependant, le nationalisme fait rapidement surface en Hongrie alors que Viktor Orbán souhaite limiter ce qu'il considère comme « not a humanitarian challenge but a Muslim 'invasion' that necessitated a military response to close down the migrants.¹²⁸ » D'ailleurs, pour donner suite à ces paroles, le gouvernement hongrois a procédé à l'amendement du *Police Act* et du *Act on National Defence* afin d'autoriser les forces armées à intervenir aux frontières pour supporter le travail des policiers en utilisant, notamment, des balles de caoutchouc, des gaz lacrymogènes ainsi que des outils pyrotechniques. L'introduction d'une résolution parlementaire vient légitimer l'usage de toutes mesures afin de protéger les frontières hongroises, en plus d'affirmer que l'État « cannot allow illegal migrants to endanger the jobs and social security of the Hungarian people.¹²⁹ » Pour la Hongrie, contrairement à la perception allemande, cette arrivée massive de migrants représente une menace claire à leur culture et à leurs valeurs et se doit d'être contrôlée. Afin de renforcer cette position, et contrairement à l'attitude migratoire "portes-ouvertes" de l'Allemagne, Orbán « sought to turn Hungary into a 'refugee protection free zone' by building fortifications around the country.¹³⁰ » À l'automne 2015, la barrière physique qui sépare la Hongrie et la Serbie est officiellement terminée et des amendements sont faits au Code criminel hongrois ainsi qu'à la Loi sur l'asile qui criminalise le fait, pour tout individu, de traverser cette clôture. En fait, tout individu, qu'importe l'âge, s'expose à une peine d'emprisonnement de trois ans en cas de non-respect de cette législation. La Hongrie se retrouve confronté au paradoxe libéral qui oppose protection des frontières et respect des droits de la personne. À la manière du "venue shopping", la Hongrie va chercher dans les textes de loi internationaux la légitimation nécessaire pour imposer ses politiques d'intégration hostiles. Dans un rapport rédigé par la Division de la recherche du Conseil de l'Europe, il est mentionné, d'entrée de jeu, que « les Etats se voient reconnaître

¹²⁸ Liz FEKETE. *op cite* 118, p. 40

¹²⁹ Liz FEKETE. *op cite* 118, p. 41

¹³⁰ Liz FEKETE. *op cite* 118, p.41

un certain - voire un large - pouvoir discrétionnaire s'agissant de l'évaluation de la menace pesant sur la sécurité nationale comme du choix des moyens pour la combattre.¹³¹ » Dans plusieurs conventions de droit international, dont la CEDH ou encore le PIDCP, la sécurité nationale est invoquée comme motivation légitime pour permettre à l'État d'imposer des mesures extraordinaires, ce qui permet de légitimer les actions du gouvernement. Cependant, par ces initiatives de protection de son pays, la Hongrie se positionne à l'encontre de plusieurs mesures, notamment en matière de non-discrimination, imposées par les institutions européennes. Même si les choix politiques hongrois sont à l'origine de nombreuses réactions de la part, notamment, des États membres et des institutions de l'Union européenne, cette dernière ne peut pas intervenir puisqu'elle ne possède pas la juridiction pour le faire selon le principe de subsidiarité. Les cadres d'action supranationaux instaurés par l'Union européenne pour promouvoir des valeurs harmonisées ont également peu d'impacts sur les politiques migratoires d'intégration hongroise. Cela a une influence considérable sur l'intégration des migrants à la société hongroise. Ils se retrouvent en marge du modèle sociétal imposé par le gouvernement et cela expose le pays à des problèmes de cohésion sociale importants. Selon Havloc, « in the EU-27 social conservatism has a statistically significant negative effect on attitudes toward immigrants and Hungarians have one of the highest traditional views.¹³² » Certains considèrent Obán comme le chef de la démocratie non-libérale en Europe qui perçoit en son discours un message rassembleur envers les pays européens ayant une vision similaire et une invitation à « se poser en alternative à la chancelière allemande, Angela Merkel, et à sa gestion de la crise des réfugiés.¹³³ » De telles mesures s'opposent fermement à celles prônées par l'Union européenne face à l'immigration et cela occasionne plusieurs répercussions au niveau de la cohésion sociale au sein de cet État. Or, une cohésion sociale en difficulté rend difficile la réussite de l'intégration des migrants.

¹³¹ CONSEIL DE L'EUROPE. *Sécurité nationale et jurisprudence européenne*, 2013, p.1

¹³² Umut KORKUT, *op cite* 120, p. 622

¹³³ Georges MINK. « L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme », *Politique étrangère*, Vol. 2, 2016,

3.2. Rupture idéologique entre la politique hongroise et européenne

3.2.1. Faible sentiment d'appartenance de la Hongrie aux politiques de l'Union européenne

Contrairement au consensus pro-européen qui domine la pensée allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Hongrie entretient une relation nettement plus houleuse avec l'Union européenne. En effet, dès le début du processus d'intégration à l'Union européenne, des conflits idéologiques opposaient ces deux entités. D'ailleurs, cette division s'est nettement fait ressentir au moment du référendum d'adhésion, où seulement 45.6% des citoyens hongrois se sont déplacés aux urnes, pour un total de 38% de la population totale en faveur à l'adhésion du pays à l'Union européenne. Selon une étude de Brigid Fowler, « the non-voting camp was swelled by those made suddenly less confident about the wisdom of accession (but not sufficiently to vote 'no'), and those emboldened to stay away as an expression of anti-government partisanship.¹³⁴ » Selon cette même auteure, ceux en faveur de l'intégration à l'Union européenne auraient placé « economic improvements as their most important reason for supporting EU accession » tandis qu'ils auraient accordé beaucoup moins d'importance aux autres aspects, incluant celui politique et culturel.¹³⁵ Déjà au moment de l'adhésion, les "pro-européens" ne s'entendaient pas nécessairement sur la vision politique poursuivie par l'Union européenne, mais consentaient au projet économique qui leur serait favorable. Sans parler de haine, plusieurs qualifient cette attitude d'euroseptique. Contrairement à l'Allemagne, la Hongrie ne parvient pas à atteindre le même niveau d'intégration systémique avec l'Union européenne. Cette attitude influence également l'élaboration des politiques migratoire, dont les répercussions se font considérablement ressentir sur l'intégration des migrants. Selon les résultats de la même étude, à laquelle l'Allemagne prenait part, qui permet de déterminer le soutien à l'égard d'un système politique, la Hongrie fait partie d'un groupe de pays qui « ont tendance à être pessimistes à la fois au niveau national et au niveau européen.¹³⁶ » La Hongrie aurait un niveau de confiance de 40% à l'égard des institutions européennes, comparativement à la

¹³⁴ Brigid FOWLER « Hungary: Unpicking the Permissive Consensus », *West European Politics*, Vol. 27 (4), 2004, p.625

¹³⁵ *ibid.*, p. 625

¹³⁶ Elda NASHO AH PINE. *op cite* 110, p.978

moyenne de 48%, ainsi que de 54% à l'égard des politiques européennes, près de 10% sous la moyenne.¹³⁷ En plus de se distancier négativement de la moyenne européenne, la Hongrie s'oppose également à l'Allemagne, pour qui les marques de confiances à l'égard de l'Union européenne sont majoritairement au-dessus de la moyenne. Le sentiment d'appartenance à l'égard de l'Union est donc relativement faible. Les décisions qui sont prises par les institutions européennes, notamment par rapport à l'intégration des migrants, semblent difficilement faire consensus au sein d'un État au passé (et au présent) très nationaliste. Les migrants qui s'établissent en Hongrie doivent donc composer avec ces problèmes de cohésion sociale. Il ne fait aucun doute que cette crise a contribué à éroder les bases de la relation, déjà faible, qu'entretient la Hongrie à l'égard de l'Union européenne.

3.2.2. *Une politique migratoire d'intégration hongroise qui dérange en Europe*

La crise migratoire qu'a connue l'Union européenne au cours des années 2010 est à l'origine de nombreuses tensions entre les pays membres de l'Union, mais également entre les pays et les institutions européennes. En effet, l'important flot de migrants bouscule à la fois les citoyens européens, mais également les pays et les entités politiques européennes qui doivent agir de concert pour faire face à la crise. Or, dans cette situation, les politiques très restrictives adoptées par la Hongrie ont suscité de vives réactions de part et d'autre. L'Union européenne qui, comme mentionné précédemment, prône un discours de tolérance et d'intégration, critique vivement les décisions prises par le gouvernement hongrois. Elle ne peut toutefois pas intervenir puisque ce domaine relève des juridictions nationales. À cet effet, en décembre 2015, le Haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, le Conseil de l'Europe et le bureau des Droits de l'Homme de l'OSCE ont lancé un appel aux dirigeants hongrois afin qu'ils modifient ces « politiques et pratiques qui promeuvent l'intolérance, la peur et diffusent la xénophobie à l'encontre des réfugiés et migrants.¹³⁸ » Se retrouvant de l'autre côté du paradoxe libéral, ces organisations souhaitent voir la Hongrie « contribuer aux efforts conjoints mis en œuvre pour accueillir les centaines de milliers de réfugiés et

¹³⁷ Elda NASHO AH PINE. *op cite* 110

¹³⁸ BELGA NEWS. *Hongrie: l'ONU, le Conseil de l'Europe et l'OSCE dénoncent les pratiques anti-migrants*, 2015, [En ligne], https://www.rtf.be/info/monde/detail_hongrie-l-onu-le-conseil-de-l-europe-et-l-osce-denoncent-les-pratiques-anti-migrants?id=9170424, page consultée le 8 mars 2018

migrants qui arrivent en Europe.¹³⁹ » Par ailleurs, la Hongrie a également été la victime de plusieurs critiques provenant d'autres États membres de l'Union. À cet effet, l'Allemagne considère que de repousser les migrants ne constitue pas, en soi, une solution et affirme que le « problème doit être à ses yeux résolu par la "solidarité" entre pays européens.¹⁴⁰ » Cependant, la Hongrie ne semble pas prête à faire marche arrière. Une certaine tension se crée entre ce pays et l'Union européenne qui tente, à travers les limites de son champ de compétence, de mettre en place des mesures qui assurent aux migrants une intégration faciliter. Or, force est de constaté que la situation hongroise représente une casse-tête particulier, et largement opposé à la vision européenne et allemande. Il sera intéressant de voir comment les différences entre les choix politiques de l'Allemagne et de la Hongrie impactera l'intégration des migrants au sein de ces deux sociétés.

¹³⁹ *ibid*

¹⁴⁰ AGENCE FRANCE-PRESSE. « Berlin critique la fermeture des frontières en Hongrie », *Le Figaro*, 2015, [En ligne], <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/09/18/97001-20150918FILWWW00145-berlin-critique-la-fermeture-des-frontieres-en-hongrie.php>, page consultée le 8 mars 2018

PARTIE III. L'INTÉGRATION DES MIGRANTS EN ALLEMAGNE ET EN HONGRIE : DEUX APPROCHES DISTINCTES FACE À UNE MÊME SITUATION

Tel que vu lors des sections précédentes, l'Allemagne et la Hongrie se positionnent différemment face à l'Union européenne en ce qui concerne l'intégration des migrants dans leur société. Or, qu'importe l'attitude politique qu'ils adoptent, l'établissement de minorités ethniques sur leur territoire implique une redéfinition inévitable du processus de socialisation entre les individus. Geddes et al. souligne que « immigration also interacts with "conceptual" boundaries of membership, belonging and entitlement that mediate relations between "us" and "them".¹⁴¹ » Comme mentionné dans la première partie, il n'existe aucun critère définitif qui permet d'évaluer le niveau d'intégration des migrants. Or, le chapitre qui suivra cherchera à tracer les similitudes et les différences entre le processus d'intégration des migrants en Allemagne et en Hongrie suite à la crise migratoire, afin de pouvoir dresser un portrait juste quant au niveau d'intégration tropique et systémique dans ces deux pays. Cela permettra de faire de lien entre l'identité politique en matière de migration de chaque pays et ses conséquences sur le processus d'intégration

1. DES BARRIÈRES COMMUNES À L'INTÉGRATION SOCIALE DES MIGRANTS EN ALLEMAGNE ET EN HONGRIE

En s'établissant dans un nouveau pays, que ce soit de façon volontaire ou non, les migrants sont confrontés à une nouvelle réalité. Ils doivent apprendre à se repositionner dans ce nouvel espace social plus large et à définir les relations qu'ils entretiennent avec celui-ci. L'adaptation à ce nouvel environnement s'insère alors dans la carrière des migrants, « comme une série d'engagements envers les normes et les institutions, impliquant des changements de comportements et d'opinions.¹⁴²» Or, que ce soit en Allemagne ou en Hongrie, et indépendamment de la nature des politiques migratoires, le processus d'intégration des migrants à leur société d'accueil est parsemé des mêmes embûches auxquelles ils doivent faire face.

¹⁴¹ Andrew GEDDES, Peter SCHOLTEN. *Op cite* 69, p.4

¹⁴² Nader VAHIBI. « La construction sociologique de la carrière migratoire : le cas des migrants iraniens en Europe », *Migrations Sociétés*, no. 150, 2013

1.1. La vie comme minorité : une discrimination au quotidien ?

Aujourd'hui, les principaux obstacles à l'intégration des migrants sont liés aux pratiques discriminatoires qu'ils subissent dans la société d'accueil. Celles-ci « concernent des secteurs aussi divers que le logement, l'éducation, la santé, le travail ou la sécurité sociale.¹⁴³ » Bien que, depuis le début des années 2000, les directives européennes de lutte contre la discrimination offrent un outil juridique pertinent pour combattre ce phénomène au sein des 28 États membres de l'Union européenne, la réalité est qu'il y a une méconnaissance généralisée de ces droits citoyens et que le taux de signalement demeure toujours faible.¹⁴⁴ Par ailleurs, en dépit des politiques d'intégration mises de l'avant par leur gouvernement respectif, une étude du Pew Research Center démontre qu'environ le tiers des individus, autant en Allemagne qu'en Hongrie, considèrent que l'apport culturel des migrants à leur société est négatif.¹⁴⁵

Souvent considéré comme pays d'immigration, l'Allemagne se démarque aujourd'hui par ses politiques migratoires du "vivre-ensemble". D'ailleurs, en 2006, elle instaure une loi sur l'égalité de traitement et crée une instance de contrôle des discriminations. Cependant, cette attitude « n'empêche pas [...] l'existence de fortes inégalités sociales et de discriminations à l'encontre des immigrés et de leurs descendants.¹⁴⁶ » Selon Mohamed Amjahid, le racisme s'est ancré des mentalités au fil des années et persiste encore aujourd'hui, signe que les valeurs promues par les politiques d'intégration ne sont pas totalement intégrées au sein de la population allemande. Même si cette pratique n'est pas majoritaire à travers la population allemande, le MIPEX classe, tout de même, l'Allemagne au 22e rang, sur 38, en ce qui concerne la discrimination. Selon cette organisation, en date de 2012, 4% des migrants affirmaient avoir souffert de discrimination en raison de leur origine.¹⁴⁷ Même si cela semble peu, la crise migratoire de 2015 a, depuis, contribué à exacerber les attitudes discriminatoires à l'égard des migrants et nombreux sont ceux qui n'osent pas dénoncer. L'islamophobie a notamment connu une recrudescence alors qu'en Allemagne, près de 57% des non-musulmans considèrent l'Islam

¹⁴³ OHCHR. *Combattre la discrimination contre les migrants*, [En ligne], <http://www.ohchr.org/FR/AboutUs/Pages/DiscriminationAgainstMigrants.aspx>, page consultée le 12 mars 2018

¹⁴⁴ COMMISSION EUROPÉENNE. *op cite* 82

¹⁴⁵ ANNEXE III

¹⁴⁶ Ingrid TUCCI. « Immigration, intégration et diversité en France et en Allemagne », *Informations sociales*, no. 163, p.116

¹⁴⁷ ANNEXE IV

comme une menace et 61% d'entre eux considéraient cette religion comme incompatible avec leur pays.¹⁴⁸ Par ailleurs, dans un article paru dans le *Hamburger Morgenpost* en 2013, un jeune musulman affirmait : « *plusieurs fois par jour, il faut qu'on montre nos papiers. Pour chaque petite histoire, on reçoit une plainte pour outrage à fonctionnaire. Et même les policiers essaient de nous intimider en nous manquant de respect.* »¹⁴⁹ Alors que les forces de l'ordre affirment contrôler sous soupçon d'actes criminels, plusieurs considèrent que ces actions ont souvent un caractère raciste. Par ailleurs, l'entrée au parlement en 2017, avec 12.6% des voix, du parti nationaliste aux idées racistes, l'AfD, de même que la création, en 2014, de PEGIDA, ce « mouvement that explicitly constructs Islam to be in opposition to the culture of the "Occident." »¹⁵⁰, démontrent clairement la recrudescence de ces idéologies. Au moment le plus fort de la crise, soit à l'automne 2015, PEGIDA avait rassemblé près de 20 000 individus à sa cause.¹⁵¹ Le cas allemand démontre bien l'inefficacité de politiques d'intégration, qui mettent de l'avant des valeurs d'ouverture et de tolérance, lorsque les mesures qu'elles prônent ne sont pas acceptées par la population. Par ailleurs, l'incapacité de ce gouvernement à assurer le bien-être de tout les membres de sa population est une entrave significative à la cohésion sociale.

En Hongrie, les migrants se retrouvent confrontés aux mêmes problèmes, mais ceux-ci sont nettement exacerbés par l'adoption des différentes législations et pratiques politiques du gouvernement hongrois. En effet, selon un rapport de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance publié en 2015, « a radical right-wing populist party openly engages in anti-Roma, antisemitic, homophobic and xenophobic hate speech. However, hate speech is not restricted to extremist parties and groups but occurs across the political spectrum. »¹⁵² Ce rapport souligne que ces pratiques politiques sont à l'origine de nombreux mouvements discriminatoires à l'égard des migrants. Selon MIPPEX, en date de 2012, 6% des individus estimaient avoir été

¹⁴⁸ Götz NORDBRUCH. « Les jeunes musulmans en Allemagne. Entre normalité, racisme et discours salafistes », *Migrations société*, no. 166, 2016

¹⁴⁹ *ibid*

¹⁵⁰ Fenella FLEISCHMANN, Karen PHALET. « Religion and National Identification in Europe: Comparing Muslim Youth in Belgium, England, Germany, the Netherlands, and Sweden », *Journal of Cross-Cultural Psychology*, Vol. 49, 2018, p.46

¹⁵¹ Étienne JACOB. « Allemagne: le mouvement islamophobe Pegida va créer un parti politique », *Le Figaro*, 2016, [En ligne], <http://www.lefigaro.fr/international/2016/07/20/01003-20160720ARTFIG00008-allemande-le-mouvement-islamophobe-pegida-va-creer-un-parti-politique.php>, page consultée le 12 mars 2018

¹⁵² COMMISSION EUROPÉENNE CONTRE LE RACISME ET L'INTOLÉRANCE. *Ecri Report on Hungary* pour le Conseil de l'Europe, 2015, p.9

victime de discrimination en fonction de leur religion ou leur ethnie.¹⁵³ Des voitures garées devant les Mosquées sont incendiés ou encore des lettres de menaces sont adressées à ces institutions de façon régulière. Les Roms sont un autre groupe particulièrement affecté par ces mesures discriminatoires. Selon le Centre européen pour les droits des Roms, il existe une « tendance systématique de la police à infliger des amendes aux Roms pour des délits mineurs, tels que l'absence d'accessoires sur une bicyclette, allant parfois jusqu'à emprisonner ceux qui ne sont pas en mesure de payer.¹⁵⁴ »

En dépit des mesures antidiscriminatoires imposées par l'Union européenne ainsi que des différences marquées entre les politiques migratoires de l'Allemagne et de la Hongrie, les migrants doivent faire face à un problème commun : la discrimination. Cette discrimination nuit notamment à la formation de réseaux sociaux entre les migrants et la société, une étape essentielle de la socialisation des individus. Par ailleurs, ces difficultés d'intégration, jumelées à l'immersion complète dans une société aux valeurs différentes, favorisent, souvent, un retour vers le noyau familial. « C'est à partir des valeurs traditionnelles, des relations stabilisées entre les générations et les sexes qu'ils réussissent à maintenir des éléments culturels qui donnent un sens à leur existence.¹⁵⁵ » Cette attitude peut être à l'origine d'un mouvement ségrégatif et entraver encore plus l'intégration des individus.

1.2. Une socialisation limitée par la ségrégation

Outre les difficultés liées à la discrimination, le processus d'intégration des migrants en Allemagne et en Hongrie peut être impacté par une forte ségrégation urbaine et sociale; en fait, ces deux réalités sont intimement liées. Les attitudes discriminatoires précédemment décrites contribuent fortement à maintenir les migrants dans une classe distincte, et ce, à tous les niveaux sociaux, à l'opposé, le fait pour les migrants de se retrouver en permanence dans une situation de ségrégation peut favoriser la discrimination à leur égard. Cette ségrégation limite la socialisation des migrants puisqu'elle limite la formation de réseaux sociaux à l'extérieur du noyau familial en

¹⁵³ ANNEXE V

¹⁵⁴ HUMAN RIGHTS WATCH. *Union européenne- Évènements de 2015*, [En ligne], <https://www.hrw.org/fr/worldreport/2016/country-chapters/285181>, page consultée le 15 mars 2018

¹⁵⁵ Dominique SCHNAPPER. *op cite* 47

plus de contribuer à la marginalisation des minorités. Or, pour atteindre la cohésion sociale souhaitée par le processus d'intégration, il est essentiel que les individus puissent sociabiliser et créer de nouveaux liens sociaux avec leur entourage au sein d'un même environnement.

Parmi ces formes de ségrégations qui persistent et qui rendent le processus de socialisation et d'intégration particulièrement difficile, il y a la ségrégation résidentielle ou spatiale. Ce type de ségrégation « renforce les effets de la marginalisation professionnelle et des origines ethniques dévalorisées.¹⁵⁶ » Comme défini précédemment, cette marginalisation est l'un des facteurs qui entrave la cohésion sociale et, ainsi, le processus d'intégration. À cet effet, « immigrant residential segregation has been a long-standing concern in many developed countries », et plusieurs craignent l'émergence d'une société parallèle.¹⁵⁷ Que ce soit par choix, afin de favoriser la consommation de biens ethniques et la diminution des contacts avec la population native, ou encore imposée par les normes sociales de la société d'accueil, plusieurs migrants s'établissent dans des zones résidentielles distinctes. Selon Schnapper, cette communautarisation est contraire « à l'idée de mobilité, sociale et géographique, et à la possibilité des échanges généralisés propres à la société démocratique moderne.¹⁵⁸ » Cependant, ce problème peut également découler d'un manque de cohésion dans la société, alors que les uns peuvent interpréter différemment les besoins des autres. À ce propos, en 2014, une étude du Pew Research Center démontrait que près de 60% des répondants allemands estimaient que les migrants dans la société souhaitaient vivre de façon distincte dans la société.¹⁵⁹ Alors qu'aucune étude n'a été réalisée pour connaître la volonté des migrants, il est possible que croire que les migrants ne partagent pas cette vision. Par ailleurs, selon une étude de Dill et Jirjahn, en Allemagne de l'Ouest, les immigrants vivant dans des zones résidentielles ségréguées seraient plus susceptibles d'être victime de discrimination. Depuis la crise migratoire, « social scientists are finding that the segregation of German cities into socially and ethnically distinct neighborhoods is progressing.¹⁶⁰ » La situation est semblable en Hongrie. À ce propos, en 2017, László Toroczkaï, le maire du village d'Asotthalom,

¹⁵⁶ Dominique SCHNAPPER. *op cite* 47

¹⁵⁷ Verena DILL, Uwe JIRJAHN. « Ethnic residential segregation and immigrants' perceptions of discrimination in West Germany », *Urban Studies*, Vol. 51, 2014, p. 3330

¹⁵⁸ Dominique SCHNAPPER. *op cite* 47

¹⁵⁹ ANNEXE VI

¹⁶⁰ Maximilian POPP & al. « German Turks Struggle to Find Their Identity », *Spiegel Online*, 2011, [En ligne], <http://www.spiegel.de/international/germany/at-home-in-a-foreign-country-german-turks-struggle-to-find-their-identity-a-795299-2.html>, page consulté le 15 mars 2018

maintenait cette ségrégation urbaine en invitant les individus « who don't want to live in a multicultural society », à venir s'établir dans son patelin.¹⁶¹ Il estime qu'il est primordial de conserver les traditions et valeurs européennes et qu'une trop grande intégration des musulmans à la société représente une menace. Sous des propos d'uniformisation qui s'apparente, *a priori*, au modèle républicain de Schnapper, les propos de Toroczkai contribuent à accentuer les problèmes de cohésion sociale dans la société hongroise en marginalisant un groupe ethnique. En effet, comme mentionné précédemment, l'application du concept républicain ne peut être un succès pour l'intégration s'il devient vide de sens et utilisé comme outil de propagande nationaliste.

À cela s'ajoutent les ségrégations sociales, notamment dans le domaine de l'éducation ou de l'emploi. La Hongrie se démarque particulièrement avec une ségrégation scolaire discriminatoire à l'égard des minorités, particulièrement des élèves Roms. Rorke estimait, en 2016, que 45% des enfants Roms étaient placés dans des classes, ou mêmes de établissements différents en fonction de leur appartenance ethnique.¹⁶² En Allemagne, à Berlin, la scolarisation des enfants de migrants se fait souvent dans des classes distinctes, qui sont souvent séparées des classes régulières. Or, cette séparation spatiale « rend plus difficile l'interaction avec des enfants berlinois » et contribue à maintenir la ségrégation dans la société. Par ailleurs, « 60 % des étudiants issus de l'immigration fréquentent une école située dans des secteurs où plus de la moitié de la population est également issue de l'immigration.¹⁶³ » Selon Schnapper, « ce rassemblement des enfants des immigrés nourrit les processus d'enfermement dans le quartier et de marginalisation, la langue et les manières deviennent des marqueurs qui rendent de plus en plus difficile la participation à la vie sociale en dehors de la cité.¹⁶⁴ » Même si les politiques adoptées par l'Allemagne visaient initialement à favoriser l'intégration des migrants, cette situation démontre clairement les répercussions collatérales de ces décisions. Dans ce cas-ci, le problème de ségrégation découle directement des politiques gouvernementales.

¹⁶¹ May BULMAN. « Hungarian mayor seeks to ban Muslims and gay people from his village », *Independent*, 2017, [En ligne], <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/muslims-gay-people-not-welcome-hungary-mayor-asotthalom-laszlo-toroczkai-lgbt-rights-islamophobia-a7566916.html>, page consultée le 15 mars 2018

¹⁶² HUMANIUM. *La ségrégation scolaire des enfants Roms : la discrimination à l'école en Hongrie*, [En ligne], <https://www.humanium.org/fr/la-segregation-scolaire-des-enfants-roms-la-discrimination-a-lecole-en-hongrie/>, page consultée le 15 mars 2018

¹⁶³ HUMANIUM. *Les efforts déployés par l'Allemagne pour éduquer ses immigrants sont-ils à la hauteur ?*, [En ligne], <https://www.humanium.org/fr/eduquer-immigrants-allemaagne/>, page consultée le 15 mars 2018

¹⁶⁴ Dominique SCHNAPPER. *op cite* 47

1.3. L'initiation à une langue étrangère

Mis à part les phénomènes de discrimination et de ségrégation, les migrants, tant en Allemagne qu'en Hongrie, doivent également faire face à la barrière linguistique qui les oppose à la société d'accueil. Il faut savoir que l'acquisition de la langue du pays d'accueil devient un processus social à travers lequel les migrants socialisent avec leur entourage; c'est une étape essentielle du processus de socialisation primaire précédemment détaillé. Comme le souligne Kasper et Schmidt, « ce serait une erreur de considérer les problèmes du développement de la PIL (pragmatique interlangagière) dans des termes purement cognitifs, tant les stratégies de l'action langagière sont étroitement liées à l'identité personnelle et sociale.¹⁶⁵ » La maîtrise de la langue du pays d'accueil, pour les migrants, leur permet de se définir comme individu, mais également d'interagir avec le milieu qui les entoure et de développer des connaissances socio-culturelles, ce que certains appellent la socialisation langagière. Cela facilite également l'établissement de rapports sociaux extérieurs à ceux de la culture d'origine. Elle permet de briser les barrières ségrégatives et les conséquences qu'elles engendrent. Or, cette acquisition représente un défi de taille pour plusieurs migrants. Dépendamment de la nature de l'acquisition de cette langue, de la volonté du migrant, de la personnalité de celui-ci et du style d'acquisition, le processus peut être plus ou moins facile.

En Allemagne et en Hongrie, ces différences linguistiques entre les citoyens et les migrants rend encore plus difficile l'intégration des individus à la communauté, car il faut plus de « temps pour les volontaires d'enseigner aux réfugiés [...] les atouts culturels du pays.¹⁶⁶ » Pour plusieurs migrants, la maîtrise de la langue d'accueil, que ce soit l'allemand ou le hongrois, représente l'une des seules portes d'entrée vers une intégration plus complète à la société. En effet, pour plusieurs individus, il est essentiel de maîtriser, autant peu soit-il, la langue nationale du pays afin de pouvoir accéder aux processus de naturalisation, par exemple, pour trouver un emploi ou encore afin de participer à la vie politique du pays. Pour les enfants qui souhaitent poursuivre leur parcours scolaire dans le réseau d'éducation nationale, la maîtrise de la langue est une nécessité.

¹⁶⁵ Celia ROBERTS. « Acquisition des langues ou socialisation dans et par le discours ? Pour une redéfinition du domaine de recherche sur l'acquisition des langues étrangères », *Langages*, 1999

¹⁶⁶ Awoin Christelle-Raissa ASSAMENÉ. Immigration et intégration en Allemagne, [En ligne], <http://www.abidjan.diplo.de/contentblob/4861554/Daten/6784715/RapportImmigration2016.pdf>, page consultée le 15 mars 2018, p.6

2. DES PROGRAMMES SOCIAUX FACILITANT L'INTÉGRATION DES MIGRANTS

L'intégration des migrants à la société allemande et hongroise est largement dépendante des politiques migratoires adoptées par les pays. Or, celles-ci, comme vu précédemment, diffèrent largement d'un pays à l'autre. Dans certains cas, comme la Hongrie, en raison de l'hostilité des pratiques politiques, il est difficile, pour un migrant, d'aller chercher, au niveau gouvernemental, les outils nécessaires à son intégration. Or, l'existence de différentes organisations non-gouvernementales ou intergouvernementales vient combler ce manque et offrir aux migrants des outils qui facilitent leur intégration sociale. Celles-ci favorisent également « l'acceptation de leur présence sur le territoire national par les citoyens européens.¹⁶⁷ » En permettant à la société d'assurer le bien-être de tous ses membres, ces organisations contribuent à la cohésion sociale et favorisent la réussite du projet d'intégration des migrants. Bien évidemment, ces organismes ne bénéficient pas tous du même appui de la part de leur gouvernement national respectif. Cependant, leur vocation demeure la même en Allemagne et en Hongrie, soit celui de faciliter l'intégration des migrants à la société.

2.1. Des ONG pour les migrants qui s'opposent aux politiques nationalistes hongroises

En Hongrie, la nature des politiques migratoires adoptées par le gouvernement complique nettement l'intégration des migrants à la société en nuisant, notamment, à la cohésion sociale. Or, certains organismes se présentent comme des acteurs facilitateurs à cette intégration qui permettent aux migrants d'intégrer le modèle républicain adopté par le pays. Des entrevues ont été réalisées par Laura Tarafás auprès de différents professionnels qui agissent à travers des organisations qui visent à faciliter l'intégration des migrants en Hongrie. De tous les témoignages reçus, « aucun n'a nié les difficultés extrêmes du travail, donnant parfois l'impression de se battre contre des moulins à vent.¹⁶⁸ » D'ailleurs, en date de février 2018, « the Hungarian government submitted three bills to parliament [...] that would penalize and restrict groups working on asylum

¹⁶⁷ EUROPA. 2017 – L'accueil des réfugiés et des migrants dans les sociétés européennes – Défis, enjeux et approches de solutions, 2017, [En ligne], <http://www.europaong.org/actions/seminaires-europeens/2017-laccueil-des-refugies-et-des-migrants-dans-les-societes-europeennes/>, page consultée le 16 mars 2018

¹⁶⁸ Laura TARAFAS. « La Hongrie : un pays de transit vers l'Europe de l'Ouest ou une nouvelle patrie pour les mineurs (isolés) étrangers ? », *L'autre*, Vol. 17, 2016.

and migration issues.¹⁶⁹ » Ces mesures forceraient, entre autres, les travailleurs de ces organisations à se soumettre à des évaluations de sécurité supplémentaires et à des taxes additionnelles sur les sources de financement étrangères. Bien que ces mesures n'aient pas encore officiellement été acceptées, elles suscitent de nombreuses réactions, notamment de la part de Human Rights Watch. Cela démontre clairement le contexte dans lequel évoluent ces groupes. Toutefois, contrairement à la pensée selon laquelle les pratiques des organisations transnationales s'harmonisent uniquement avec les cadres institutionnels nationaux, «les pratiques des organisations transnationales des migrants sont aussi marquées par la façon dont ces organisations articulent leur orientation transnationale avec l'impératif de l'intégration.¹⁷⁰ » Dans ce cas-ci, la vision promue par l'Union européenne et d'autres membres de l'Union européenne, dont l'Allemagne, servent notamment d'appui pour légitimer les actions que ces organisations entreprennent en Hongrie.

En Hongrie, nombreuses sont les organisations qui ont été fondées, dont plusieurs pendant la guerre de Yougoslavie, afin de répondre à l'important flot de demandeurs d'asile affectés par les horreurs de la guerre. En plus de ces individus, les minorités ethniques Roms ont également pu bénéficier des services offerts par ces organisations, puisque ceux-ci sont très souvent discriminés et marginalisés en raison de leur ethnie. Or, l'arrivée de plusieurs milliers de migrants depuis le début de 2010, a réaffirmé la nécessité du rôle de ces organisations sur le territoire hongrois. L'une des premières organisations non-gouvernementales à avoir vu le jour en Hongrie est l'Hungarian Association for Migrants, également appelé l'Association Menedék. Cette organisation « propose – entre autres – les formations et les ateliers de sensibilisation aux éducateurs, enseignants, assistantes sociales travaillant avec les mineurs isolés étrangers, aux gardiens de prison et policiers.¹⁷¹ » Elle souhaite établir une passerelle de communication entre les migrants et la société d'accueil. D'autres organisations comme l'Artemisszió Foundation, qui souhaite renforcer « relations among people, improve communication and conflict-resolution

¹⁶⁹ HUMAN RIGHTS WATCH. Hungary: Bills Seek to Block Migrant Support, 2018, [En ligne], <https://www.hrw.org/news/2018/02/17/hungary-bills-seek-block-migrant-support>, page consultée le 16 mars 2018

¹⁷⁰ Anna AMELINA, Thomas FAIST. « Turkish Migrant Associations in Germany: Between Integration Pressure and Transnational Linkages », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 24, no. 2, 2008, pp. 91-120

¹⁷¹ Laura TARAFAS. *op cite* 169

skills, and contribute to the development of tolerance, mutual understanding and cooperation¹⁷² », le Migrant Solidarity Group ou encore la Fondation Cordelia viennent offrir des services alternatifs de promotion et facilitation du dialogue culturel. Cette dernière fondation applique, notamment, « la méthode hongroise non-verbale,[développée par Lilla Hárdis], ayant pour but d'utiliser le dessin, la peinture, le mouvement et les objets symboliques en tant qu'objets transitionnels qui établissent une relation entre la personne et la thérapeute et/ou avec le groupe.¹⁷³ » Ce dialogue que permet les associations est essentiel dans un pays qui suit le modèle républicain comme la Hongrie. En effet, puisque la nation se construit autour d'un concept d'uniformité en Hongrie, la cohésion sociale ne pourra être atteinte que si tous parviennent à s'intégrer à ce modèle social. Il est essentiel de pouvoir donner des outils aux migrants afin d'éviter leur marginalisation et de leur permettre d'intégrer cette vision. Par leurs actions, ces organisations facilitent le processus d'intégration tropique et systémique des migrants à la société hongroise. Elles viennent offrir une aide alternative qui n'est pas offerte par le modèle nationaliste du gouvernement.

2.2. Allemagne : des associations pour les migrants comme passerelle sociale

Tout comme en Hongrie, les migrants qui choisissent l'Allemagne peuvent bénéficier du support de diverses organisations qui facilitent leur intégration à la société allemande. Toutefois, contrairement à la Hongrie, les politiques migratoires d'intégration de l'Allemagne favorisent déjà l'établissement du dialogue entre la société civile et les nouveaux arrivants. En effet, les valeurs adoptées par le gouvernement allemand permettent la cohésion sociale, en favorisant le bien-être de tous, dans un contexte multiculturel. Or, il est important que l'ensemble de la société civile partage les valeurs promues par le gouvernement. En effet, l'exemple, précédemment abordé, concernant la discrimination, démontre l'inefficacité des politiques d'ouverture et d'acceptation lorsque la population n'intègre pas les valeurs promues au niveau national. Les organisations viennent donc appuyer les initiatives gouvernementales en offrant des outils concrets, aux migrants et à la société, qui permettent aux migrants de trouver leur place dans la société. En fait, « all over Germany, volunteers, government ministries, organisations, foundations and

¹⁷² ARTEMISSZIO FOUNDATION. Artemisszió Foundation, [En ligne], <http://www.annalindhfoundation.org/fr/members/artemisszio-foundation>, page consultée le 16 mars 2018

¹⁷³ Laura TARAFAS. *op cite* 169

associations are helping incoming refugees.¹⁷⁴ » Selon des chercheurs la multiplication des associations de migrants est allée de pair avec la spécialisation de ceux-ci. « Aujourd'hui, les chercheurs et les experts soulignent le rôle des organisations de migrants comme un élément constitutif de la démocratie ; elles contribuent à une perception positive des migrants, jouent un rôle important pour la constitution de réseaux et favorisent l'intégration sociale.¹⁷⁵ » D'ailleurs, contrairement à la Hongrie, les initiatives allemandes d'intégration des migrants sont fortement appuyées par le gouvernement.

Parmi les organisations qui offrent un soutien aux migrants en Allemagne, certaines offrent un soutien global, dans plusieurs domaines. Il y a notamment Caritas, qui « offers these people help, represents their interest in the world of politics and in the public sphere, and works towards a peaceful and open society.¹⁷⁶ » Cette organisation offre de l'aide immédiate, notamment en ce qui concerne l'accueil et l'établissement de refuges temporaires, mais également de l'aide à plus long-terme en offrant, notamment, des services pour faciliter le processus de demande d'asile ou de recherche d'emplois. D'autres organisations concentrent leurs efforts sur des secteurs en particulier. Par exemple, *Welcome Pilots*, une initiative gouvernementale, ou encore *KfW Grants*, une fondation privée, travaillent de concert afin de favoriser l'accès au marché du travail pour les migrants.¹⁷⁷ Certaines initiatives, comme *Welcome classes*, visent à intégrer les enfants migrants au système scolaire allemand en supportant leur apprentissage; alors que d'autres, dont *Refugees Welcome*, offrent des plateformes qui facilitent la recherche de logements pour les nouveaux arrivants. Ces initiatives couvrent différents autres secteurs liés à l'intégration des migrants dans la société allemande, dont les sports, les médias, l'art, les recours juridiques adaptées, etc... Bref, tout comme en Hongrie, elles facilitent l'intégration des migrants à la société en leur offrant des outils adaptés, mais également en sensibilisant la société d'accueil à cette réalité, et ce, même si la nature de l'appui gouvernemental diffère d'un pays à l'autre.

¹⁷⁴ Clara KRUG. Many helping hands – initiatives for refugees, 2015, [En ligne], <https://www.deutschland.de/en/topic/politics/development-dialogue/many-helping-hands-initiatives-for-refugees>, consulté le 16 mars 2018

¹⁷⁵ Karin WEISS, *op cite* 95, p .8

¹⁷⁶ CARITAS GERMANY. *What does Caritas do for refugees in Germany?*, [En ligne], <http://www.caritas-germany.org/focus/currentissues/what-does-caritas-do-for-refugees-in-germany>, consulté le 16 mars 2018

¹⁷⁷ Clara KRUG. *op cite* 174

3. POLITIQUES D'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ : UN PASSAGE NÉCESSAIRE À L'INTÉGRATION DES MIGRANTS

Au cours des dernières années, les débats publics, concernant l'intégration des migrants en Europe, se sont largement tournés vers les politiques d'acquisition de la nationalité et des droits de citoyenneté. Pour le Global Citizen Observatory, « through their laws on citizenship [...], states determine [...] for whom they assume responsibility vis-à-vis other states. Citizenship is thus a fundamental feature of the international state system. » Le processus de naturalisation n'est pas une condition obligée à une intégration des migrants réussie à la société. En effet, plusieurs migrants peuvent très bien s'intégrer sans avoir recours à ce processus. Cependant, l'acquisition de la nationalité relève directement du processus d'intégration structurelle des migrants à leur société d'accueil en lui permettant d'avoir accès à une variété de droits et devoirs qui leur étaient autrefois refusés. Cela leur permet de participer plus activement, entre autres, à la vie politique de leur pays. Schnapper soutient que « dans la société démocratique moderne, le lien entre les hommes [...] est politique.¹⁷⁸ » À cet effet, une étude de l'ACIT signifiait que « immigrants who have naturalised are often better off than immigrants who have not naturalised. [They] are more often employed, less often overqualified for their jobs, have better housing conditions and have less difficulty paying household expenses.¹⁷⁹ » Cela permet également de favoriser la cohésion sociale en réduisant considérablement la discrimination et la marginalisation; « naturalisation encourages the public to recognise immigrants as their equals and develop together a new shared sense of belonging to the country.¹⁸⁰ » D'où la pertinence d'analyser ces politiques pour comprendre l'intégration des migrants en Hongrie et en Allemagne. Dans l'Union européenne, selon le principe de subsidiarité, chaque pays possède les compétences politique et juridique qui lui permettent d'administrer ces politiques d'acquisition de la nationalité sur son territoire. D'ailleurs, « citizenship laws significantly influence how many immigrants become citizens because they determine the conditions under which immigrants can choose to naturalise.¹⁸¹ » Dépendamment de la nature de ces politiques, l'intégration des migrants s'en retrouve plus ou

¹⁷⁸ Dominique SCHNAPPER. *Qu'est-ce que la citoyenneté*, Folio, 2002, p.11

¹⁷⁹ MIGRATION POLICY GROUP. *Access to citizenship and its impact on immigrant integration - Handbook for Hungary*, 2012, p. 17

¹⁸⁰ MIGRATION POLICY GROUP. *Access to citizenship and its impact on immigration integration - European Summary and Standard*, 2013, p.20

¹⁸¹ MIGRATION POLICY GROUP. *Access to citizenship and its impact on immigration integration - Handbook for Germany*, 2013, p. 7

moins faciliter. Contrairement aux points précédents, où la situation d'intégration des migrants regroupe plusieurs similitudes, les politiques d'acquisition de la nationalité diffèrent en plusieurs points entre l'Allemagne et la Hongrie, ce qui modifie considérablement le processus intégratif des migrants à la société.

3.1. Le *jus sanguinis* : une conception ethnique de la nationalité hongroise

Tel que vu dans la section précédente, la Hongrie entretient une attitude ethnoculturellement sélective vis-à-vis des migrants et de ses politiques d'intégration. Schnapper soutient que cette attitude s'insère dans le modèle républicain, qui prône l'établissement d'une société où les citoyens sont indifférenciés. Or, cette mentalité se reflète également à travers les modèles de politiques de la nationalité adoptées par le pays. À cet effet, une étude réalisée en 2013, dans le cadre du projet *Access to citizenship and its impact on immigrant integration*, a démontré que « Hungary's exceptionally generous access to naturalisation for anybody living inside or outside of Hungary who can proof 'likely origin from Hungary' including any ancestry in the Hungarian empire.¹⁸² » En effet, l'amendement apporté au *Hungarian citizenship Law*, en 2010, permet une procédure simplifiée¹⁸³ de naturalisation des descendants de parents hongrois et à ceux qui maîtrisent la langue hongroise afin de « "réunir la nation hongroise" et ainsi "réparer l'erreur historique de Trianon".¹⁸⁴ » En Hongrie, contrairement à la plupart des pays de l'Union européenne, le processus de naturalisation se fait majoritairement à partir du concept de *jus sanguinis*, c'est-à-dire une conception ethnique de la nation associée au droit du sang.¹⁸⁵ Cela contribue à maintenir l'uniformisation de la société et, indirectement, à la marginalisation des minorités ethniques. Plusieurs estiment que ce préférentialisme ethnique, qui s'exprime à travers les différentes législations et politiques du gouvernement, « has been considered to counterbalance the troubled history of a nation artificially split among various states and as a tool for preserving cultural identity in the twentieth century.¹⁸⁶ » Toutefois, d'autres critiquent cette approche trop nationaliste.

¹⁸² MIGRATION POLICY GROUP. *op cite* 179, p. 11

¹⁸³ ANNEXE VII

¹⁸⁴ Corentin LEOTARD. « Viktor Orbán veut reconquérir la diaspora hongroise en la naturalisant », 24H, 2017, [En ligne], <https://www.24heures.ch/monde/europe/viktor-orban-veut-reconquerir-diaspora-hongroise-naturalisant/story/11093851>, consulté le 16 mars 2018

¹⁸⁵ ANNEXE VIII

¹⁸⁶ Maria M. KOVACS, Judith TOTH. « Country Report: Hungary », EUDO Citizenship Observatory, 2013, p. 1

L'acquisition de la citoyenneté par le droit du sol, c'est-à-dire par le principe du *jus solis* est également utilisé mais de façon auxiliaire, contrairement à l'Allemagne qui l'utilise à part entière. D'ailleurs, « Hungary has one of the longest de facto residence requirements in Europe[...]. Immigrants can apply for naturalisation if they have resided in Hungary for eight years after long-term residency status has been acquired (which itself can be a three year process).¹⁸⁷ » Pendant ces huit années, les demandeurs de résidence ne peuvent s'absenter que pour une période consécutive de plus de 6 mois. Afin d'accéder au statut de citoyen hongrois, les demandeurs doivent passer un examen de connaissances civiques qui, selon l'ACIT, est nettement plus exigeant que dans plusieurs autres pays de l'Union européenne, dont certains n'exigent aucun test. Parmi les examens auxquels sont soumis les demandeurs, il y a celui concernant la constitution, l'histoire hongroise ainsi que celui sur la littérature hongroise. De façon générale, le régime hongrois d'accès à la citoyenneté est plus restrictif que parmi les autres pays de l'Union européenne. Toutefois, la Hongrie reconnaît le statut particulier des réfugiés et leur permet d'entamer le processus de naturalisation après trois ans de résidence sur le territoire. Cependant, « naturalised or naturalising immigrants cannot transfer or extend Hungarian citizenship to their children, unlike in many EU countries. Similarly, there is no provision that automatically extends citizenship to the spouse of a person who naturalises.¹⁸⁸ »

Or, en considérant que l'accès à la naturalisation en Hongrie découle d'abord et avant tout du principe de *jus sanguinis* et que plusieurs des migrants qui habitent le territoire hongrois proviennent du Moyen-Orient, d'Afrique ou de parents Roms, il devient extrêmement difficile pour ces individus d'avoir accès à cette naturalisation dans les prochaines années et ainsi de s'intégrer structurellement à la société. En effet, peu d'entre eux possèdent des origines hongroises et maîtrisent parfaitement la langue. Si certains d'entre eux peuvent être considérés comme réfugiés et bénéficier de la procédure accélérée de trois ans, d'autres, comme les Roms, doivent avoir recours à la naturalisation par *jus solis* régulière et se soumettre aux exigences de celle-ci. La longueur et la complexité des procédures limitent l'accès permanent de plusieurs minorités au territoire et contribue à maintenir l'uniformisation de la population. Il faut également savoir que le processus de naturalisation en Hongrie est largement discrétionnaire au pouvoir

¹⁸⁷ MIGRATION POLICY GROUP. *op cite* 179, p.9

¹⁸⁸ MIGRATION POLICY GROUP. *op cite* 179, p. 10

étatique, ce qui laisse une place démesurée à l'interprétation subjective.¹⁸⁹ Or, dans une optique ou le gouvernement de Orbán est ouvertement hostile aux migrants, il est facile de penser que les demandes de naturalisation de ces individus seront traitées de façon subjective. Peu de données sont disponibles quant aux répercussions de la naturalisation sur l'intégration des migrants en Hongrie. Toutefois, selon l'étude de l'ACIT, les migrants sont plus susceptibles de se trouver un emploi, lorsque naturalisés.

3.2. La naturalisation allemande facilitée par la coexistence des principes de *jus solis*¹⁹⁰ et de *jus sanguinis*

Graduellement devenue pays d'immigration, l'Allemagne s'oppose à la Hongrie en adoptant des politiques migratoires d'intégration davantage inclusives. Sa vision s'apparente davantage au modèle pluraliste de Schnapper, soit un modèle pluriculturel. Toutefois, en dépit de ces politiques inclusives, l'Allemagne utilise, encore aujourd'hui, des politiques de naturalisation relativement strictes, vestiges d'un passé conservateur plus républicain et réticent à l'immigration. Néanmoins, contrairement à la Hongrie, ces mesures tendent à s'assouplir. Tout comme en Hongrie, depuis l'instauration du *German Nationality Act* de 1913, le principe du *jus sanguinis* était la principale, sinon quasi l'unique, voie pour accéder à la citoyenneté allemande. « En Allemagne de l'Ouest après 1945, le concept [a] servi comme garantie des droits de la citoyenneté des Allemands vivant en Allemagne de l'Est.¹⁹¹ » Or, depuis la réunification des deux Allemagnes, plusieurs ne voyaient pas la nécessité d'une telle restriction. Dans cette optique, « la réforme de la loi sur la nationalité en Allemagne, entrée en vigueur en 2000, a introduit des éléments du droit du sol dans la législation et a abaissé à huit ans (contre quinze ans avant cette date) la durée du séjour légal requise pour une naturalisation.¹⁹² » À l'image de la Hongrie, durant cette période, les demandeurs ne doivent pas s'absenter pour une période dépassant les six mois. Pour plusieurs, l'entrée en vigueur de cette politique « can be a signal of a welcoming and inclusive society for future and more recent immigrants.¹⁹³ » Par ailleurs, l'Allemagne investit beaucoup d'efforts afin de promouvoir la naturalisation auprès des migrants. Elle a, notamment, instauré des « piloted

¹⁸⁹ ANNEXE IX

¹⁹⁰ ANNEXE X

¹⁹¹ CENTRE MONDIAL DU PLURALISME. *op cite* 106, p.1

¹⁹² Ingrid TUCCI. *op cite* 146

¹⁹³ MIGRATION POLICY GROUP. *op cite* 180, p. 13

naturalisation campaigns, information material and citizenship ceremonies » un peu partout dans les *Länder*. Contrairement à la Hongrie, « Germany provides less preferential access to citizenship to certain groups based on their special ties or contributions to the country ¹⁹⁴ », même si elle attribue toujours un accès préférentiel aux descendants d'origine germanophone. Cependant, malgré les nombreux changements apportés à la législation allemande à cet égard, « according to the information by the Statistical Office in 2013 the naturalisation rate was only 2.3 per cent. ¹⁹⁵ » Aussi, tout comme en Hongrie, les immigrants doivent se soumettre à plusieurs tests connaissances langagières et civiques dans le processus de naturalisation. Toutefois, pour les migrants qui remplissent les obligations légales, il est plus facile de fournir les documents nécessaires que dans la plupart des autres pays de l'Union européenne, incluant la Hongrie. Par ailleurs, contrairement à la Hongrie qui adopte un processus de naturalisation différencié pour les réfugiés, la procédure allemande s'applique de la même façon aux réfugiés, sans procédure spéciale.

En dépit de ses politiques migratoires d'intégration largement inclusive, les migrants s'établissent en Allemagne doivent remplir les nombreuses conditions requises par le processus de naturalisation qui, malgré de récents changements, demeure relativement stricte. Cela complique considérablement l'intégration structurelle des migrants à la société. Toutefois, même si certains perçoivent une certaine similitude entre le système hongrois et allemand, l'Allemagne démontre une ouverture grandissante à l'égard de la naturalisation des migrants, notamment en limitant l'accès privilégié des descendants allemands, en réduisant le nombre d'années de résidence requis ou encore en considérant le principe de *jus solis* comme partie intégrante du processus de naturalisation. Ces mesures s'inscrivent dans la pluralisation du modèle politique que connaît l'Allemagne depuis le début des années 2000. Cette attitude est un outil facilitateur à l'intégration des migrants à leur société d'accueil, puisqu'elle réduit la discrimination et la ségrégation à leur égard. D'ailleurs, l'étude de l'ACIT démontre que les « immigrants that have not become German citizens are more slightly more likely to be unemployed, twice as likely to 'have difficulties making ends meet', and twice as likely to live in social housing. ¹⁹⁶ »

¹⁹⁴ MIGRATION POLICY GROUP. *op cite* 181, p.11

¹⁹⁵ Kay HAILBRONNER, Anuscheh FARAHAT. « Country Report on Citizenship Law: Germany », European University Institute, 2015, p.32

¹⁹⁶ MIGRATION POLICY GROUP. *op cite* 181, p.21

4. RÉCEPTIVITÉ DIFFÉRENCIÉE DES PAYS HÔTES À L'INTÉGRATION SOCIALE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DES MIGRANTS

Parallèlement à ces constats sur les politiques d'acquisition de la nationalité en Allemagne et en Hongrie, la question de l'intégration sociale, politique et économique des migrants et de leurs descendants à la société demeure prioritaire pour l'Union européenne. Or, les études démontrent que la nature des politiques migratoires des États influence directement l'intégration des individus à ce niveau. Alors que l'harmonisation des politiques allemandes à la vision intégratrice de l'Union européenne permet, aux acteurs concernés, d'assurer une intégration plus complète des migrants à la société et offre davantage d'outils pour y parvenir, en Hongrie, « le manque de moyens facilitant l'intégration des personnes obtenant un statut légal ¹⁹⁷ » est flagrant et impacte directement le quotidien de ces individus. Cette partie s'attardera à définir et comprendre les différences qui existent au niveau de l'intégration des migrants à la vie économique, politique et sociale de leur communauté.

4.1. Participation à la vie économique

La participation à la vie économique, notamment par l'intégration au marché du travail, est primordiale dans le processus d'intégration des individus. En effet, le marché du travail fait partie intégrante du processus de socialisation secondaire, « puisque tout au long de sa vie professionnelle, le travailleur continue à s'intégrer aux valeurs et à la culture de l'entreprise », en plus de lui permettre de définir son identité sociale.¹⁹⁸ Il permet également, aux migrants de devenir des acteurs actifs dans leur société et de se sortir du cercle de la pauvreté, ce qui peut contribuer à augmenter le sentiment d'appartenance envers sa communauté et réduire la discrimination et la ségrégation à leur égard. D'ailleurs, « l'article 99 du consensus européen pour le développement, adopté en 2006, témoigne [...] que "l'emploi est un facteur essentiel pour parvenir à un niveau élevé de cohésion sociale."¹⁹⁹ » Or, toutes les formes d'emplois ne permettent pas d'accroître la cohésion sociale, « il faut qu'il soit de qualité et que le rapport que les individus

¹⁹⁷ Laura TARAFAS. *op cite* 169, p. 55

¹⁹⁸ STUDYRAMA. Travail et intégration sociale, 2010, [En ligne], http://www.studyrama.com/IMG/pdf/cours_economie_10.pdf, consulté le 20 mars 2018

¹⁹⁹ Charles FLEURY et al. *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg - Chapitre 5*, Regards Croisé, 2014, p.

entretiennent avec lui soit positif.²⁰⁰ » l'inverse est aussi vrai. Le chômage et la précarité de l'emploi peut également affaiblir durablement le processus de socialisation, d'où l'importance de favoriser l'insertion sur le marché du travail pour les migrants.

4.1.1. Une intégration mitigée du marché du travail en Allemagne

Tel que vu précédemment, dès les premiers instants de la crise migratoire en Europe, l'Allemagne s'est mobilisée afin de mettre en place des initiatives qui permettent l'intégration des migrants à la société allemande. Ces mesures ont eu des répercussions dans toutes les sphères de la société, y compris dans le secteur du travail. Elles ont permis l'adoption de mesures qui assurent le bien être de tous et, donc, favorisent la cohésion sociale par l'intégration tropique des migrants dans un milieu de travail. Parmi celles « en tête de liste, on trouve l'intégration sur le marché du travail et l'acquisition des qualifications adéquates.²⁰¹ » À travers leur organisation, les employeurs « n'ont pas hésité à s'engager en faveur de l'intégration [...] à travers la multiplication des actions de formation en leur direction et en réclamant un assouplissement de leur accès au marché du travail.²⁰² » Grâce, entre autres, à ces revendications, des changements ont été apportés en matière d'emploi, au niveau législatif, en avril 2016. Cette nouvelle série de mesure offre, notamment, une « garantie de séjour étendue à toute la durée de l'apprentissage doit sécuriser la situation des jeunes en formation et apporter plus de "sécurité juridique" aux entreprises formatrices [ainsi qu'un] accès plus rapide aux aides publiques à la formation pour les demandeurs d'asile ayant de "bonnes perspectives" de reconnaissance.²⁰³ » Cette réforme permet aussi aux demandeurs d'asile d'avoir accès au travail trois mois après leur arrivée en Allemagne, contrairement à un minimum de neuf mois ailleurs dans l'Union européenne. Même avant l'arrivée de la vague de migrants, en 2015, l'Allemagne mettait sur pied *Willkommenskultur*, un projet à saveur sociétale qui plaçait l'intégration des migrants au centre des stratégies des entreprises locales et qui incitait le gouvernement à assouplir les mesures d'accès au travail pour ces individus. Cependant, en dépit de ces initiatives gouvernementales, il faut également considérer le taux d'insertion des migrants au marché de l'emploi et la qualité de celui-ci pour

²⁰⁰ *ibid.*

²⁰¹ Karin WEISS, *op cite* 95, p.7

²⁰² Marcus KAHMANN et al. « Employeurs et réfugiés : l'intégration au service d'une stratégie de long terme », *Chroniques Internationales de l'IRES*, no. 154, 2016, p.11

²⁰³ *ibid.*, p.21

déterminer si le projet est une réussite. Or, selon une étude de l'Institute for Employment Research, qui date de 2016, seulement 15,1% des migrants en provenance d'Asie ou d'Afrique étaient actifs sur le marché du travail, comparativement à 66,9% pour ceux originaire d'Allemagne.²⁰⁴ Également, selon MIPEX, parmi les migrants ayant un niveau de scolarité élevé, le taux d'emploi, dans leur domaine de compétence est inférieure de 10% comparativement à leurs homologues allemands. En ce qui concerne la qualité de l'emploi, environ 1/3 des migrants, comparativement à 14% de nationaux, sont susceptibles de travailler dans un emploi qui nécessite des compétences inférieures à leur niveau de qualification, tandis que « 23-26% of long-settled non-EU-born women and men experience in-work poverty, with wages and benefits below the level of their basic needs », ce qui est 50% supérieur à ceux nés en Allemagne.²⁰⁵ Cette situation peut placer les migrants en condition de précarité et peut contribuer à rompre la cohésion sociale en empêchant ce dernier de s'épanouir et de tisser des liens à travers de nouveaux réseaux sociaux. En effet, « la précarité conduit à un déficit de reconnaissance, le chômeur s'apercevant "qu'il n'est plus rien et que l'ensemble des liens qui le reliaient aux autres membres de la société se sont rompus ou dissous."²⁰⁶ » Néanmoins, pour plusieurs employeurs, ces migrants sont toujours « appréhendés comme une promesse de bénéfiques à long terme, à condition que les efforts soient partagés entre les entreprises, l'État et la société civile.²⁰⁷ »

4.1.2. *Le difficile accès des migrants au marché du travail en Hongrie*

En Hongrie, la situation est initialement nettement différente. Depuis plusieurs années, la Hongrie est aux prises avec un déficit de main-d'œuvre important; selon certaines estimations, plus de 35 000 emplois n'étaient pas comblés en date de 2016.²⁰⁸ En effet, selon Manpower Group, plus de 50% des entreprises hongroises ont de la difficulté à combler le besoin de main-d'œuvre, notamment dans le secteur de la santé et de la technologie d'information. D'ailleurs, le Hungarian Migration Strategy, adopté en 2013, « emphasizes that although it is important to ensure the protection of the national labour market, receiving additional migrant labour is a

²⁰⁴ MINOR, *Migrants in the Germany labor market*, 2017, [En ligne], https://www.netzwerk-iq.de/fileadmin/Redaktion/Bilder/Fachstelle_Einwanderung/FE_LRI_Vortrag_17-03-07.pdf, consulté le 18 avril 2018

²⁰⁵ MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. Germany, [En ligne], <http://www.mipex.eu/germany>, consulté le 20 mars 2018

²⁰⁶ Charles FLEURY et al. , *op cite* 199, p. 107

²⁰⁷ Marcus KAHMANN, *op cite* 202, p. 18

²⁰⁸ RT. *op cite* 207

necessity.²⁰⁹» Cette situation explique le taux de chômage, auprès des migrants, exceptionnellement faible en Hongrie en date de 2016. Or, cette étude cache bien les disparités importantes qui subsistent entre les différentes classes de migrants mais également entre ces derniers et les citoyens natifs de la Hongrie. Alors que les individus de la Chine et du Vietnam s'intègrent bien au marché, les Syriens, par exemple, subissent un taux de chômage particulièrement élevé, conséquences probables des politiques adoptées par le pays en matière migratoire. Même son de cloche du côté des Roms qui sont sujets à un taux de chômage élevé en raison de la discrimination à leur égard; selon les statistiques de 2015, le taux de chômage de la population Rom serait 3,5 fois plus élevé par rapport à leur congénère d'origine hongroise. En effet, « Roma young people who have completed tertiary education encounter discrimination in the job market and most of them fail to find employment at the academic or vocational level they have acquired.²¹⁰ » Bien que plusieurs voient en la vague migratoire une opportunité de combler ce déficit, « the proposal by the business association specified that foreigners who can culturally integrate into Hungary should be targeted²¹¹ » comme travailleurs potentiels. En marginalisant les migrants, ces propositions sont une entrave considérable à la cohésion sociale du pays. Par ailleurs, selon le MIPEX, pour la Hongrie, « the major long-term challenge is not getting immigrants into jobs, but into jobs that use all of their skills and provide them a living wage.²¹² » Comme pour l'Allemagne, cette situation est problématique en Hongrie puisqu'elle contribue à maintenir les migrants en situation de précarité financière et nuit à la cohésion sociale. Selon Umut Korkut, « Hungarians' greatest fear is that immigrants will take jobs away from the natives.²¹³ » En opposant migrants aux nationaux, le nous versus le eux, cette citation exprime bien la division et la hiérarchisation des relations qui règnent au sein de la population hongroise. Cela peut être une conséquence directe des politiques nationalistes promues par le gouvernement hongrois au cours des dernières années. En fait, par les valeurs qu'il promeut, le gouvernement

²⁰⁹ OIM. Migration Issues in Hungary, 2018, [En ligne], <http://www.iom.hu/migration-issues-hungary>, consulté le 20 mars 2018

²¹⁰ COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA. Hungary: Situation of Roma, including employment, housing, education, healthcare and political participation; whether Roma are required to pay a fee for health services, 2016, [En ligne], <http://www.refworld.org/docid/57dfa73e4.html>, consulté le 20 mars 2018

²¹¹ Kristina JAVANOVSKI. « Hungary blocks migrants, but needs foreign labor », *DW Made for minds*, [En ligne], <http://www.dw.com/en/hungary-blocks-migrants-but-needs-foreign-labor/a-19448738>, consulté le 20 mars 2018

²¹² MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. Hungary, [En ligne], <http://www.mipex.eu/hungary>, consulté le 20 mars 2018

²¹³ Umut KORKUT, *op cite* 120, p. 626

contribue à la marginalisation des migrants et influence directement leur intégration au marché de l'emploi. Cette attitude nuit à la cohésion sociale du pays et est signe d'un projet intégrateur en difficulté. Selon Martin Kahanec, la Hongrie aurait intérêt à favoriser l'intégration des migrants au marché du travail puisque les « migrants with similar backgrounds to Hungarians can more easily integrate but do not provide skills that are missing in the economy.²¹⁴»

4.2. Intégration politique ardue pour les migrants

L'un des principes fondateurs qui régit l'Union européenne est celui de démocratie. Ce principe « veut que tous les membres d'une communauté politique participent aux processus décisionnels quand les décisions qui doivent être prises concernent leur communauté, la façon dont elle est administrée et son avenir²¹⁵ » et ce, qu'importe le groupe social auquel ceux-ci s'identifient. Pour les migrants, la participation active à la vie politique permet de favoriser leur intégration dans la société. Elle fait partie intégrante du processus d'intégration structurelle défini par Schnapper. Selon Cohen et al. « l'estime de soi et le sentiment de maîtriser son environnement favorisent la confiance à l'égard du système politique; chez l'individu qui possède ces qualités, on note une augmentation de la croyance en sa capacité d'agir.²¹⁶ » En analysant la participation des migrants en Allemagne et en Hongrie, cela permettra de comprendre comment les politiques migratoires influencent celle-ci mais également d'établir les différences et similitudes au niveau de l'intégration politique de ces individus.²¹⁷ À cet effet, dans une conférence faite par l'ACIT en 2013, Tijana Prokic-Breuer classifiait la participation politique selon deux axes. Le premier, est la participation conventionnelle. Dans cette définition, Prokic-Breuer attribuait toutes formes de contribution directe à l'univers politique, soit la participation active dans un parti politique, une organisation ou encore le fait de contacter un organisme politique pour des requêtes. Cela inclut également l'exercice du droit de vote.²¹⁸ À ce type de

²¹⁴ Umut KORKUT, *op cite* 120

²¹⁵ CONSEIL DE L'EUROPE. La participation politique et sociale des immigrés à travers des mécanismes de consultation, 1999, [En ligne], https://www.coe.int/t/dg3/migration/archives/Documentation/Series_Community_Relations/Participation_public_life_report_fr.pdf, consulté le 20 mars 2018

²¹⁶ Carolle SIMARD, Michel PAGÉ. « Participation civique et politique des citoyens issus de l'immigration », *Diversité urbaine*, Vol. 9, no.2, 2009,

²¹⁷ ANNEXE XI

²¹⁸ Tijana PROKIC-BREUER. Power point : *Access to citizenship & its impact on immigrant integration (ACIT) - Citizenship acquisition and political participation of immigrants in Europe.*

participation, s'ajoute la participation non-conventionnelle, qui se définit comme étant une participation indirecte en prenant part, par exemple, à des manifestations publiques, en signant des pétitions ou en s'affichant ouvertement en faveur d'un parti politique.

4.2.1. Trop peu de mesures politiques efficaces pour les migrants en Allemagne

Bien que peu de données soient disponibles en ce qui concerne la participation politique des migrants en Allemagne, certaines études permettent toutefois de dresser un portrait approximatif. Tout d'abord, selon MIPEX, l'Allemagne obtiendrait une note de 63, en 2014, en ce qui concerne la participation politique des migrants. Ce qui le place au 11e rang au sein des pays analysés, ce qui inclut notamment les pays de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord, et qui le place comme étant "relativement favorable" à la participation politique des migrants.²¹⁹ Même si les politiques d'intégration adoptées par l'Allemagne au cours des dernières années sont favorables à la participation des migrants (et à leur intégration), la réalité est que ces valeurs ne se transmettent pas toujours à la société. Selon MIPEX, l'Allemagne offre certaines opportunités politiques aux migrants, mais peu de réelles opportunités dans le domaine des politiques nationales ou démocratiques.²²⁰ Les politiques proactives de l'Allemagne « to support and consult immigrant civil society may not be enough to avoid the long-term risk that DE becomes an ageing and shrinking democracy, with non-EU residents politically excluded or disengaged.²²¹ » Au niveau du droit de vote, l'Allemagne, et ses Länder, n'ont pris aucune mesure favorisant la participation des migrants à cette activité. À titre d'exemple, selon une étude réalisée par David Bartram en 2016, le taux de vote aux dernières élections était de près de 83% pour les natifs allemands, et de 73.2% pour les immigrants. Ce qui demeure non-négligeable mais toujours inférieur aux nationaux. Par ailleurs, en dépit du fait qu'il n'existe aucune restriction pour les migrants à se joindre à des mouvements politiques, la réalité est que l'engagement politique des migrants en Allemagne serait nettement inférieur à celui des individus originaires d'Allemagne.²²²

²¹⁹ MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. Political participation, [En ligne], <http://www.mipex.eu/political-participation>, consulté le 20 mars 2018

²²⁰ ANNEXE XII

²²¹ MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. *op cite* 204

²²² ANNEXE XIII

En effet, « immigrants in Germany [...] engage in political actions [...] much less than natives.²²³ » Aussi, alors que le taux d'individus d'origine allemande s'engageant politiquement en signant une pétition était de 32.7%, il était seulement de 17,7% pour les migrants. En dépit des politiques inclusives, il est clair que la participation politique des migrants en Allemagne est inférieure à celle des nationaux; cependant, peu d'études permettent d'en expliquer les raisons. Encore une fois, même si les politiques migratoires sont non-discriminatoires, si ces valeurs ne sont pas transmises à la société et ne permettent pas aux migrants de s'intégrer structurellement à celle-ci, il est difficile de parler d'intégration totalement réussie. Toutefois, « it is correspondingly clear that the targeting of minority groups will become increasingly important in German campaigns.²²⁴ » En effet, en date de 2016, près de 6 millions d'individus, soit 10% des personnes en âge de voter, étaient migrants ou descendants de migrants, ce qui pourrait modifier considérablement le portrait politique de l'Allemagne dans les prochaines années.

4.2.2. *Faible représentation des migrants en politique hongroise*

En Hongrie, les mesures politiques rendent la participation politique des migrants légèrement moins favorable qu'en Allemagne. En effet, en dépit du fait que la Freedom House garantisse le droit aux minorités ethniques de « register to vote for special minority lists-with a preferential vote threshold-in parliamentary elections, [...] they are then excluded from the general party-list voting.²²⁵ » D'ailleurs, aucun des treize groupes politiques de minorités n'a cumulé assez de votes en 2014 pour siéger au parlement, les migrants sont donc difficilement représentés à travers les institutions politiques du pays. Par ailleurs, comme dans plusieurs sphères de la société, les Roms souffrent de discrimination; « in northeastern Hungary, the Roma 'minority' in some towns accounts for up to 50 percent of the population, yet the Roma have no voting representatives on elected local councils.²²⁶ » Cette attitude se reflète à travers les résultats du MIPEX. Selon cette classification, la Hongrie se retrouve au 27^e rang sur 38 pays en matière

²²³ David BARTRAM. « Political Integration of Immigrants: Insights from Comparing to Stayers, Not Only to Natives », Présenté lors de la 3^e Conférence Internationale ESS : "Researching migrants' well-being", 13-15 Juillet 2016, Lausanne, Switzerland, p.6

²²⁴ Jessica BITHER. « In Germany, immigrants are becoming a serious political force », The Washington Post, 2017, [En ligne], https://www.washingtonpost.com/news/democracy-post/wp/2017/09/19/in-germany-immigrants-are-becoming-a-serious-political-force/?utm_term=.0250add71d96, consulté le 20 mars 2018

²²⁵ COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA, *op cite* 211

²²⁶ COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA, *op cite* 211

de participation politique des migrants.²²⁷ En fait, « most immigrants, especially foreigners, have few opportunities to inform and improve the policies that affect them daily, since most authorities design policies ‘for’ them and are not informed by or accountable to them.²²⁸ » De façon générale, les migrants sont peu encouragés à participer à la vie politique de leur communauté. D'ailleurs, en 2012, la Hongrie refusait le droit aux résidents d'origine étrangère de tenir un bureau dans un parti politique. Encore aujourd'hui, seuls les résidents de longue date peuvent exercer leur droit de vote et aucun organisme n'a été créé afin de représenter les minorités dans les instances politiques. En marginalisant les minorités, les mesures du gouvernement nuisent à la cohésion sociale et, du même coup, à leur processus d'intégration. L'uniformisation de la nation souhaitée par le gouvernement hongrois explique certainement, en partie, le désir de ne pas intégrer les minorités aux processus décisionnels du pays. La vision d'une gouvernance hongroise pour les hongrois, est celle projetée par les mesures du gouvernement. Cette attitude représente, certes, une entrave sérieuse au processus d'intégration des migrants qui se retrouvent trop peu représentés dans les institutions politiques et non-engagés dans les décisions qui les concernent.

4.3. L'inclusion sociale des migrants en Hongrie et en Allemagne : un portrait nuancé

Finalement, le dernier aspect d'importance à considérer en matière d'intégration des migrants est au niveau social, notamment en matière d'éducation et d'accès au logement. Dans ces domaines, l'Allemagne et la Hongrie évoluent différemment en ce qui concerne certains aspects et de façon similaire dans d'autres. Cette partie permettra donc de définir les conséquences des choix en matière de politiques migratoires sur l'intégration sociale des migrants au sein de la société d'accueil.

4.3.1. L'accès à des ressources éducatives : opposition du système allemand et hongrois

Tout d'abord, il faut savoir que la scolarisation des migrants est primordiale dans leur processus d'intégration. Que ce soit des enfants en bas âge ou des adultes, l'école inculque des valeurs et des normes complémentaires à celles attribuées par la famille. « L'instruction a [...] un

²²⁷ ANNEXE XIV

²²⁸ MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX, *op cite* 204

rôle majeur dans le devenir de chacun : par le savoir et la connaissance, l'individu pourra penser par lui-même » et trouver sa place dans la société.²²⁹ Chez les jeunes, cet apport éducatif intervient dans le processus de socialisation de l'enfant, puisque cela lui permet de développer des normes et des valeurs externes à celles inculquées par la culture d'origine. Elle lui permet également de créer de nouveaux réseaux sociaux extérieurs à celui offert par la famille. Une socialisation éducative réussie en très bas âge favorise la cohésion sociale. La nature des mesures mises en place par le gouvernement permet de déterminer, en partie, « to which [extend the children] may change in response to new cultural influences.²³⁰ » Comme vu précédemment, pour les migrants cette scolarisation est essentielle, notamment au niveau de l'apprentissage de la langue de leur pays d'accueil. En effet, cela leur permet de s'intégrer à la société et de diminuer, en partie, la discrimination à leur égard. Or, l'accès aux ressources éducatives diffère grandement entre l'Allemagne et la Hongrie.²³¹

4.3.1.1. Succès à demi-teinte pour l'Allemagne

En Allemagne, le système d'éducation mis en place par le gouvernement joue un rôle primordial dans l'intégration des migrants; les politiques d'intégration permettent d'ailleurs de faciliter considérablement le travail de ces institutions. Dans l'élaboration des politiques éducatives, « nombreux sont les aspects à prendre en considération, comme la priorité absolue accordée à la maîtrise de la langue allemande, le soutien social, médical et culturel dans et en dehors de l'école, le travail réalisé pour et avec les parents d'élèves, la transition vers l'emploi ou le rôle des entreprises dans la formation professionnelle.²³² » Toutefois, le MIPLEX estime qu'aucune étude sur les besoins des migrants n'a été faite et permet de déterminer leurs réels besoins. Toujours selon cette institution, l'Allemagne se retrouve au 16e rang, de 38 pays, au niveau de l'éducation.²³³ Cette analyse estime que le principal objectif pour l'Allemagne, en matière éducative, est « to expand targeted and general policies on equal opportunities in education since major achievement gaps persist for 1st and 2nd generation pupils, who are overly

²²⁹ KEEP SCHOOL. *Les facteurs de socialisation et d'intégration*, [En ligne], <http://keepschool.com/fiches-de-cours/lycee/economie/facteurs-socialisation-integration.html>, consulté le 20 mars 2018

²³⁰ Banu CITLAK & al. « Socialization goals among first- and second-generation migrant Turkish and German mothers », *International Journal of Behavioural development*, Vol. 32, 2008, p.56

²³¹ ANNEXE XV

²³² Karin WEISS, *op cite* 95, p. 0

²³³ ANNEXE XVI

concentrated in disadvantaged schools.²³⁴ » Afin de faire face à la vague de migrants au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a augmenté les revenus globaux de son système d'éducation; de nouveaux professionnels de l'éducation ont été engagés, dont plus de 8500 enseignants en allemand langue seconde.²³⁵ Toutefois, il est difficile de généraliser le phénomène puisque chaque Länder est relativement autonome en ce qui concerne les mesures d'intégration scolaire. « Les régions de Berlin et de la Sarre considèrent obligatoire la scolarisation des enfants réfugiés dès leur arrivée », alors que dans les 14 autres régions, les enfants doivent parfois attendre des mois, jusqu'au dépôt d'une demande d'asile ou même jusqu'à avoir obtenu leur titre de séjour.²³⁶ Des cours de transition sont également offerts dans plusieurs Länder afin de favoriser l'apprentissage de la culture et de la langue allemande. Néanmoins, comme mentionné précédemment, en dépit des avantages considérables de ces classes, celles-ci sont défavorables à l'intégration des ces enfants qui se retrouvent isolés des enfants d'origine allemande. Cette marginalisation nuit à la cohésion sociale et au projet d'intégration allemand. Cependant, de façon générale, le gouvernement de l'Allemagne adopte plusieurs mesures qui favorisent l'intégration des migrants à la société en leur offrant des programmes adaptés. Il multiplie également les initiatives leur permettent de socialiser et de briser les barrières de la discrimination et de la ségrégation. Même s'il reste plusieurs ajustements à faire pour permettre une intégration complète des migrants au système éducatif, les valeurs promues par le gouvernement à travers les mesures politiques favorisent, tout de même, une certaine cohésion sociale.

4.3.1.2. Piètre performance de la part du système hongrois

À l'opposé, l'accès au système éducatif pour les migrants en Hongrie est extrêmement difficile.²³⁷ Avec une proportion d'enfants de moins de 16 ans de 28%, et celle des jeunes de 16 à 24 ans de 27%, cela représente « plus de la moitié des réfugiés en âge scolaire ou susceptible d'intégrer les structures de formation scolaire ou professionnelle [offrant] un « potentiel de formation » très important.²³⁸ » Or, l'analyse du MIPLEX démontre que la Hongrie n'a pas su

²³⁴ MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX, *op cite* 204

²³⁵ HUMANIUM. *op cite* 142

²³⁶ NERBOLLIER, Delphine. « L'Allemagne s'organise pour scolariser les enfants réfugiés », La Croix, 2016, [En ligne], <https://www.la-croix.com/Actualite/Europe/L-Allemagne-s-organise-pour-scolariser-les-enfants-refugies-2016-01-05-1399922>, consulté le 20 mars 2018

²³⁷ ANNEXE XVII

²³⁸ Marcus KAHMANN, *op cite* 202, p. 25

bénéficiaire de cette opportunité. En effet, classé au 31^e rang de 38 pays, les écoles hongroises « receive some of the least support to address the new needs and opportunities that its small number of immigrant pupils bring to the classroom.²³⁹ » Le gouvernement hongrois n'offre aucune mesures spéciales aux écoles de son territoire qui permettent de répondre aux besoins spécifiques des enfants migrants. Par ailleurs, les institutions ne sont pas tenues d'offrir un accès égalitaire à leur institution aux migrants et les individus qui sont non-documentés ne peuvent avoir accès à des ressources éducatives, contrairement aux mesures qui sont prises en Allemagne. En augmentant la disparité entre les nationaux et les migrants et en n'assurant pas le bien être de l'entière de sa population, le gouvernement hongrois nuit à la cohésion sociale et, du même coup, à l'intégration de ces migrants. Même l'allocation que reçoivent les migrants « ne leur permet pas de payer un cours de langue – gratuit jusqu'à l'année dernière – qui est pourtant primordial en Hongrie surtout sur le plan administratif.²⁴⁰ » Ces mesures nuisent à l'intégration sociale des enfants migrants à la société, puisqu'ils peuvent difficilement se créer un réseau social à l'extérieur du noyau familial, en plus d'inciter à la fragmentation de la société. Contrairement à l'Allemagne qui multiplie les mesures facilitatrices, la Hongrie fait piètre figure à ce niveau. Les actions du gouvernement ont pour conséquence d'entraver le processus d'intégration et de socialisation des migrants.

4.3.2. Difficile recherche de logements en Allemagne et en Hongrie : des migrants stigmatisés

Parallèlement à cette réalité éducative, l'intégration sociale des migrants dépend également de la place qu'ils occupent dans la société. Or, « l'habitation a acquis une fonction qui lui est propre, voire a été socialement et culturellement construite comme symbole fort de protection de l'intimité et de la vie privée.²⁴¹ » L'accès au logement est un pré requis essentiel pour plusieurs migrants qui s'établissent dans un pays étranger, mais la clé du succès de l'intégration réside également dans la qualité du logement offert ainsi que dans l'égalité des chances offertes aux migrants. Comme le souligne De Lanchy et Licheron, « le fait d'accéder à un logement stable,

²³⁹ MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. Hungary, [En ligne], <http://www.mipex.eu/hungary>, consulté le 20 mars 2018

²⁴⁰ Laura TARAFAS. *op cite* 169, p.55

²⁴¹ Henri DORVIL et al. Le logement comme facteur d'intégration sociale pour les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale participant au Projet Chez Soi à Montréal, 2013, p.25

offrant un qualité et un espace décents, participe au sentiment d'inclusion sociale et influence de façon décisive la santé des populations, les conditions d'éducation et l'accès à l'emploi.²⁴² » Ainsi, en favorisant le sentiment d'inclusion sociale, l'accès au logement limite la discrimination et la ségrégation et favorise, donc, la cohésion sociale. Or, la situation contraire peut entraîner des difficultés au niveau de la cohésion sociétale et de l'intégration des migrants, en plus de placer les migrants dans une situation de précarité.

En Allemagne, le gouvernement a tenté de mettre en place des mesures qui favorisent la recherche de logements pour les migrants. À ce propos, en 2017, les autorités de différentes régions avaient confisqué des unités résidentielles afin de pouvoir y loger des migrants. Jugées anticonstitutionnelles par plusieurs, ces mesures ont dû être abandonnées. Cependant, en dépit des politiques favorables à l'intégration des migrants à la société, nombreux sont ceux qui peinent à se trouver un logement et cela nuit considérablement à la cohésion sociale. Tout d'abord, il faut savoir que plusieurs villes d'Allemagne souffrent, aujourd'hui, d'une importante pénurie de logements en raison de l'augmentation significative de la population, engendrée par l'importance du mouvement migratoire des dernières années. Cependant, contrairement aux individus natifs de l'Allemagne, les migrants « font face à des obstacles supplémentaires qui vont du manque d'informations aux obstacles légaux en passant par les discriminations dont ils sont victimes de la part des propriétaires.²⁴³ » À cela s'ajoutent les lourdeurs bureaucratiques qui ralentissent le processus de demande de logement et qui pénalisent bien souvent le migrant dans sa recherche. À titre d'exemple, en date de 2016, environ 50% des individus âgés entre 20 et 54 ans et originaires d'Allemagne, étaient propriétaire d'une maison, alors que seulement 31.4% des migrants du même âge pouvaient dire la même chose.²⁴⁴ À cette difficulté de trouver du logement, s'ajoute celle du surpeuplement des logements qui, encore une fois, affecte principalement les migrants. Si seulement 7% des allemands vivaient, en 2016, dans des conditions de précarité et de surpeuplement, cette proportion grimait à 22.4% pour les non-européens. Or, cette situation

²⁴² Gaëtan DE LANCHY & Julien LICHERON. *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg - Chapitre 12*, Regards Critiques, 2014, p. 217

²⁴³ Holly YOUNG. « Allemagne : trouver un logement, mission presque impossible pour les réfugiés », InfoMigrants, 2017, [En ligne], <http://www.infomigrants.net/fr/post/6325/alle-magne-trouver-un-logement-mission-presque-impossible-pour-les-refugiés>, consulté le 20 mars 2018

²⁴⁴ EUROSTAT. Home ownership, by citizenship and by age, 2016 (%), [En ligne], [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:Home_ownership_by_citizenship_and_by_age_2016_\(%25\)_MI18.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:Home_ownership_by_citizenship_and_by_age_2016_(%25)_MI18.png), consulté le 18 avril 2018

entrave la cohésion et l'inclusion sociale en ne garantissant pas aux migrants des conditions égales aux individus d'origine allemande. Ainsi, les mesures gouvernementales, par leur complexité, nuisent à l'objectif initial poursuivi, soit celui de l'intégration. Sans mécanismes efficaces, les migrants peinent à s'établir de façon efficace et cela ralentit indubitablement leur processus d'intégration et leur sentiment d'appartenance envers la société d'accueil.

Du côté hongrois, la situation est similaire, mais pour des raisons partiellement différentes. En effet, alors que les migrants en Allemagne se heurtent principalement à un manque de logements et à une lourdeur démocratique, ceux en Hongrie subissent essentiellement les conséquences de cette propagande haineuse du gouvernement. « One of the direct and negative consequences of the campaign is a decrease in the chances landlords would rent flats to refugees (a problem which people from Roma communities equally face) through production of fear and hate, which make the search for housing together with often existing language barriers even more precarious.²⁴⁵ » Les politiques du gouvernement nuisent à la cohésion sociale en marginalisant les migrants, ce qui entrave leur intégration. Encore aujourd'hui, il est extrêmement difficile de se trouver un logement en Hongrie. Plusieurs propriétaires de logements ne connaissent pas la réalité des migrants et sont réticents à leurs en louer un. D'ailleurs, les statistiques parlent par elles-mêmes. En date de 2016, 86.3% des individus, âgés entre 20 et 54 ans, originaires d'Hongrie étaient propriétaire d'une maison alors que cette proportion chutait à 41.3% pour les migrants du même groupe d'âge. Cela est l'une des conséquence de l'uniformisation engendré par le modèle républicain hongrois puisque la crainte de la différence limite les opportunités pour les migrants. Les valeurs promues sont celles qui s'apparente à la nation hongroise et tout ceux qui ne peuvent s'intégrer à cette vision vivent en marge de la société. Par ailleurs, le peu de services sociaux et monétaires offerts aux migrants qui reçoivent le statut de réfugiés en Hongrie contraignent plusieurs d'entre eux à vivre dans des conditions de précarité qui, elles aussi, nuisent à la cohésion sociale. Tout comme en Allemagne, les migrants qui s'établissent en Hongrie sont confrontés à des difficultés importantes en matière de logement, ce qui nuit significativement à leur intégration sociale.

²⁴⁵ MIGRANT SOLIDARITY GROUP OF HUNGARY. *Migrant solidarity and housing rights - a shared struggle*, 2016, [En ligne], <http://www.migszol.com/blog/migrant-solidarity-and-housing-rights-a-shared-struggle>, consulté le 20 mars 2018

CONCLUSION

Face à l'arrivée massive de plusieurs millions de migrants sur son territoire depuis le début de la crise en 2010, l'Europe a dû revoir bon nombre de ses politiques migratoires afin de s'adapter à cette nouvelle réalité. Cet essai avait pour but de comprendre *comment les choix politiques migratoires de l'Allemagne et la Hongrie, depuis le début des années 2010, influencent-ils l'intégration des migrants à la société européenne ?* Face à cette problématique, l'hypothèse initiale avait été que l'intégration des migrants, dans ces deux pays, est largement dépendante de la nature des politiques migratoires d'intégration mises en place par le gouvernement. Par ailleurs, celle-ci différenciait la nature des politiques des deux pays à l'étude ainsi que les conséquences de ces politiques sur l'intégration des migrants. Elle supposait, notamment, que les politiques allemandes, davantage en harmonie avec celles de l'Union européenne, soient des politiques d'acceptation et d'ouverture, et que cela facilitait l'intégration des arrivants en augmentant la cohésion sociale. À l'opposé, l'hypothèse initiale soulignait que la société hongroise serait plus difficile à intégrer pour les migrants en raison des politiques migratoires très nationalistes qui font de la Hongrie un territoire plus hostile.

Avant d'aborder la problématique précédemment exposée, le premier chapitre de ce travail met de l'avant différents concepts et théories utilisés afin d'analyser la situation migratoire en Allemagne et en Hongrie. En définissant les notions de migrant, d'intégration, de socialisation et de réseaux sociaux, cela a permis de dresser le portrait des éléments clés de cette recherche. Vient ensuite l'exploration des différentes théories qui permettent d'expliquer l'intégration ainsi que les politiques migratoires. Dans les deux cas, plusieurs avenues ont été étudiées. Cependant, pour réaliser cette analyse, c'est le cadre théorique de Dominique Schnapper, qui différencie, notamment, l'intégration tropique de l'intégration systémique, qui sera retenue pour analyser l'intégration microsociologique des migrants. Au niveau des théories qui permettent d'expliquer l'intégration de l'Allemagne et de la Hongrie au projet européen, sera utilisée la théorie politique de la gouvernance multiniveaux qui s'exprime, notamment, à travers le principe de subsidiarité. La théorie de Schnapper, qui différencie les États républicains et pluralistes, sera également utilisée pour définir l'appartenance politique de l'Allemagne et de la Hongrie. Par ailleurs, pour analyser la

nature des politiques migratoires d'intégration, ce seront les approches structurelles définies par Fischer et Hamidi qui serviront de point de départ. Seront retenus, entre autres, celle du paradoxe libéral de James Hollified ou encore les approches qui soutiennent que les modèles nationaux de politiques migratoires sont dépendants de la construction de l'État-nation, du passé migratoire de l'Allemagne et de la Hongrie ainsi que du passé religieux. La dernière section du premier chapitre, quant à elle, vient rappeler que l'approche socio-politique est la mieux adaptée pour explorer cette problématique puisqu'elle permet de rendre compte de la nature des politiques, mais également des impacts sociaux de celles-ci sur l'intégration. Cette partie souligne également la pertinence de l'analyse comparée et du choix de l'Allemagne et de la Hongrie qui, par la particularité et la dynamique du système dans lequel ils s'insèrent, offrent un terrain particulièrement fertile à l'exploration de cet enjeu. Ces concepts et théories offrent un cadre à travers duquel les chapitres suivants s'appuieront pour élaborer l'analyse qui permet de répondre à la problématique initiale.

Le second chapitre de cette recherche aborde la vision migratoire de l'Allemagne et de la Hongrie au sein du contexte européenisé. La première section du chapitre permet de situer les politiques migratoires d'intégration au regard du principe de subsidiarité, mais également d'explorer la vision poursuivie par l'Union européenne en ce qui concerne l'intégration des migrants à son espace. L'analyse permet de démontrer que, contrairement aux politiques de gestion des frontières, l'élaboration et l'application des politiques d'intégration des migrants relèvent de compétences nationales, ce qui vient limiter les actions directes de l'Union européenne à cet égard. Elle expose également le concept de "venue shopping" en migration, selon lequel l'Allemagne et la Hongrie peuvent utiliser, à leur avantage, les différents niveaux de gouvernance engendrés par ce principe de subsidiarité pour légitimer certaines politiques. Cette section souligne que, même si elle n'est pas liée à une compétence législative, l'Union européenne souhaite tout de même contribuer à la promotion de l'intégration et de la confiance mutuelle entre les différents individus. Elle identifie certains secteurs, comme l'accès à l'emploi, la connaissance de la langue et les connaissances relatives à la société d'accueil, comme étant facteurs d'une intégration réussie des migrants à travers ses États membres. Par ailleurs, grâce au développement d'un cadre d'action à l'échelle européenne, notamment via la mise en place

du *European Integration Network* ou encore du Forum Européen sur la Migration, et par la mise en place de directives européennes juridiquement contraignantes, l'Union européenne favorise l'eupéanisation des normes d'intégration par convergence horizontale. Bien que l'instauration de réseaux et de forums ne puisse qu'influencer les pays à s'aligner avec la vision européenne, les directives, quant à elles, garantissent que les modèles politiques de l'Allemagne et de la Hongrie respectent certaines grandes lignes directrices souhaitées par l'Union, dont la non-discrimination ou l'égalité de traitement en matière d'emploi. La deuxième section de ce chapitre explore les politiques pluralistes de l'Allemagne. L'approche structurelle de Rogers Brubaker permet d'expliquer comment le passé mouvementé de l'Allemagne a servi de catalyseur pour redéfinir l'approche migratoire du pays. Ces événements ont également favorisé le rapprochement avec l'Union européenne, si bien que l'Allemagne est devenue l'un des pays les plus proactifs dans la création du marché européen unique, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance à l'égard de ces institutions. Aujourd'hui, à l'image des valeurs véhiculées par l'Union européenne, l'Allemagne promeut, à travers ses politiques migratoires d'intégration, des valeurs qui sont en faveur d'une cohésion sociale ainsi que d'une intégration pluraliste de la société. Cependant, cette section aborde également la crise migratoire comme un facteur qui est venu ébranler cette cohésion, alors que de plus en plus d'individus se questionnent sur les bienfaits de cette politique. Elle expose l'érosion du consensus permissif allemand et l'émergence des mouvements d'extrême droite, comme le parti politique AfD ou encore PEGIDA, sur le territoire. Une majorité de la population continue de soutenir Angela Merkel et ses politiques inclusives d'intégration au pouvoir, cependant, une certaine division idéologique voit le jour au sein de ce pays ce qui nuit à la cohésion sociale. La troisième et dernière section de ce chapitre aborde le nationalisme hongrois, et comment celui-ci se manifeste à travers les politiques migratoires d'intégration. La Hongrie, en fermant les frontières et en considérant les migrants comme une menace, adopte le modèle républicain élaboré par Schnapper, qui prône, notamment, l'uniformisation sociale. Selon les différentes approches structurelles mentionnées dans l'ouvrage de Fischer et Hamidi, la Hongrie définit ses politiques migratoires selon plusieurs approches. La première est celle de Brubaker selon laquelle la trajectoire brutale de construction de l'État-nation hongrois qui a, notamment, dû s'engager à faire la transition du communisme au capitalisme au début des années 2000, la

seconde est celle de Riva Kastoryano qui souligne l'importance du religieux et de l'appartenance au mouvement chrétien dans la définition de l'identité collective et finalement l'approche de Weil et Hansen qui permet de comprendre comment le groupe ethnique homogène fort sur le territoire hongrois a influencé la relation que le pays entretient avec la migration. Toutes ces approches permettent de comprendre pourquoi la Hongrie est aujourd'hui hostile à l'intégration des migrants qu'ils considèrent comme étrangers sur leur territoire, et ce, depuis plusieurs décennies. Confrontée au paradoxe libéral, la Hongrie légitime ses politiques nationalistes en invoquant des raisons de sécurité nationale. Se faisant, elle s'oppose à la vision prônée par l'Union européenne et adopte des mesures qui, aux yeux des différentes organisations internationales, violent les mesures de non-discrimination imposée par l'Union et, indirectement, par le système de gouvernance multiniveaux.

Le troisième et dernier chapitre de cette analyse aborde l'intégration des migrants en Allemagne et en Hongrie et permet de constater comment les politiques préalablement définies influencent celle-ci. La première section de ce chapitre permet de rendre compte des barrières communes à l'intégration sociale auxquelles les migrants doivent faire face, et ce, peu importe la nature des politiques migratoires d'intégration. Le principal obstacle est lié aux pratiques discriminatoires qui, malgré les directives adoptées par l'Union européenne, continuent d'exister et de nuire à la socialisation des individus. En Hongrie, ce mouvement est exacerbé par les politiques gouvernementales qui, selon la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, favorise les comportements racistes, homophobes et xénophobes. En Allemagne, malgré les politiques pluralistes du gouvernement, le manque d'harmonisation entre ces politiques et la population contribue au maintien d'inégalités sociales et de pratiques discriminatoires à l'égard des migrants. Le deuxième obstacle à cette intégration est la ségrégation urbaine et sociale qui limite la création de réseaux sociaux à l'extérieur du noyau familial, et ce, autant en Allemagne qu'en Hongrie. Selon Schnapper, la communautarisation engendrée par la ségrégation urbaine est contraire à l'idée de la mobilité prônée par la démocratie. Quelle soit urbaine ou sociale, la ségrégation peut entraîner des problèmes de cohésion sociale, signe d'une intégration en difficulté. La barrière de la langue est le troisième et dernier obstacle abordé dans ce travail.

Que ce soit en Allemagne ou en Hongrie, l'acquisition de la langue est un processus social d'intégration à travers lequel les migrants peuvent socialiser avec leur entourage et établir des rapports sociaux à l'extérieur du noyau familial. La maîtrise de cette langue leur permet de se définir comme individu et de briser les barrières ségrégatives. Or, les barrières sociales et urbaines qui persistent en Allemagne et en Hongrie rendent plus difficile cet apprentissage. Une autre similarité observée au niveau de l'intégration des migrants en Allemagne et en Hongrie réside dans l'existence d'organisations non-gouvernementales. Ces organisations viennent offrir des outils aux migrants et à la population nationale afin de faciliter le processus d'intégration des migrants et de favoriser l'acceptation sociale de leur présence sur le territoire. Elles deviennent des outils de cohésion sociale, d'intégration systémique. Dans les deux pays à l'étude, nombreuses sont les organisations qui jouent ce rôle, la seule différence réside dans l'appui gouvernemental qu'elles reçoivent. En Hongrie, cette analyse a permis de démontrer que le gouvernement n'appuie pas les démarches de ces organisations, celles-ci doivent donc assumer une bonne partie des services d'intégration offerts aux migrants. Par contre, en Allemagne, ces organisations travaillent de concert avec le gouvernement et bénéficient de leur appui indéniable, signe d'une plus grande cohésion sociale et acceptation du phénomène. La troisième section de ce chapitre s'attarde aux processus de naturalisation des deux pays à l'étude. La Hongrie, fidèle à l'uniformisation sociale du modèle républicain qu'elle a adopté, s'en remet principalement au *jus sanguinis*. L'Allemagne, quant à elle, jumelle, depuis peu, le *jus sanguinis* et le *jus soli* pour ses politiques d'acquisition de la citoyenneté. Même si les mesures qu'elle adopte sont toujours relativement strictes, elle démontre, contrairement à la Hongrie, une ouverture grandissante à la naturalisation des individus. Cette attitude démontre une volonté d'intégration de la part du gouvernement et une facilitation de l'intégration structurelle. La dernière section, quant à elle, analyse la réceptivité des pays hôtes à l'étude à l'intégration sociale, politique et économique des migrants. En Allemagne, les politiques d'intégration se sont mobilisées autour de l'intégration au marché du travail, en assouplissant notamment certaines mesures et en mettant les migrants au centre des stratégies de développement des entreprises. Toutefois, en Hongrie, en dépit d'un manque de main-d'œuvre considérable, la discrimination entretenue par le gouvernement rend les employeurs réticents à intégrer les migrants à leur entreprise, ce qui nuit considérablement au processus d'intégration de ces

individus. Au niveau de l'intégration politique, même si les politiques d'intégration élaborées par l'Allemagne favorisent l'intégration politique des migrants, la réalité est que peu de mesures concrètes incitent ces individus à participer activement. Même son de cloche du côté hongrois où la situation est, encore une fois, exacerbée par les politiques du gouvernement. Afin d'uniformiser la nation, selon le modèle républicain, les migrants sont peu, voire pas, représentés dans les institutions politiques et ne sont pas encouragés à le faire. Au niveau de l'accès aux ressources éducatives, cette analyse a permis de démontrer que les politiques d'intégration de l'Allemagne facilitent le travail des institutions d'encadrer et d'intégrer les migrants, en augmentant, par exemple, les revenus du système d'éducation. Toutefois, même si ces mesures favorisent la socialisation des migrants par le développement de valeurs propres à la société hôte, la ségrégation que subissent beaucoup de ces enfants est encore critiquée et nuit toujours à la cohésion sociale. En Hongrie, cependant, l'intégration des migrants par le système éducatif est largement entravée par le gouvernement qui n'offre aucune mesure spéciale adaptée aux migrants. Ces mesures empêchent l'intégration tropique des migrants en plus de nuire à la cohésion de la société. Finalement, cette recherche a permis de démontrer que l'intégration n'est pas totale en Allemagne et en Hongrie en matière de logements, et ce, indépendamment des politiques adoptées. En effet, alors qu'en Allemagne les migrants se heurtent à des lourdeurs administratives, ceux en Hongrie souffrent toujours de discrimination de la part des propriétaires qui sont réticents à leur louer un logement. Cette situation est une limite considérable à l'intégration de ces individus puisqu'elle marginalise les migrants.

Ce travail a permis de confirmer partiellement l'hypothèse de départ. En effet, les politiques migratoires que l'Allemagne a adoptées suite à l'arrivée massive des migrants depuis le début des années 2010, avaient une portée pluraliste et intégratrice. Tel que soumis par l'hypothèse initiale, ces politiques facilitent la mise en place de mesures qui favorisent la cohésion sociale et qui donnent aux migrants toutes les opportunités nécessaires pour s'intégrer à la société, que ce soit au niveau économique, politique ou social. Cependant, en dépit de ces mesures, il semble que certaines réticences persistent au sein de la société civile, limitant considérablement l'intégration des individus. Beaucoup de migrants souffrent, encore aujourd'hui, de discrimination et de ségrégation, notamment au

niveau social, économique et politique. Ces limites à l'intégration tropique des migrants nuisent considérablement à la cohésion sociale, partie intégrante du processus d'intégration, de cette société pluraliste. En ce qui concerne la Hongrie, l'hypothèse de départ semble s'être confirmée à travers cette analyse. En effet, la nature des politiques migratoires d'intégration adoptées est un obstacle considérable à l'intégration des migrants, puisqu'en plus de les maintenir à l'écart au niveau politique, elles contribuent à accentuer les sentiments racistes à travers la société. En dépit de l'attitude européenne et des directives de non-discrimination imposées à ses États membres, les migrants qui s'établissent en Hongrie peinent à s'intégrer à la société. Les politiques de cet État républicain visent à assurer l'uniformisation sociale et laissent peu de place à la diversité et à l'intégration des minorités, que ce soit au niveau social, politique ou économique. À ce jour, si les migrants ne peuvent intégrer le moule hongrois, ils seront condamnés à vivre en marge de la société. Cette étude démontre, oui, l'importance de l'adoption de politiques migratoires d'intégration inclusive afin de favoriser l'intégration des migrants à la société, mais également l'importance de l'acceptation sociale d'un tel projet. Comme le démontre l'exemple de l'Allemagne, à elles seules, les politiques migratoires d'intégration ne peuvent pas assurer l'intégration complète des migrants, le projet doit également être accepté par la société afin de réduire, notamment, la ségrégation et la discrimination et en arriver à une cohésion sociale complète. Le projet migratoire allemand étant relativement nouveau, la question se pose à savoir si la société intégrera en totalité les concepts mis de l'avant par les politiques migratoires du gouvernement.

Cette analyse a fait ressortir le caractère particulier de la dynamique européenne. Que ce soit au niveau migratoire ou à d'autres niveaux, l'Union européenne ainsi que ses États membres doivent se soumettre au principe de subsidiarité instauré par la gouvernance multiniveaux. Or, dans plusieurs contextes, y compris au niveau migratoire, les politiques nationales de ses États membres s'opposent complètement l'une à l'autre, mais entretiennent également une vision différente de celle promue par l'Union européenne. Cette discordance, parfois irréconciliable, entraîne l'émergence de mouvements nationalistes forts qui revendiquent davantage d'indépendance et d'autonomie au sein de cette organisation. Elle a même été, au cours de la dernière année, à l'origine du mouvement BREXIT, soit la

procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Outre les conséquences économiques liées à cette exclusion (certains estiment une chute du PIB nominal d'environ 16%²⁴⁶), ce mouvement entrainera des conséquences sur l'intégration européenne qui demeurent encore incertaines. Dans cette optique, il y a lieu de s'interroger quant à l'avenir du modèle européen. Comment l'Union européenne parviendra-t-elle à maintenir cette unité dans un contexte où des mouvements nationalistes de plus en plus forts voient le jour ? Ira-t-elle vers un renforcement du pouvoir des institutions européennes et une intégration européenne renforcée ou vers une plus grande désintégration entre les États?

²⁴⁶ Maxime LEFEBVRE. *Brexit : Quelles conséquences pour le projet européen ?*, 2017, [En ligne], <http://www.espeurope.eu/nc/media-news/news-newsletter/news-single/back/232/pointeur/1/article/brexit-la-victoire-posthume-de-de-gaulle/>, consulté le 18 avril 2018

BIBLIOGRAPHIE

Publications gouvernementales et non-gouvernementales

ACF-IRIS. *LA CRISE MIGRATOIRE : L'Europe à un tournant décisif*, Juin 2016, 9 p.

ALIGISAKIS, Maximos. *L'Europe face à l'Autre : politiques migratoires et intégration européenne*, Institut européen de l'Université de Genève, 2003, 195 p.

ASYLUM INFORMATION DATABASE. *Country Report - Hungary*, 2016, 101 p.

CENTRE MONDIAL DU PLURALISME. *Citoyenneté, nationalité et immigration en Allemagne*, 2017, Canada, 7 p.

COMMISSION EUROPÉENNE. *Égalité de traitement : les directives européennes de lutte contre la discrimination sont désormais transposées dans les 28 États membres de l'Union européenne*, 2014, 3 p.

COMMISSION EUROPÉENNE. *Un agenda européen en matière de migration*, 2015, Bruxelles, 26 p.

COMMISSION EUROPÉENNE. *Portail européen sur l'intégration*, [En ligne], <https://ec.europa.eu/migrant-integration/home?lang=fr>, consulté le 3 février 2018

COMMISSION EUROPÉENNE. *Un agenda européen en matière de migration*, Bruxelles, 2015, 26 p.

COMMISSION EUROPÉENNE CONTRE LE RACISME ET L'INTOLÉRANCE. *Ecri Report on Hungary pour le Conseil de l'Europe*, 2015

CONSEIL DE L'EUROPE. *La participation politique et sociale des immigrés à travers des mécanismes de consultation*, 1999, [En ligne], https://www.coe.int/t/dg3/migration/archives/Documentation/Series_Community_Relations/Participation_public_life_report_fr.pdf, consulté le 20 mars 2018

CONSEIL DE L'EUROPE. *Les mesures et indicateurs d'intégration*, 1998, 142 p.

CONSEIL DE L'EUROPE. *Sécurité nationale et jurisprudence européenne*, 2013, 46 p.

DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS STATISTICS DIVISION, « Recommendations on Statistics of International Migration - Revision 1 », *Statistical Papers*, Series M, no. 58, rev. 1, 1998, 105 p.

- FRANCE DIPLOMATIE. *Présentation de l'Allemagne*, [En ligne], <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/Allemagne/presentation-de-l-Allemagne>, consulté le 25 janvier 2018
- FRANCE DIPLOMATIE. *Présentation de la Hongrie*, [En ligne], <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/hongrie/presentation-de-la-hongrie/>, consulté le 25 janvier 2018
- GUIRAUDON, DR. Virginie. *European integration and migration policy: vertical policy-making as Venue shopping* présenté dans le panel *Migration, Citizenship and Race in the European Union*, Pittsburgh, PA, Juin 1999.
- HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME. *Combattre la discrimination contre les migrants*, [En ligne], <http://www.ohchr.org/FR/AboutUs/Pages/DiscriminationAgainstMigrants.aspx>, page consultée le 12 mars 2018
- HUNGARIAN GOVERNEMENT. *Ministry of Interior*, [en ligne], <http://www.kormany.hu/en/ministry-of-interior>, consulté le 3 février 2018
- JUHASZ, Attila & al. *Focus on Hungary: Refugees, Asylum and Migration*, Heinrich-Böll-Stiftung, 2015, 25 p.
- KOVACS M. Maria, TOTH, Judith. « Country Report: Hungary », *EUDO Citizenship Observatory*, 2013, 26 p.
- MCAULIFFE, M. & al. *Mobility, Migration and Transnational Connectivity* dans *World Migration Report 2018*, 2017, 28 p.
- MÉNDEZ, ETHEL. « Qu'est-ce qu'une bonne recherche? », *Centre de recherche pour le développement international*, 2012, 33 p.
- MIGRATION POLICY GROUP. *Access to citizenship and its impact on immigration integration - European Summary and Standard*, 2013, 62 p.
- MIGRATION POLICY GROUP. *Access to citizenship and its impact on immigration integration - Handbook for Germany*, 2013, 32 p.
- MIGRATION POLICY GROUP. *Access to citizenship and its impact on immigrant integration - Handbook for Hungary*, 2012, 28 p.
- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. *La politique d'intégration des ressortissants des pays tiers dans les pays membres de l'Union européenne*, 2016, [En ligne],

<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Accueil-et-accompagnement/Europe/La-politique-d-integration-des-ressortissants-des-pays-tiers-dans-les-pays-membres-de-l-Union-europeenne>, consulté le 2 mars 2018

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS. *Migration Issues in Hungary*, 2018, [En ligne], <http://www.iom.hu/migration-issues-hungary>, consulté le 20 mars 2018

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS. *Migration and migrants: A global overview* dans *World Migration Report 2018*, 2017, 50 p.

ORGANISATION POUR LES NATIONS UNIES. *Il y a 244 millions de migrants internationaux dans le monde, selon l'ONU*, 2016, [En ligne], <https://news.un.org/fr/story/2016/01/327102-il-y-244-millions-de-migrants-internationaux-dans-le-monde-selon-lonu>, consulté le 18 février 2018

PANIZZA, Roberta. *Le principe de subsidiarité*, 2018, [En ligne], http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU_1.2.2.html, consulté le 04 avril 2018

PARLEMENT EUROPÉEN. *Integration of refugees in Greece, Hungary and Italy - Comparative Analysis*, 2017, 100 p.

PARLEMENT EUROPÉEN. *Migration et asile : un défi pour l'Europe*, 2018, 20 p.

PARLEMENT EUROPÉEN. *Répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres en matière d'immigration*, 2011, 31 p.

PASCOUAT, Yves. *Les dispositifs d'intégration des ressortissants de pays tiers dans les États membres de l'Union européenne - Rapport comparatif*, European Policy Center, 2016, 147 p.

Documents juridiques

CONSEIL EUROPÉEN. *Directive 2000/78/CE - Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail*, novembre 2000

Monographies

BECKER, François *Cohésion sociale dans une Europe multiculturelle : rôle et impact des courants de pensées et des religions*, Sciences humaines et sociales, 2007, 182 p.

- BOST, François & al. *Images économique du monde 2016 : Le monde sous tension(s)*, Éditions Armand Colin, septembre 2015, 440 p.
- DE LANCHY, Gaëtan & LICHERON, Julien. *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg - Chapitre 12*, Regards Critiques, 2014,
- FISCHER, Nicolas & HAMIDI, Camille. *Les politiques migratoires*, Édition La Découverte, Collection Repères, 2016, 127 p.
- FLEURY, Charles et al. *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg - Chapitre 5*, Regards Croisés, 2014, pp. 105-124
- GEDDES, Andrew. *Immigration and European integration*, Manchester University Press, 2008, 218 p.
- GEDDES, Andrew, SCHOLTEN, Peter. *The politics of migration and immigration in Europe*, Éditions SAGE, Août 2016, 288 p.
- JUNCKER, Jean-Claude *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg - PRÉFACE*, 2014 , Regards croisés, pp. 19-22
- LACROIX, Thomas. *Migrants : l'impasse européenne*, Éditions Armand Colin, 2016, 190 p.
- SCHMOLL, C. & Al. *Migrations en Méditerranée*, Éditions CNRS, 2015, 382 p.
- SCHNAPPER, Dominique. *Qu'est-ce que la citoyenneté*, Folio, 2002, 321 p.
- TARAN, Patrick et al. *Migrations économiques, cohésion sociale et développement : vers une approche intégrée*, Éditions du Conseil de l'Europe, 2009, 215 p.

Articles de périodique

- AGENCE FRANCE-PRESSE. «Allemagne: une loi sans précédent pour intégrer les migrants », *Radio-Canada*, 2016, [En ligne], <http://www.lapresse.ca/international/crise-migratoire/201607/07/01-4998842-allemande-une-loi-sans-precedent-pour-integrer-les-migrants.php>, page consultée le 3 mars 2018
- AGENCE FRANCE-PRESSE. « Berlin critique la fermeture des frontières en Hongrie », *Le Figaro*, 2015, [En ligne], <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/09/18/97001-20150918FILWWW00145-berlin-critique-la-fermeture-des-frontieres-en-hongrie.php>, page consultée le 8 mars 2018

- AMELINA, Anna, FAIST, Thomas. « Turkish Migrant Associations in Germany: Between Integration Pressure and Transnational Linkages », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 24, no. 2, 2008, pp. 91-120
- BARTRAM, David. « Political Integration of Immigrants: Insights from Comparing to Stayers, Not Only to Natives », Présenté lors de la 3e Conférence Internationale ESS : "Researching migrants' well-being", 13-15 Juillet 2016, Lausanne, Switzerland
- BITHER, Jessica. « In Germany, immigrants are becoming a serious political force », *The Washington Post*, 2017, [En ligne], https://www.washingtonpost.com/news/democracy-post/wp/2017/09/19/in-germany-immigrants-are-becoming-a-serious-political-force/?utm_term=.0250add71d96, consulté le 20 mars 2018
- BRAUNSDORF, Felix. « Les causes des migrations dues aux politiques « Made in Europe » », *Friedrichbert Stiftung*, 2017, 46 p.
- BULMAN, May. « Hungarian mayor seeks to ban Muslims and gay people from his village », *Independent*, 2017, [En ligne], <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/muslims-gay-people-not-welcome-hungary-mayor-asotthalom-laszlo-toroczka-lgbt-rights-islamophobia-a7566916.html>, page consultée le 15 mars 2018
- CHALARD, Laurent. « Sommet de Paris sur les migrants : pourquoi l'Europe porte une lourde responsabilité dans un phénomène qu'elle considère à tort comme une fatalité », *Atlantico*, 2017, [En ligne], <http://www.atlantico.fr/decryptage/sommet-paris-migrants-pourquoi-europe-porte-lourde-responsabilite-dans-phenomene-qu-elle-considere-tort-comme-fatalite-3148986.html/page/0/1>, consulté le 20 février 2018
- CITLAK, Banu & al. « Socialization goals among first- and second-generation migrant Turkish and German mothers », *International Journal of Behavioural development*, Vol. 32, 2008, pp.56-65
- COLUMBUS, Courtney. « Integration is difficult for the few refugees granted asylum », *Cronkite News*, 2016
- CONSTANT F. Amélie. « Le défi des migrations : quelles options pour l'Europe ? », *Revue d'économie financière*, Vol. 1, No. 125, 2017, pp. 195-208
- CRISP, James. « European divisions over migration brutally exposed by EU court judgment on refugee quotas », *The Telegraph*, 2017

- DÉKANY-SZÉNASI, Éva. « La question de la souveraineté et la construction européenne », *Le Portique*, Vol 5, 2007, [En ligne], <http://journals.openedition.org/leportique/1385#quotation>, consulté le 22 février 2018
- DE VARDALLE, Laure et al. « S'inscrire dans une démarche comparative », *Terrains & Travaux*, ENS Paris-Saclay, N. 21, 2012, pp. 5-21
- DIALLO, Oumar & al. « La lutte contre la discrimination à l'épreuve du droit du logement allemand », *La Revue des droits de l'Homme*, 2015, [En ligne], <http://journals.openedition.org/revdh/1422#quotation>, page consultée le 15 mars 2018
- DILL, Verena, JIRJAHN, Uwe. « Ethnic residential segregation and immigrants' perceptions of discrimination in West Germany », *Urban Studies*, Vol. 51, 2014, pp. 3330-3347
- FEKETE, Liz. « Hungary: power, punishment and the 'Christian-national idea' », *Race and Class*, 2016, Vol. 57 (4), pp. 39-53
- FLEISCHMANN, Fenella, PHALET, Karen. « Religion and National Identification in Europe: Comparing Muslim Youth in Belgium, England, Germany, the Netherlands, and Sweden », *Journal of Cross-Cultural Psychology*, Vol. 49, 2018, pp. 44-61
- FOURQUET, Jérôme. « Les Européens et l'immigration : perception des flux et représentations en France », *Fondation Jean-Jaurès*, 2017, [En ligne], <https://jean-jaurès.org/nos-productions/les-europeens-et-l-immigration-perception-des-flux-et-representations-en-france>, consulté le 3 février 2018
- FOWLER, Brigid. « Hungary: Unpicking the Permissive Consensus », *West European Politics*, Vol. 27 (4), 2004, pp. 626-651
- FRATTINI, Tommaso. « L'intégration des immigrants dans les pays d'accueil - Ce que nous savons et ce qui marche », *Revue d'économie du développement*, Vol. 25, pp. 105-134
- GIUGNI, Marco. « Ancien et nouvel institutionnalisme dans l'étude de la politique contestataire », *Politiques et sociétés*, Vol. 21, No. 3, 2002
- GODRI, Iren. « Immigration - The Labour market integration of immigrants in Hungary - An analysis based on population census data », *In Focus : International migration*, 2016, pp. 122-135
- GUYOT, Claire. « En Allemagne, le succès en demi-teinte de l'intégration des réfugiés », *La Croix*, 2017.

- HAILBRONNER, Kay, FARAHAT, Anuscheh. « Country Report on Citizenship Law: Germany », *European University Institute*, 2015, 40 p.
- HALASZ, Ivan. «The Political Integration of the Migrants in the Hungarian Electoral System after 2010 », *Krytyka Prawa*, pp. 103-114
- HOUILLON, Vincent. « Analyse comparative des politiques d'accueil et d'intégration des migrants dans les États membres de l'UE », *Espace populations sociétés*, 2007/1, 2007, pp. 127-128
- HURRELMANN, Achim. « European Democracy, the 'Permissive Consensus' and the Collapse of the EU Constitution », *European Law Journal*, Vol. 13, No, 13, 2007, pp. 343-359
- IVALDI, Gilles. « L'Europe face aux droites radicales populistes : positions partisans et demandes électorales », Communication à : L'identité européenne en crise ? Les stratégies d'appropriation et de redéfinition de la notion d'identité européenne par les acteurs d'extrême droite et de populisme de droite, Jan 2015, Fulda, Allemagne.
- JACOB, Étienne. « Allemagne: le mouvement islamophobe Pegida va créer un parti politique », *Le Figaro*, 2016, [En ligne], <http://www.lefigaro.fr/international/2016/07/20/01003-20160720ARTFIG00008-allemande-le-mouvement-islamophobe-pegida-va-creer-un-parti-politique.php>, page consultée le 12 mars 2018
- JAVANOVSKI, Kristina. « Hungary blocks migrants, but needs foreign labor », *DW Made for minds*, [En ligne], <http://www.dw.com/en/hungary-blocks-migrants-but-needs-foreign-labor/a-19448738>, consulté le 20 mars 2018
- KAHMANN, Marcus et al. « Employeurs et réfugiés : l'intégration au service d'une stratégie de long terme », *Chroniques Internationales de l'IRES*, no. 154, 2016, pp. 11-27
- KASTORYANO, Riva. «Vers un nationalisme transnational », *Revue française de science politique*, Vol. 56, 2006, pp. 533-553
- KAUNERT, Christian, LÉONARD, Sarah. « The development of the EU asylum policy: venueshopping in perspective », *Journal of European Public Policy*, Vol. 19, 2012, pp. 1396-1413

- KIS, Alexandru, KIS, Alin. « A comparative study on immigrants' integration policy in romania and sweden », *Journal Dresmara*, Vol. 8, pp. 43-62
- KOKOROKO, Dodzi. « Souveraineté étatique et principe de légitimité démocratique », *Revue québécoise de droit international*, no. 16, 2003, pp. 37-59
- KORKUT, Umut. «The migration myth in the absence of immigrants: How does the conservative right in Hungary and Turkey grapple with immigration? », *Comparative european Politics*, Vol. 12, 2014, pp. 620-636
- KSIAZEK, Jean-Philippe. « Crise migratoire en Europe: des chiffres pour comprendre », *Le Parisien*, 2017, [En ligne], <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/crise-migratoire-en-europe-des-chiffres-pour-comprendre-16-06-2017-7057359.php>, consulté le 20 février 2018
- KUNZIG, Robert. « Comment l'Allemagne accueille-t-elle les réfugiés? », *National Geographic*, 2016, [en ligne], <http://www.nationalgeographic.fr/histoire/2016/11/comment-lallemagne-accueille-t-elle-les-refugies>, consulté le 3 février 2018
- LABERGE, Yves. « Interactionnisme symbolique, ethnométhodologie et microsociologie », *Recherche sociologique et anthropologique*, no. 40, 2009, pp. 151-156
- LAROSE, Chalmers. « Flux migratoires et mondialisation », *Relations*, no. 720, novembre 2007, [En ligne], <http://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/flux-migratoires-et-mondialis-ation/>, consulté le 18 février 2018
- LEFEBVRE, Maxime. « L'Allemagne et l'Europe », *Revue internationale et stratégique*, no. 74, 2009, pp. 86-97
- LEFRANÇOIS, Claire. « Articuler différentes échelles d'analyse dans la comparaison », *Terrains & Travaux*, ENS Paris-Saclay, N. 21, 2012, pp. 93-108
- LEOTARD, Corentin. « Viktor Orbán veut reconquérir la diaspora hongroise en la naturalisant », *24H*, 2017, [En ligne], <https://www.24heures.ch/monde/europe/viktor-orban-veut-reconquerir-diaspora-hongroise-naturalisant/story/11093851>, consulté le 16 mars 2018
- MASCIA, Carla. « L'intégration et l'Europe : quels enjeux ? », *Cartografie sociali - Rivisti di sociologia e scienze umane*, Vol. 1, N.2, 2016, pp. 241-260
- MEYERS, Eytan. « Theories of International Immigration Policy-A Comparative Analysis », *The International Migration Review*, Vol. 34, No. 4, 2000, pp. 1245-1282

- MINK, Georges. « L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme », *Politique étrangère*, Vol. 2, 2016, pp. 89-101
- NASHO AH PINE, Elda. « Quel sens pour l'intégration européenne ? - Une typologie du sense of community par groupe de pays en Europe », *Revue française de science politique*, vol. 66, 2016, pp. 963-987
- NERBOLLIER, Delphine. « L'Allemagne s'organise pour scolariser les enfants réfugiés », *La Croix*, 2016, [En ligne], <https://www.la-croix.com/Actualite/Europe/L-Allemagne-s-organise-pour-scolariser-les-enfants-refugies-2016-01-05-1399922>, consulté le 20 mars 2018
- NORDBRUCH, Götz. « Les jeunes musulmans en Allemagne. Entre normalité, racisme et discours salafistes », *Migrations société*, no. 166, 2016, pp. 95-110
- PAQUOT, Thierry. « En lisant Georg Simmel », *La Revue Hermès*, no. 63, 2012, pp. 21-35
- PATAY, Tunde. « A Comparative Analysis of Migration Policies: (Best) Practices from Europe », *Acta Univ. Sapientiae, Economics and Business*, Vol. 5, 2017, pp 139-154
- PETITVILLE, Franck. « L'Union européenne, acteur international « global » ? », *Revue internationale et stratégique*, no. 47, 2002, pp. 145-157
- POPP, Maximilian & al. « German Turks Struggle to Find Their Identity », *Spiegel Online*, 2011, [En ligne], <http://www.spiegel.de/international/germany/at-home-in-a-foreign-country-german-turks-struggle-to-find-their-identity-a-795299-2.html>, page consulté le 15 mars 2018
- POUDRIER, Louise. « Sur l'objet et la méthode des sciences politiques », *Les cahiers de droit*, Vol. 5, no. 2, avril 1963, pp. 77-80
- RHEIN, Catherine. « Intégration sociale, intégration spatiale », *L'Espace géographique*, tome 31, 2002, pp. 193-207
- ROBERTS, Celia. « Acquisition des langues ou socialisation dans et par le discours ? Pour une redéfinition du domaine de recherche sur l'acquisition des langues étrangères », *Langages*, 1999, pp. 101-115
- SCHNAPPER, Dominique. « L'échec du "modèle républicain" ? Réflexion d'une sociologue », *Histoire, Sciences Sociales*, no. 4, 2006
- SIMARD, Carolle, PAGÉ, Michel. « Participation civique et politique des citoyens issus de l'immigration », *Diversité urbaine*, Vol. 9, no.2, 2009, pp. 7-26

- SZACKA, Alexandra. « Comment l'Allemagne fait-elle pour accueillir 1 million de réfugiés? », *Radio-Canada*, 2015, [En ligne], <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/755468/refugies-syrie-allemande-angela-merkel>, page consultée le 3 mars 2018
- TARAFAS, Laura. « La Hongrie : un pays de transit vers l'Europe de l'Ouest ou une nouvelle patrie pour les mineurs (isolés) étrangers ? », *L'autre*, Vol. 17, 2016, pp. 54 à 60
- TIBERJ, Vincent. « Intégration », *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2004.
- TUCCI, Ingrid. « Immigration, intégration et diversité en France et en Allemagne », *Informations sociales*, no. 163, pp. 116-123
- VAHIBI, Nader. « La construction sociologique de la carrière migratoire : le cas des migrants iraniens en Europe », *Migrations Sociétés*, no. 150, 2013, pp. 13-39
- VAN SELM, Joane. « L'asile et l'immigration sont-ils réellement le problème de l'Union européenne ? », *Migrations forcées*, 2016, pp. 60-62
- VONBERG, Judith, SCHMIDT, Nadine. « Far-right party wins seats in German parliament for first time in decades », CNN, 2017, [En ligne], <https://www.cnn.com/2017/09/24/europe/germany-far-right-party-election/index.html>, page consultée le 3 mars 2018
- WEISS, Karin. « Allemagne : quel modèle d'intégration ? », *Friedrichbert Stiftung*, Janvier 2018, 11 p.
- WIHTOL DE WENDEN, Catherine. « Les flux migratoires légaux et illégaux », *Sciences Po - CERI*, 2011, pp. 1-8
- YOUNG, Holly. « Allemagne : trouver un logement, mission presque impossible pour les réfugiés », *InfoMigrants*, 2017, [En ligne], <http://www.infomigrants.net/fr/post/6325/allemande-trouver-un-logement-mission-presque-impossible-pour-les-refugies>, consulté le 20 mars 2018

Thèses et mémoires

- BOUSSICHAS, Matthieu. *Politiques migratoires et développement : optimiser les effets de l'émigration* sous la direction de Jean-Louis COMBES, Université d' 2009, 442 p.

- KASEREKA TSONGO, Erick. *La coopération au sein de la zone euro et la lutte contre crise financière. bilan et perspectives*, Université de Lubumbashi, 2012
- LEFRANÇOIS, Claire. *Tensions autour du critère d'âge. Les chômeurs âgés face aux politiques de l'emploi, en France et au Royaume-Uni* sous la direction de Vincent CARADEC, 2013
- MATCH EZÉCHIEL, Arthur Noel. *Les stratégies individuelles d'intégration des immigrants Guinéens, Maliens et Sénégalais au Québec*, Université du Québec à Montréal, 2006
- ODDEN, Gunhild. *Migrants dans la ville - Une étude socio-anthropologique des mobilités migrantes à Salamanque* sous la direction de Gilles FERRÉOL et Marie-Antoinette HILY, Université de Poitiers, 2010
- QUESADA, Aurélie. *L'intégration socio-culturelle des réfugiés par une approche interactionniste : le cas des Colombiens au Québec*, Université du Québec à Montréal, 2011, 175 p.

Ouvrages de références

- DICTIONNAIRE DE FRANÇAIS LAROUSSE. *Intégrer*, [En ligne], <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/int%C3%A9grer/43537>, consulté le 20 février 2018
- ROSENTAL, Paul-André. « MIGRATIONS - Histoire des migrations », *Encyclopedia Universalis*, [En ligne], <http://www.universalis-edu.com/acces.bibl.ulaval.ca/encyclopedie/migrations-histoire-des-migrations/>, consulté le 19 février 2018

Autres références

- ARTEMISSZIO FOUNDATION. *Artemisszió Foundation*, [En ligne], <http://www.annalindhfoundation.org/fr/members/artemisszio-foundation>, page consultée le 16 mars 2018
- ASSAMENÉ, Awoin Christelle-Raissa. *Immigration et intégration en Allemagne*, [En ligne],

- <http://www.abidjan.diplo.de/contentblob/4861554/Daten/6784715/RapportImmigration2016.pdf>, page consultée le 15 mars 2018
- BELGA NEWS. *Hongrie: l'ONU, le Conseil de l'Europe et l'OSCE dénoncent les pratiques anti-migrants*, 2015, [En ligne], https://www.rtb.be/info/monde/detail_hongrie-l-onu-le-conseil-de-l-europe-et-l-osce-denoncent-les-pratiques-anti-migrants?id=9170424, page consultée le 8 mars 2018
- BERIA, Pascal. *Liens faibles, liens forts : le paradoxe de la relation sociale*, 2013, [En ligne], <http://www.lesiteducontenu.com/www/liens-faibles-liens-forts-le-paradoxe-de-la-relation-sociale/>, consulté le 21 février 2018
- CARITAS GERMANY. *What does Caritas do for refugees in Germany?*, [En ligne], <http://www.caritas-germany.org/focus/currentissues/what-does-caritas-do-for-refugees-in-germany>, consulté le 16 mars 2018
- COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA. *Hungary: Situation of Roma, including employment, housing, education, healthcare and political participation; whether Roma are required to pay a fee for health services*, 2016, [En ligne], <http://www.refworld.org/docid/57dfa73e4.html>, consulté le 20 mars 2018
- COMMISSION EUROPÉENNE. *EU cooperation networks for migrant integration*, 2018, [En ligne], <https://ec.europa.eu/migrant-integration/le-role-de-lue/networks>, consulté le 3 mars 2018
- COMMISSION EUROPÉENNE. *EU policy framework for migrant integration*, 2017, [En ligne], <https://ec.europa.eu/migrant-integration/le-role-de-lue/framework>, consulté le 23 février 2018
- COMMISSION EUROPÉENNE. *Europe : Integration Action Plan of Third-Country Nationals launched*, 2016, [En ligne], <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/europe-integration-action-plan-of-third-country-nationals-launched>, consulté le 2 mars 2018
- CONSEIL DE L'EUROPE. *Cohésion sociale*, [En ligne], https://www.coe.int/t/dg3/index_FR.asp, consulté le 15 avril 2018

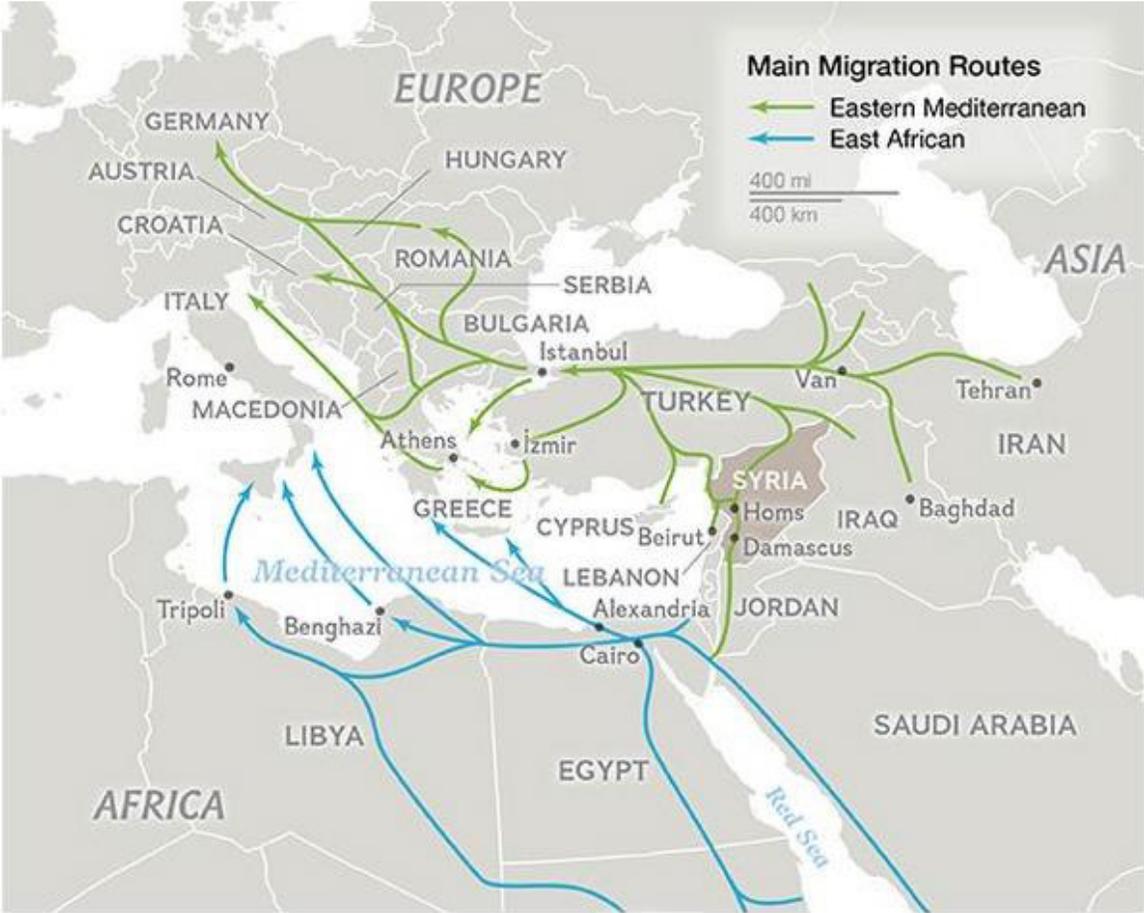
- DABÈNE, Olivier. *Approches théoriques - Intégration sociale*, 2009, [En ligne], <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/approches-theoriques>, consulté le 22 février 2018
- DORVIL, Henri et al. *Le logement comme facteur d'intégration sociale pour les personnes itinérantes aux prises avec des problèmes de santé mentale participant au Projet Chez Soi à Montréal*, 2013, 145 p.
- EUROPA. 2017 – *L'accueil des réfugiés et des migrants dans les sociétés européennes – Défis, enjeux et approches de solutions*, 2017, [En ligne], <http://www.europaong.org/actions/seminaires-europeens/2017-laccueil-des-refugies-et-des-migrants-dans-les-societes-europeennes/>, page consultée le 16 mars 2018
- EUROSTAT. Home ownership, by citizenship and by age, 2016 (%), [En ligne], [http://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php?title=File:Home_ownership,_by_citizenship_and_by_age,_2016_\(%25\)_MI18.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php?title=File:Home_ownership,_by_citizenship_and_by_age,_2016_(%25)_MI18.png), consulté le 18 avril 2018
- FOURQUET, Jérôme. *Les Européens et l'immigration : perception des flux et représentations en France*, 2017, [En ligne], <https://jean-jaures.org/nos-productions/les-europeens-et-l-immigration-perception-des-flux-et-representations-en-france>, consulté le 6 mars 2018
- GLOBSEC. *Recent Changes in Refugee - Related Policies in Hungary*, 2017, [En ligne], <https://www.globsec.org/publications/recent-changes-refugee-related-policies-hungary/>, consulté le 3 février 2018
- HAMANN, Julie, RAPPOLD, Julian. *Germany : Disenchantment rather than enthusiasm*, 2016, [En ligne], <https://www.clingendael.org/publication/germany-disenchantment-rather-enthusiasm>, page consultée le 4 mars 2018
- HUMAN RIGHTS WATCH. *Hungary: Bills Seek to Block Migrant Support*, 2018, [En ligne], <https://www.hrw.org/news/2018/02/17/hungary-bills-seek-block-migrant-support>, page consultée le 16 mars 2018
- HUMAN RIGHTS WATCH. *Union européenne- Évènements de 2015*, [En ligne], <https://www.hrw.org/fr/world-report/2016/country-chapters/285181>, page consultée le 15 mars 2018

- HUMAN RIGHTS WATCH. *Union européenne - Évènements de 2016*, [En ligne], <https://www.hrw.org/fr/world-report/2017/country-chapters/298176>, page consultée le 15 mars 2018
- HUMANIUM. *Les efforts déployés par l'Allemagne pour éduquer ses immigrants sont-ils à la hauteur ?*, [En ligne], <https://www.humanium.org/fr/eduquer-immigrants-allemanne/>, page consultée le 15 mars 2018
- HUMANIUM. *La ségrégation scolaire des enfants Roms : la discrimination à l'école en Hongrie*, [En ligne], <https://www.humanium.org/fr/la-segregation-scolaire-des-enfants-roms-la-discrimination-a-lecole-en-hongrie/>, page consultée le 15 mars 2018
- JOANNIN, Pascale. *Intégration nationale et intégration des migrants : un enjeu européen*, 2008, [En ligne], <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0090-integration-nationale-et-integration-des-migrants-un-enjeu-europeen>, consulté le 2 mars 2018
- KEEP SCHOOL. *Les facteurs de socialisation et d'intégration*, [En ligne], <http://keepschool.com/fiches-de-cours/lycee/economie/facteurs-socialisation-integration.html>, consulté le 20 mars 2018
- KRUG, Clara. *Many helping hands – initiatives for refugees*, 2015, [En ligne], <https://www.deutschland.de/en/topic/politics/development-dialogue/many-helping-hands-initiatives-for-refugees>, consulté le 16 mars 2018
- LEFEBVRE, Maxime. *Brexit : Quelles conséquences pour le projet européen ?*, 2017, [En ligne], <http://www.escpeurope.eu/nc/media-news/news-newsletter/news-single/back/232/pointeur/1/article/brexit-la-victoire-posthume-de-de-gaulle/>, consulté le 18 avril 2018
- MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. *Germany*, [En ligne], <http://www.mipex.eu/germany>, consulté le 20 mars 2018
- MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. *Hungary*, [En ligne], <http://www.mipex.eu/hungary>, consulté le 20 mars 2018
- MIGRANT INTEGRATION POLICY INDEX. *Political participation*, [En ligne], <http://www.mipex.eu/political-participation>, consulté le 20 mars 2018

- MIGRANT SOLIDARITY GROUP OF HUNGARY. *Migrant solidarity and housing rights - a shared struggle*, 2016, [En ligne], <http://www.migszol.com/blog/migrant-solidarity-and-housing-rights-a-shared-struggle>, consulté le 20 mars 2018
- MORICZ, Ilona. *An overview of the migration policies and trends - Hungary*, [En ligne], <http://migrationtothecentre.migrationonline.cz/en/an-overview-of-the-migration-policies-and-trends-hungary>, consulté le 3 février 2018
- NAGY, Boldizsar. *Hungary's hypocritical migration policy*, 2015, [en ligne], <https://www.boell.de/en/2015/05/29/hungarys-hypocritical-migration-policy>, consulté le 3 février 2018
- MINOR, *Migrants in the Germany labor market*, 2017, [En ligne], https://www.netzwerk-iq.de/fileadmin/Redaktion/Bilder/Fachstelle_Einwanderung/FE_LRI_Vortrag_17-03-07.pdf, consulté le 18 avril 2018
- ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS, *Qui est un migrant ?*, [En ligne], <https://www.iom.int/fr/qui-est-un-migrant>, consulté le 20 février 2018
- PROKIC-BREUER, Tijana. Power point : *Access to citizenship & its impact on immigrant integration (ACIT) - Citizenship acquisition and political participation of immigrants in Europe*.
- SCHNAPPER, Dominique. *Intégration nationale et intégration des migrants : un enjeu européen*, 2008, [En ligne], <https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-90-fr.pdf>, consulté le 7 avril 2018
- STUDYRAMA. *Travail et intégration sociale*, 2010, [En ligne], http://www.studyrama.com/IMG/pdf/cours_economie_10.pdf, consulté le 20 mars 2018

ANNEXE I

Figure 1. Routes migratoires européennes



Source: OIM

ANNEXE II

Figure 2. Flots de migration en Méditerranée en 2015 : arrivées et décès

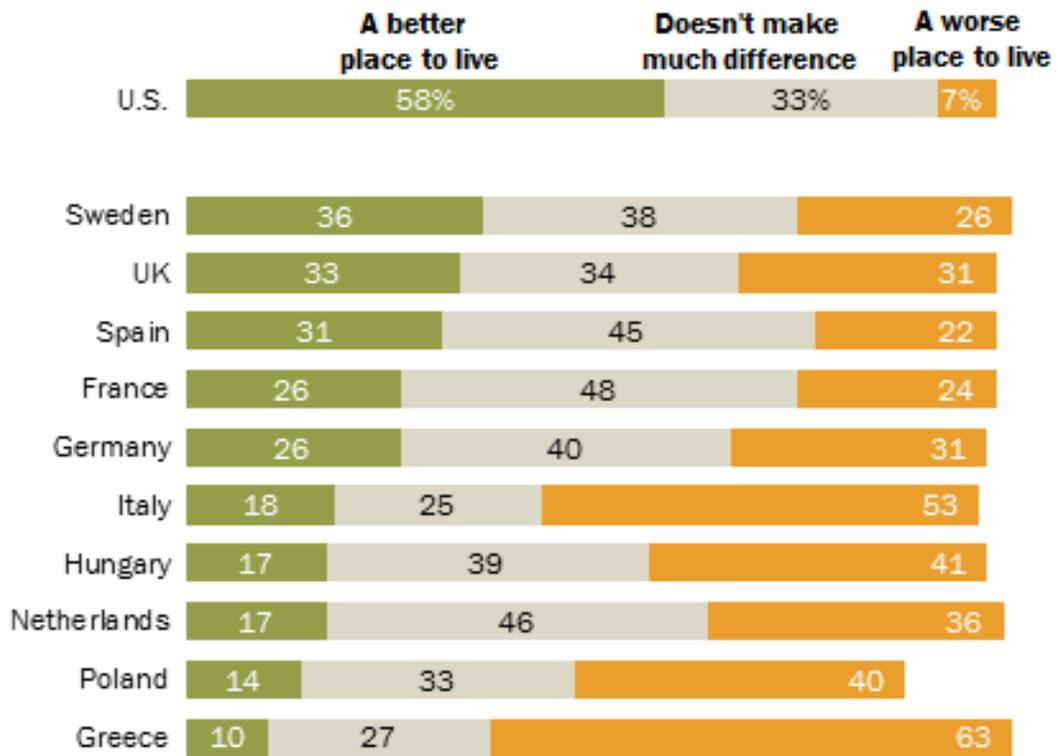
Fatalities by month in 2015 (compared to 2014)																									
Jan		Feb		March		April		May		June		July		August		Sept		Oct		Nov		Dec		Total	
2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
12	82	24	346	10	61	50	1244	329	95	318	10	864	230	616	686	813	268	126	432	22	106	95	205	3279	3771

Source: OIM via GEDDES & SCHOLTEN

ANNEXE III

Figure 3. Perception des migrants par les nationaux

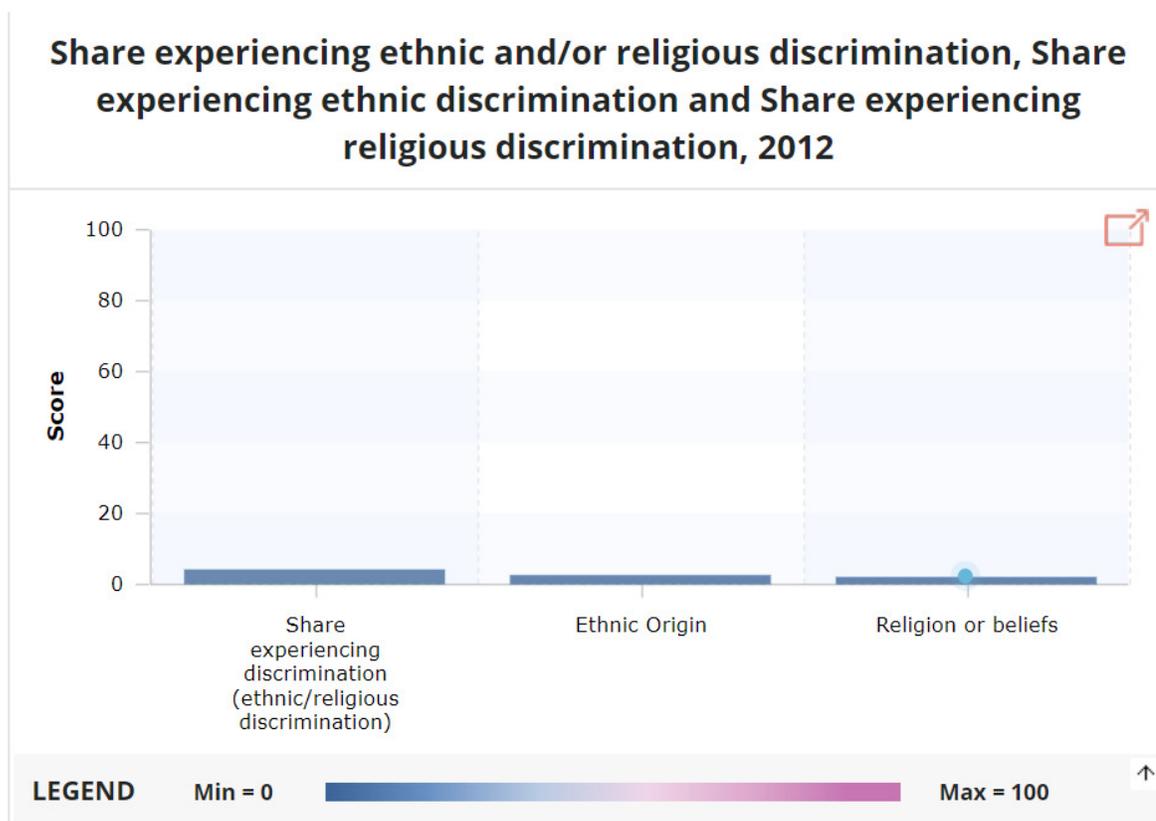
Do you think having an increasing number of people of many different races, ethnic groups and nationalities in our country makes it a better place to live, a worse place to live or doesn't make much difference either way?



Source : Pew Research Center via Global Attitudes Survey

ANNEXE IV

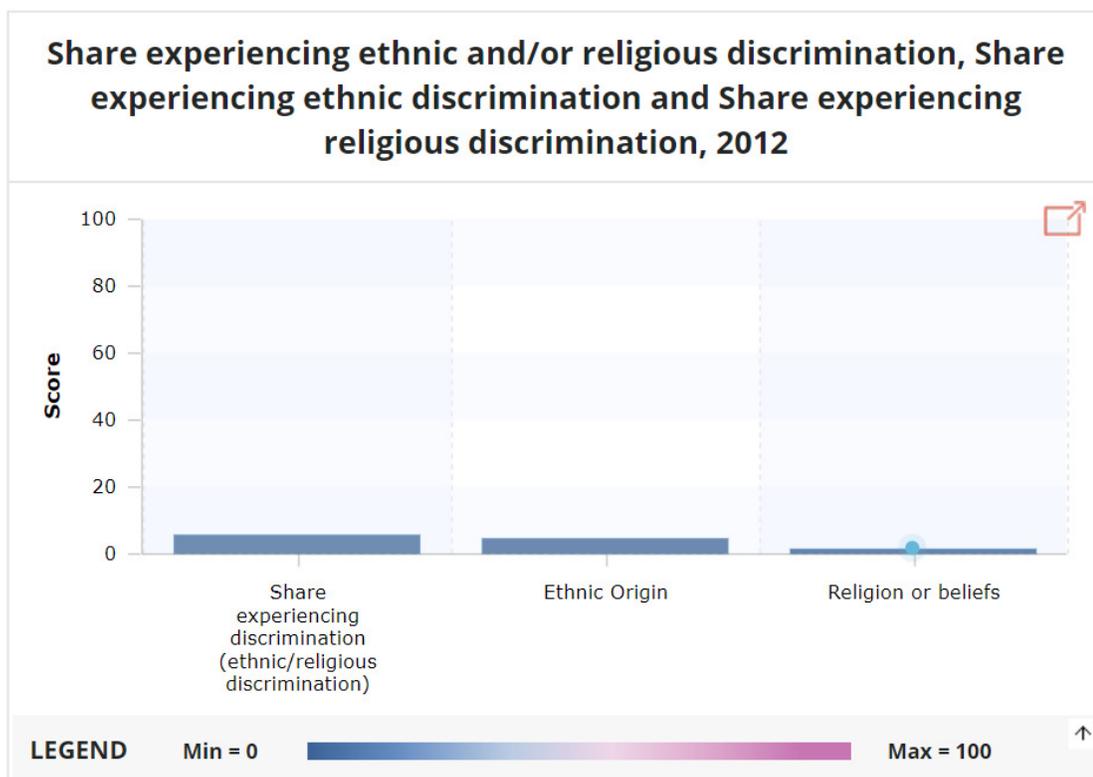
Figure 4. Proportion de migrants ayant subi de la discrimination religieuse ou ethnique en Allemagne en 2012



Source: MIPeX Allemagne

ANNEXE V

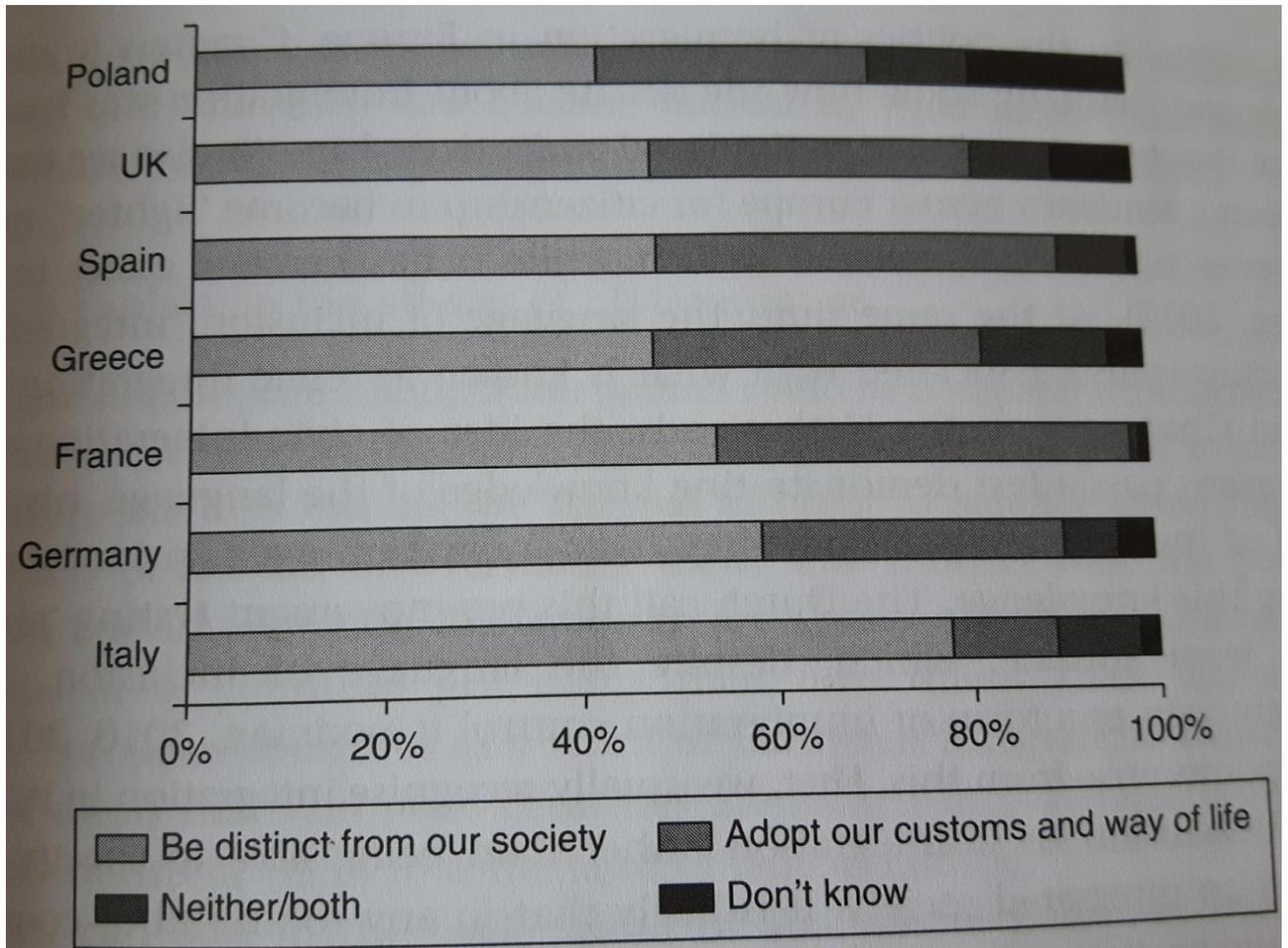
Figure 5. Proportion de migrants ayant subi de la discrimination religieuse ou ethnique en Hongrie en 2012



Source: MIPEx Hongrie

ANNEXE VI

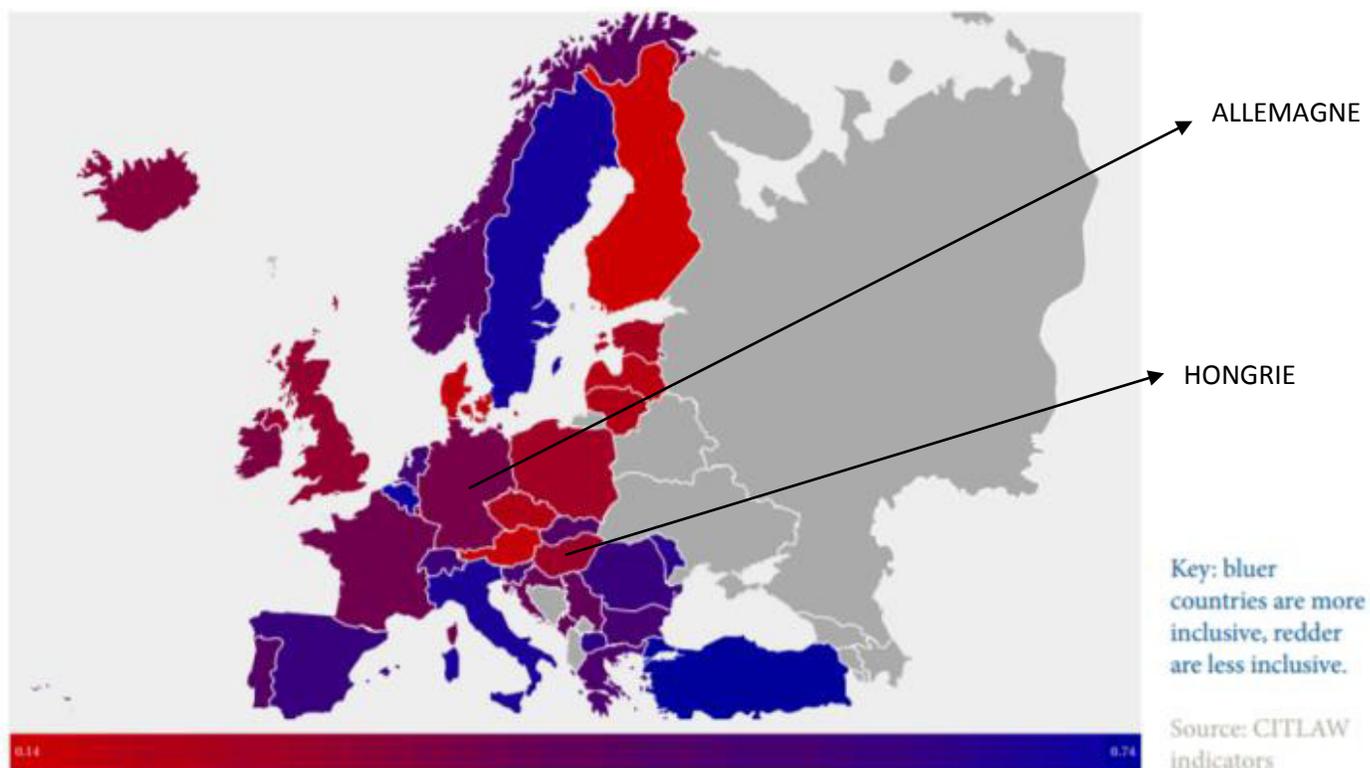
Figure 6. Perception des nationaux à l'égard du désir d'intégration des migrants à la société en Allemagne et dans d'autres pays



Source: Pew Research Center

ANNEXE VII

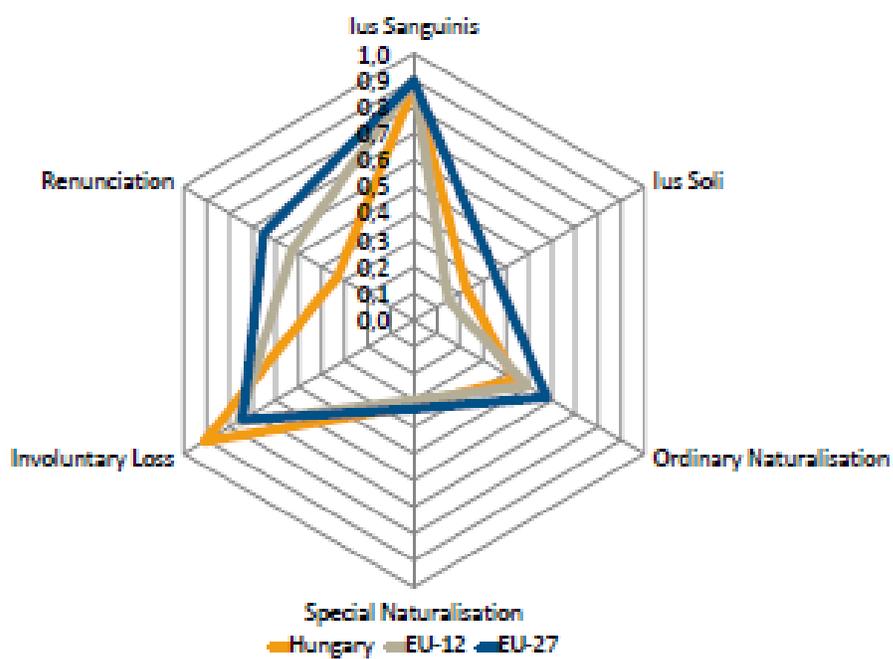
Figure 7. Répartition de l'accès privilégié à la naturalisation selon le niveau d'appartenance du demandeur à la culture d'accueil



Source: ACIT

ANNEXE VIII

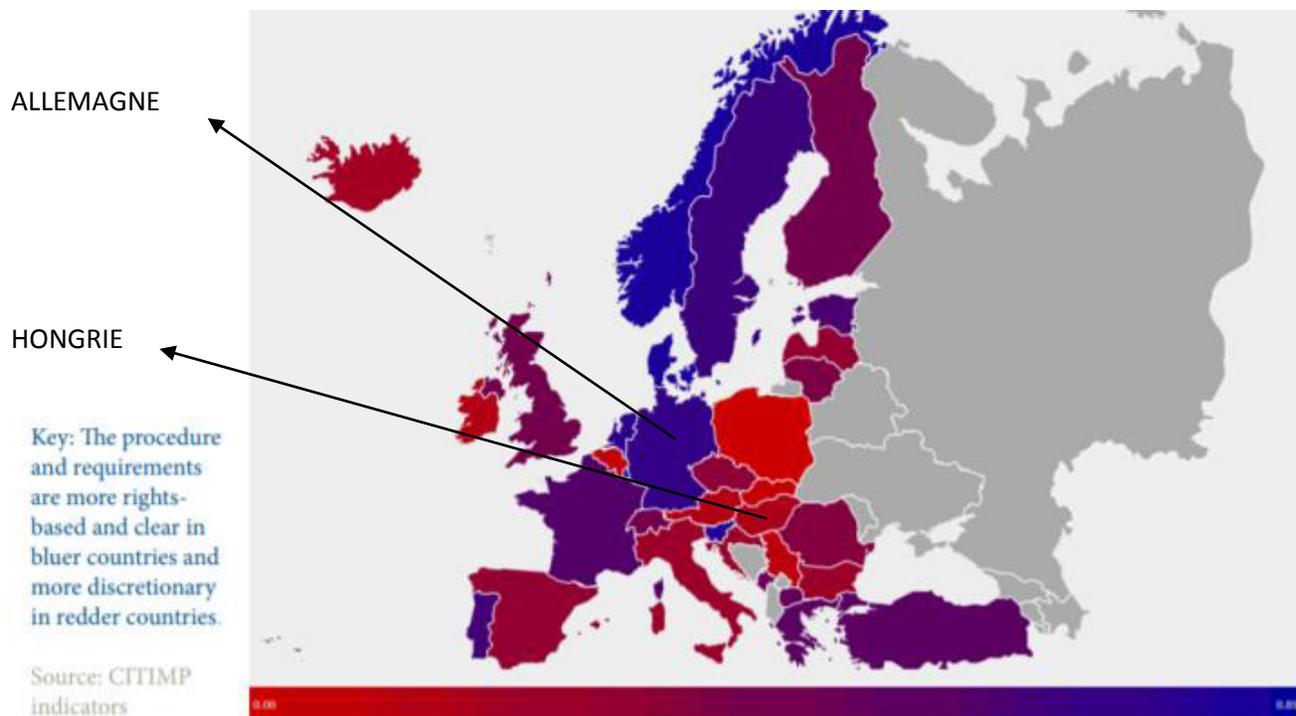
Figure 8. Indicateur de naturalisation en Hongrie vs. l'Union européenne



Source: ACIT Hungary

ANNEXE IX

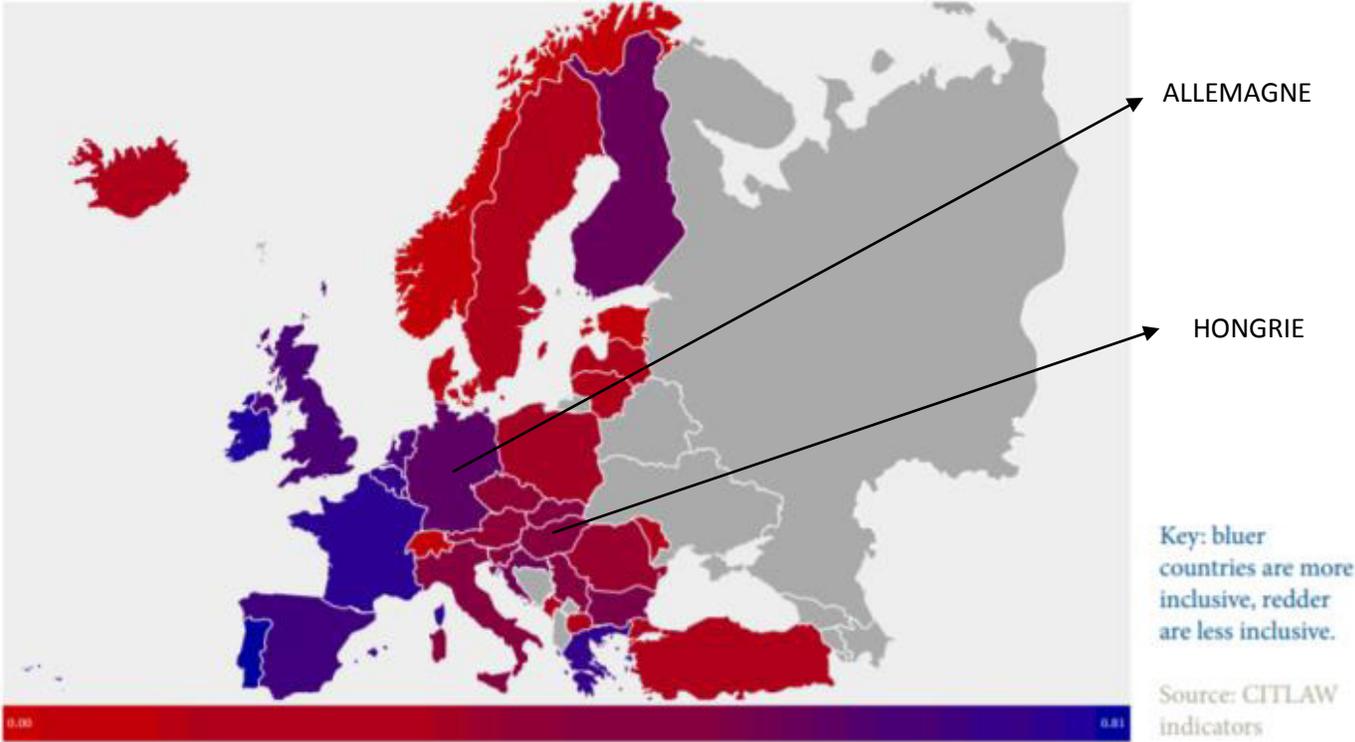
Figure 9. Limites quant à la discrétion dont bénéficie l'État pour interpréter les mesures légales en matière de naturalisation



Source: ACIT

ANNEXE X

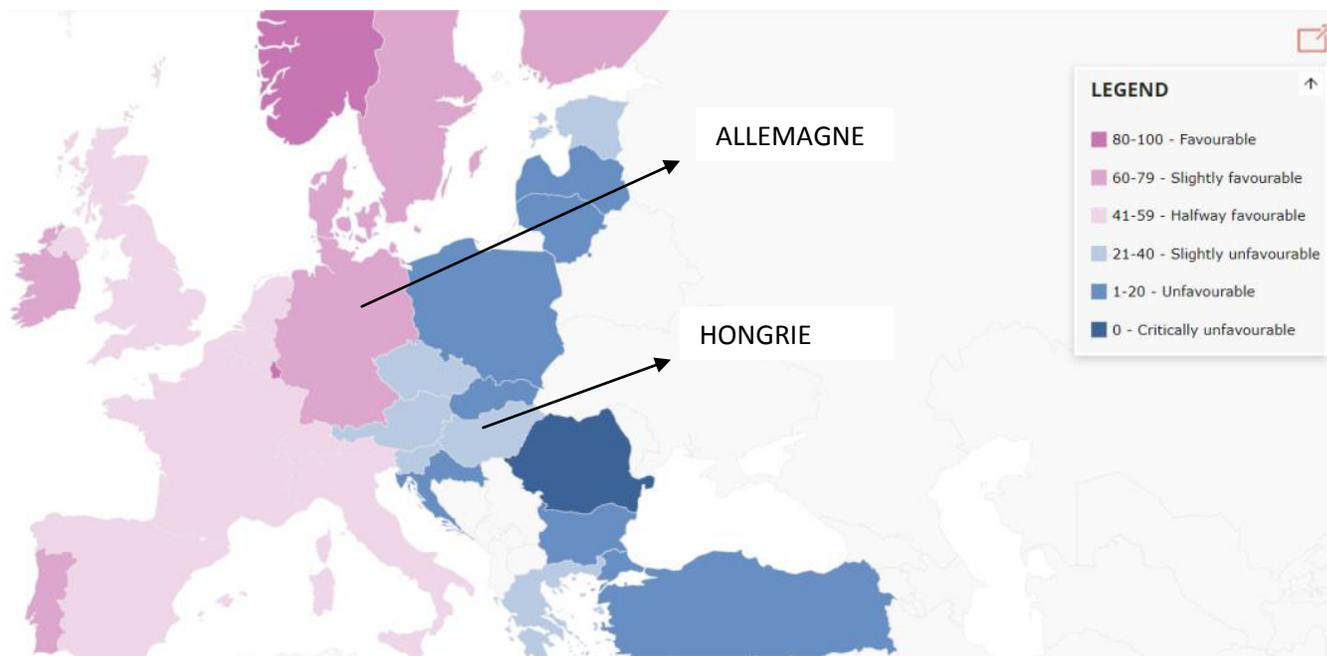
Figure 10. Naturalisation via la procédure de *jus solis*



Source: ACIT

ANNEXE XII

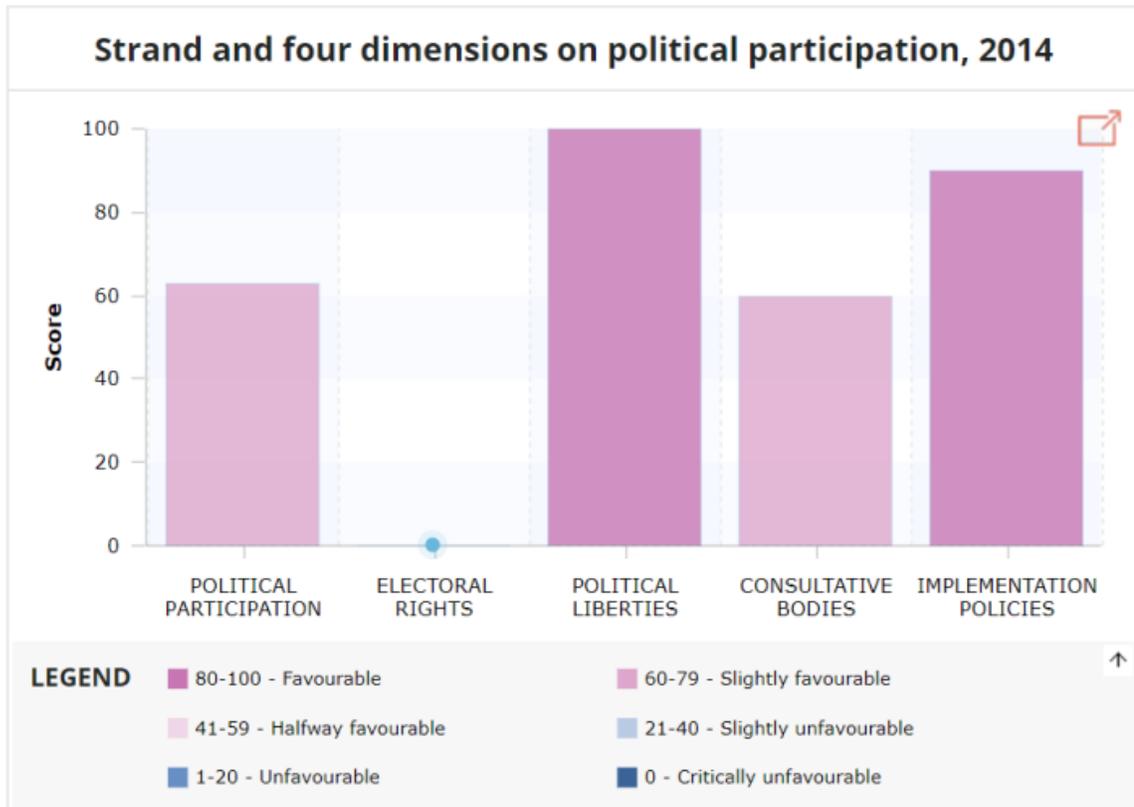
Figure 11. Degré d'ouverture des pays européen à la participation politique globale des migrants



Source: MIPEX

ANNEXE XII

Figure 12. Secteurs de participation politique des migrants en Allemagne en 2014



Source: MIPEX

ANNEXE XIII

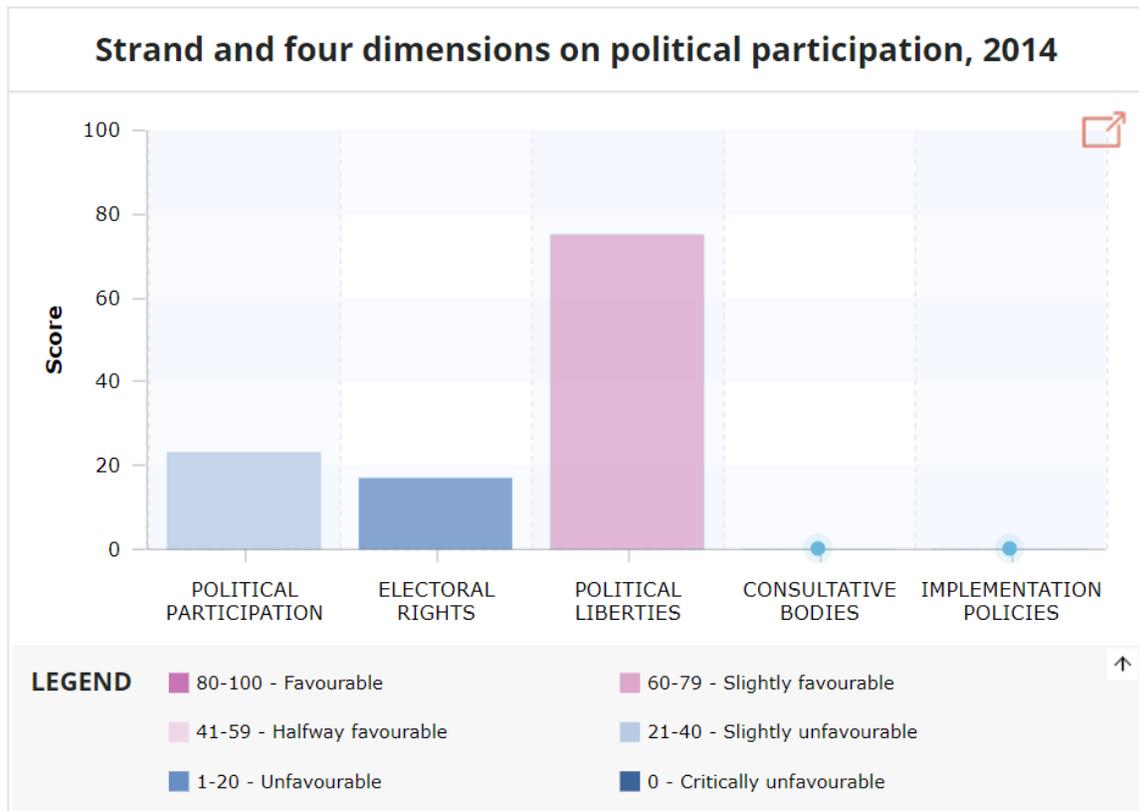
Figure 13. Participation politique en Allemagne (en %)

	Natives	Migrants
Voted in last national election	82.8	73.2
Signed petition	32.7	17.7
Took part in demonstration	9.2	7.3
Contacted politician	14.7	5.8
Petition/demo/contact	41.7	24.1

Source: David BARTRAM, 2016

ANNEXE XIV

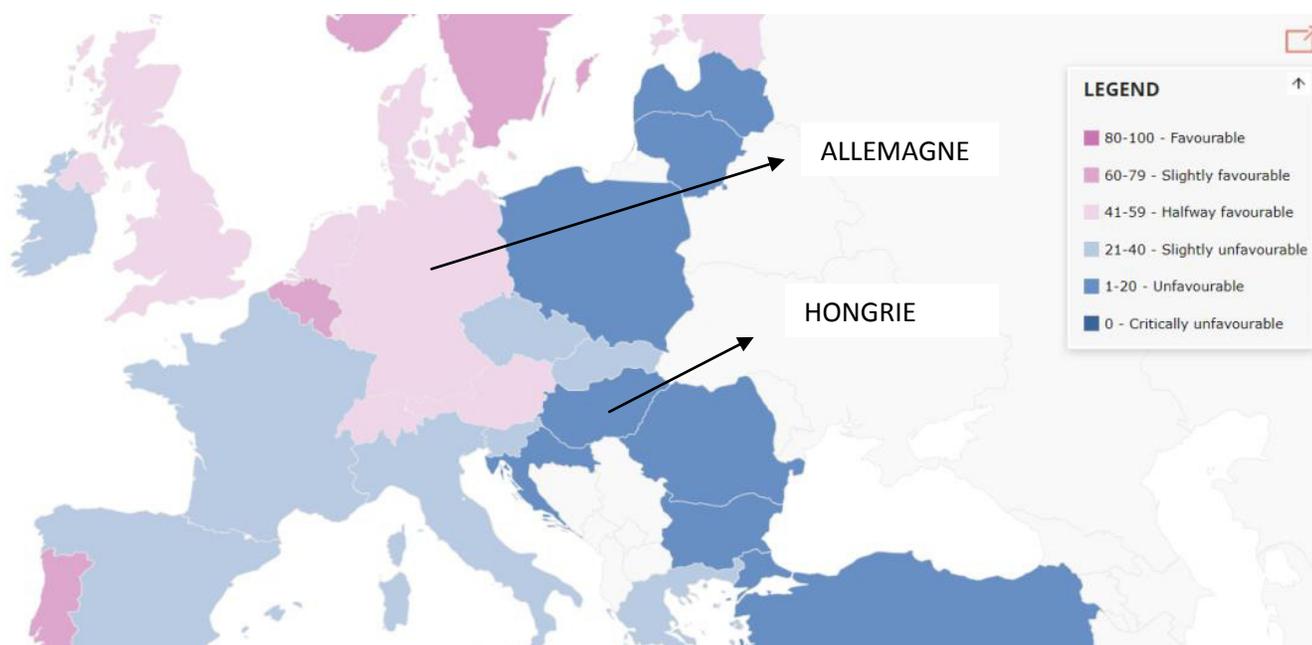
Figure 14. Secteurs de participation politique des migrants en Hongrie en 2014



Source: MIPEX

ANNEXE XV

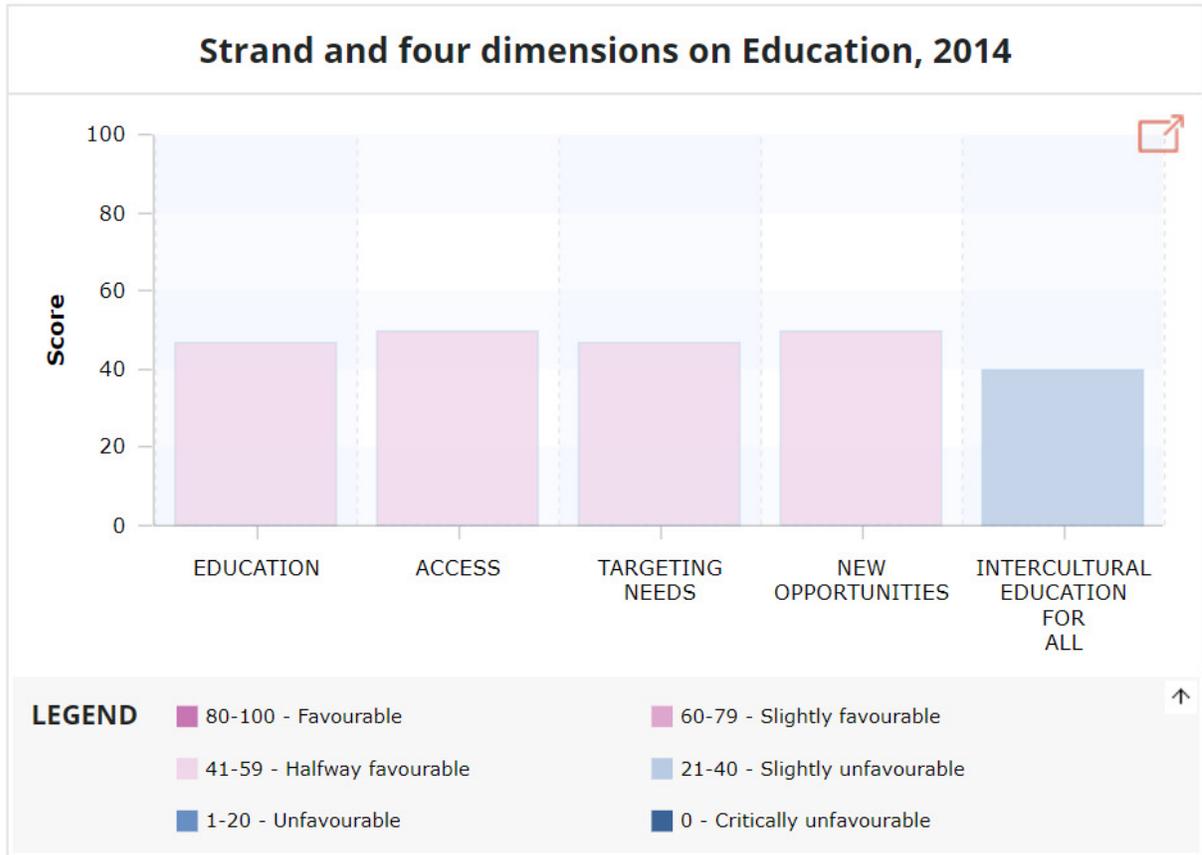
Figure 15. Degré d'ouverture des pays européens à l'éducation des migrants



Source: MIPEx

ANNEXE XVI

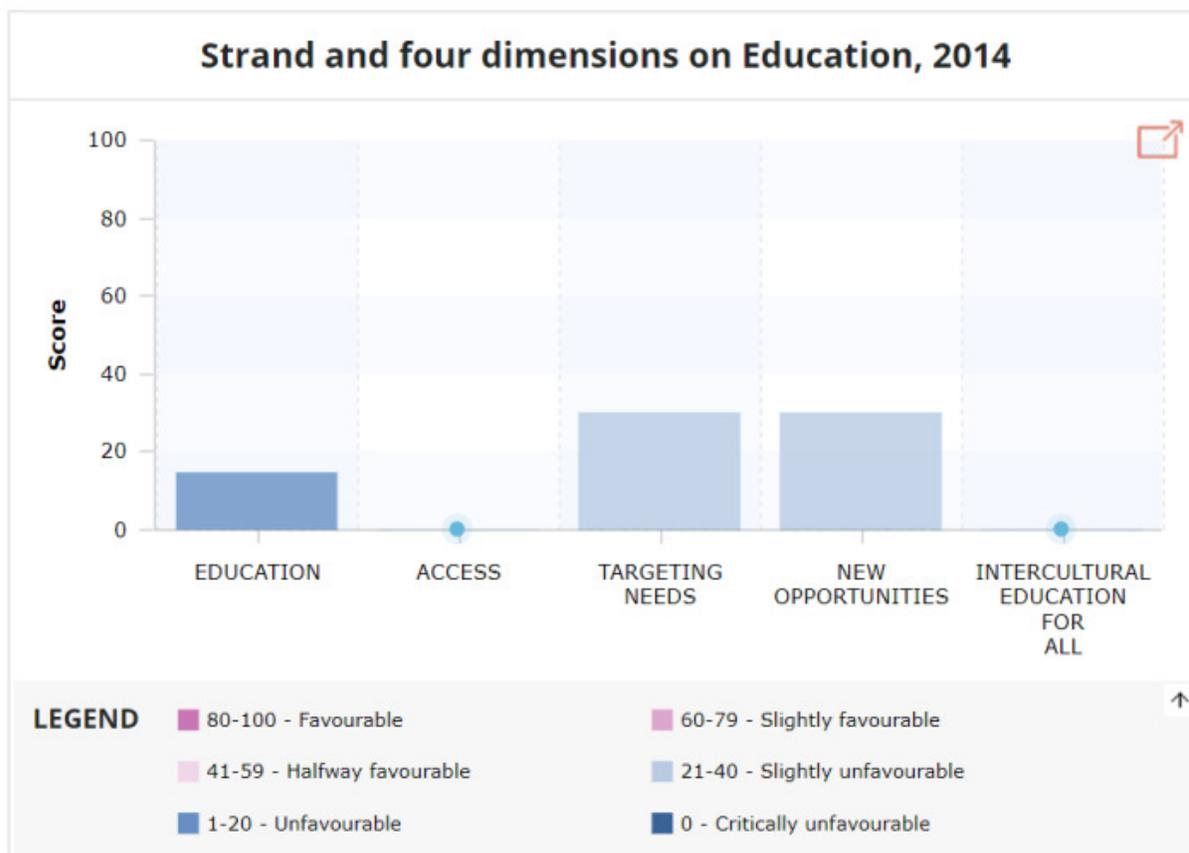
Figure 16. Accessibilité de l'éducation pour les migrants en Allemagne en 2014



Source: MIPEx

ANNEXE XVII

Figure 17. Accessibilité de l'éducation pour les migrants en Hongrie en 2014



Source: MIPEX